



KATHOLIEKE UNIVERSITEIT
LEUVEN

Étude sur l'importance du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire dans l'économie belge

Prof. Dr Nancy Huyghebaert

Professeur Corporate Finance

Département « Accountancy, Finance & Insurance

Faculteit Economie en Bedrijfswetenschappen »

KU Leuven

janvier 2015

Editeur responsable :

Union Professionnelle du Crédit (UPC)

Mr Ivo Van Bulck

Rue d'Arlon, 82 - 1040 BRUXELLES

L'utilisation des textes, tableaux et informations mentionn es dans le présent ouvrage n'est autoris e que moyennant la mention explicite de la source.

Avant-propos

Cette étude a été réalisée avec le concours de l'Union professionnelle du crédit (UPC), membre de Febelfin.

L'UPC est l'association professionnelle représentative du secteur du crédit aux particuliers : à savoir le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire. Les institutions financières affiliées à l'UPC sont : des banques, des compagnies d'assurances, des entreprises hypothécaires, des entreprises d'assurance-crédit, des entreprises de distribution agréées en vue de consentir des crédits à la consommation, des entreprises émettrices de cartes accreditives et de cartes de crédit. Les 56 membres de l'UPC (au 31 décembre 2013 – voir Annexe A) couvrent environ 95 % du marché belge du crédit à la consommation et quelque 90 % du marché belge du crédit hypothécaire.

Les analyses relatives à l'**impact macroéconomique du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire** pour l'économie belge, exposées ci-après, sont basées avant tout sur les données macroéconomiques de la **période 1995–2013** (sur une base trimestrielle, semestrielle ou annuelle) parce que c'est la période pour laquelle les données agrégées relatives au crédit à la consommation et au crédit hypothécaire sont disponibles pour tout le marché belge. Les données relatives à la production et à l'encours des crédits à la consommation et des crédits hypothécaires proviennent de Belgostat (Banque nationale de Belgique) ou de la Direction générale Statistique - Statistics Belgium (DGS) du SPF Économie.

Pour certaines analyses partielles, l'étude a été contrainte à se limiter à la période 1999-2013, ce qui est chaque fois précisé dans le texte.

N.B. Dans cette étude, les chiffres sont toujours présentés selon la notation américaine (la virgule pour la séparation des milliers et le point pour les nombres réels)

Synthèse

EN GENERAL

- **Fin 2013**, les **crédits à la consommation** en cours en Belgique se chiffraient à **21.1 milliards EUR** et les **crédits hypothécaires** à **189.1 milliards EUR**.
- Ces **crédits à la consommation en cours** représentaient **5,52% du PIB**, les **crédits hypothécaires en cours** **49,41%**.
- **Par habitant**, la **dette en cours** totale s'élevait à quelque **18,836.9 EUR**, composés de **1,892.6 EUR** de **crédit à la consommation** et de **16,944.3 EUR** de **crédits hypothécaires**.

CREDIT A LA CONSOMMATION

- Les **crédits à la consommation** ont un **impact substantiel sur l'économie belge**. En 2013, **10.41%** des **dépenses de consommation des ménages** étaient financées par le **crédit à la consommation**. La **consommation domestique** représentait une part de **53.04% du PIB belge**
- Les **crédits à la consommation** ont un **caractère procyclique**, en d'autres termes, **contrairement à ce à quoi on pourrait s'attendre, les familles (et les fournisseurs de crédits) ne « compensent » pas des baisses du revenu disponible en prenant (accordant) plus de crédits**.
- Une **augmentation de l'octroi de crédits (crédits à la consommation)** est **plus importante qu'une augmentation du revenu disponible des ménages pour expliquer la croissance de la consommation**.
- La **croissance du PIB** aurait été **en moyenne inférieure de près de 0.72 % par an** sur cette période (1995–2013) si l'octroi de crédits n'avait pas suivi.
- La suppression complète et en une fois de la possibilité de contracter un crédit flexible par les « **ouvertures de crédit** » aurait conduit en 2013 à un recul de l'octroi de crédits de 39.39% maximum des nombres produits de crédits à la consommation et de 24.41% maximum des montants produits en crédits à la consommation. Ceci freinerait la consommation de 2.63% maximum et le PIB de 1.39% maximum.

CREDIT HYPOTHECAIRE

- Les **crédits hypothécaires** ont **également un impact important sur l'économie belge**. Le secteur le plus influencé par le crédit hypothécaire est très logiquement le **secteur de la construction**. D'autre part, le **poids des crédits hypothécaires** pour le **financement des transformations/rénovations** a fortement augmenté au cours des dix-neuf dernières années. Ces **investissements dans les habitations privées** représentent une part de **5.45% du PIB belge**.
- Une **augmentation de l'attribution de crédits** (montant des **crédits hypothécaires**) est **importante pour expliquer la croissance relative aux investissements bruts dans des habitations privées, mais nettement moins que la croissance du revenu disponible**.
- La **croissance du PIB** aurait été, **en moyenne, inférieure de quelque 0.04% par an** si l'octroi des crédits n'avait pas suivi

Conclusions principales de l'étude :

- **Fin 2013**, les **crédits à la consommation** en cours en Belgique se chiffraient à **21.1 milliards EUR** et les **crédits hypothécaires** à **189.1 milliards EUR**. L'encours des crédits à la consommation représentait 5,52% du PIB, l'encours des crédits hypothécaires 49,41%. **Par habitant, la dette en cours totale** s'élevait à quelque **18,836.9 EUR**, composés de 1,892.6 EUR de crédits à la consommation et de 16,944.3 EUR de crédits hypothécaires.

CRÉDITS À LA CONSOMMATION :

- Les **crédits à la consommation** ont un **impact substantiel sur l'économie belge**. Ils aident les ménages dans une grande mesure à financer leurs dépenses en biens de consommation. **En 2013, 10.41% des dépenses de consommation des ménages étaient financées par le crédit à la consommation**. La **consommation domestique** représentait une part de **53.04% du PIB belge**, une part qui se montre très stable dans le temps. Le degré de cohésion (corrélation) entre la croissance de la consommation et la croissance du PIB est donc très élevé et s'élève à 82.19% sur la période 1995–2013. Les secteurs qui sont les plus influencés par le crédit à la consommation sont l'industrie de l'ameublement, le secteur des appareils ménagers, l'horeca, le secteur de la culture et des loisirs (y compris les voyages) et l'industrie automobile.
- Les crédits à la consommation ont un **caractère procyclique**, en d'autres termes, **contrairement à ce à quoi on pourrait s'attendre, les familles (et les fournisseurs de crédits) ne « compensent » pas des baisses du revenu disponible en prenant (accordant) plus de crédits**. En effet, la croissance des crédits à la consommation présente, sur la base des données semestrielles, une corrélation significative et positive (56.57%) à la croissance du revenu disponible des ménages.
- Les modèles de régression multivariée indiquent qu'une **augmentation de l'octroi de crédits (crédits à la consommation) est plus importante qu'une augmentation du revenu disponible des ménages pour expliquer la croissance de la consommation** ! Ainsi, une **augmentation** de 1% du **revenu disponible** sur un semestre fait augmenter incrémentiellement la consommation de **0.1899%**, tandis qu'une **augmentation** du **volume de crédit** (montant des crédits à la consommation en cours) de 1 % sur un semestre fait **augmenter** incrémentiellement la consommation de **0.2916%**. L'analyse des différents éléments constitutifs de ces octrois de crédits permet de constater que les **prêts à tempérament** et les **ouvertures de crédit** sont en grande partie responsables de cet effet (estimation des paramètres de 0.1512 pour les prêts à tempérament et de 0.1189 pour les ouvertures de crédit). L'estimation des paramètres pour les **ventes à tempérament** n'atteint cependant que 0.0338. Le pouvoir de généralisation du modèle, mesuré via le coefficient R² adapté, s'élève finalement à 37.75% dans le modèle qui fait totalement abstraction des influences saisonnières.
- Sur la période 1995–2013, la **croissance moyenne de l'encours des crédits à la consommation s'élevait à quelque 4.65% par an**. Compte tenu de l'estimation obtenue des paramètres, nous pouvons en conclure que la **croissance du PIB aurait été en moyenne inférieure de près de 0.72 % par an** sur cette période (1995–2013) si l'octroi de crédits n'avait pas suivi.

- En 2013, la croissance du PIB s'élevait à 1.82% ; une croissance des crédits à la consommation de 4.65% en 2013 (= la moyenne historique sur la période 1995–2013) aurait par conséquent conduit à une croissance du PIB de quelque 2.54% en 2013. Le portefeuille (encours) des crédits à la consommation a cependant régressé de 0.40% en 2013. Par conséquent, la **croissance du PIB en 2013 aurait, selon les estimations, été supérieure de quelque 0.0619%** (ou se serait soldée à 1,88%) **si l'octroi des crédits n'avait pas été diminué** (c'est-à-dire croissance des crédits à la consommation en 2013 = 0% au lieu de -0.40%). Les analyses partielles démontrent que cet effet est surtout guidé/ occasionné par les **prêts à tempérament** supplémentaires qui ont régressé de 0.71 % en 2013. Ces prêts à tempérament seraient en effet responsables de **0.0321%** des 0.06% de la croissance supplémentaire du PIB en 2013. Les **ouvertures de crédit**, qui ont progressé de 7.83% en 2013, seraient responsables de **0.0252%** de la croissance supplémentaire du PIB en 2013.
- La suppression complète et en une fois de la possibilité de contracter un crédit flexible par les « **ouvertures de crédit** » aurait conduit en 2013 à un recul de l'octroi de crédits de 39.39% maximum des nombres produits de crédits à la consommation et de 24.41% maximum des montants produits en crédits à la consommation. Si nous tenons compte du fait que les ouvertures de crédit produites concernent uniquement des lignes de crédit accordées, nous pouvons en conclure, sur la base de données d'encours, que le portefeuille (montant des crédits en cours) régresserait de 22.12% maximum. **Les effets rapportés ci-dessus freineraient la consommation de 2.63% maximum et le PIB de 1.39% maximum.** Étant donné que la croissance du PIB en 2013 s'élevait à quelque 1.82%, cela signifie que la croissance du PIB aurait éventuellement chuté à environ 0.43% si la possibilité de contracter des crédits flexibles par le biais d'« ouvertures de crédit » avait été supprimée complètement et en une fois cette année-là.

CRÉDITS HYPOTHÉCAIRES :

- Les **crédits hypothécaires** ont également un **impact important sur l'économie belge**. Ils aident les ménages à financer l'achat, la construction, la transformation ou la rénovation d'une habitation. Le secteur le plus influencé par le crédit hypothécaire est très logiquement le secteur de la construction. On estime que 49.24% des nouvelles constructions ont été financées partiellement par des crédits hypothécaires en 2013. La moyenne historique sur la période 1995-2013 s'élève néanmoins à 60.19%. Ces chiffres sont probablement sous-estimés parce qu'ils n'ont pas pu tenir compte des projets de nouvelles constructions réalisés par un promoteur immobilier qui vend ensuite l'habitation à des propriétaires privés qui contractent un prêt hypothécaire en financement de leur achat. En 2013, 87.12% des achats d'habitations ont été, selon les estimations, financés en partie par un crédit hypothécaire. D'autre part, le **poids des crédits hypothécaires pour le financement des transformations/rénovations a fortement augmenté au cours des dix-neuf dernières années**. Les chiffres indiquent que les projets de rénovation représentaient 26.38% de la production totale de crédits hypothécaires (en nombre) en 2013, contre 11.28% seulement en 1995 ! Le maximum de 43.08% a toutefois été atteint en 2011 lorsque le régime des « crédits verts » est entré en vigueur. Lorsqu'on met en relation les montants produits des crédits hypothécaires pour la construction et la rénovation avec les investissements bruts dans les habitations privées, on obtient un pourcentage

de 26.10% pour 2013. 26.10% des dépenses en construction et rénovation ont donc été financées par des crédits hypothécaires. Ces investissements dans les habitations privées représentent une part de **5.45% du PIB belge**.

- Les modèles de régression multivariée indiquent qu'une **augmentation de l'attribution de crédits** (montant des **crédits hypothécaires**) **est importante pour expliquer la croissance relative aux investissements bruts dans des habitations privées, mais nettement moins que la croissance du revenu disponible**. Ainsi, une **augmentation** du **revenu disponible** de 1% sur un semestre fait augmenter incrémentiellement le nombre de projets de nouvelles constructions de **1.1425%**, tandis qu'une **augmentation** du **volume de crédits** (montants des prêts pour nouvelles constructions et rénovation) de 1% sur un semestre fait augmenter incrémentiellement les investissements bruts dans des habitations privées de **0.0886%**. Le pouvoir de généralisation du modèle, mesuré via le coefficient R^2 adapté s'élève finalement à 15.83% dans le modèle qui fait totalement abstraction des influences saisonnières.
- Sur la période 1995–2013, **la croissance moyenne de l'encours des crédits hypothécaires s'élevait à près de 9.15 % par an**. Étant donné l'estimation des paramètres obtenus, nous pouvons conclure que **la croissance du PIB aurait été, en moyenne, inférieure de quelque 0.04% par an si l'octroi des crédits n'avait pas suivi**.
- En 2013, la croissance du PIB s'élevait à 1.82% ; une croissance de l'octroi des crédits hypothécaires de 9.15% en 2013 (= la moyenne historique sur la période 1995–2013) pourrait par conséquent conduire à une croissance du PIB de quelque 1.86% en 2013. Le nombre de crédits hypothécaires produits pour la construction et la rénovation a toutefois régressé de 5.24% en 2013 ; les montants produits enregistrant néanmoins une croissance de 2.57%. Selon les estimations, la **croissance du PIB se serait située quelque 0.0124% plus bas** (soit s'élever à 1.81%) **si la production (montants) de l'octroi des crédits hypothécaires n'avait pas suivi** (soit une croissance des montants des crédits hypothécaires pour la construction et la rénovation en 2013 de 0 %).

Table des matières

Avant-propos	1
Synthèse	3
Table des matières.....	7
Impact macroéconomique du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire	9
A. Aperçu des secteurs économiques en Belgique	9
Calcul du Produit Intérieur Brut (PIB) selon l'optique de production	9
Calcul du Produit Intérieur Brut selon l'optique des dépenses.....	16
Calcul du Produit Intérieur Brut selon l'optique des revenus	19
B. Aperçu du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire en Belgique	27
Crédits à la consommation	27
Crédits hypothécaires	50
C. Évaluation des effets incrémentiels	67
Crédits à la consommation	67
Crédits hypothécaires	81
Annexe A : Liste des membres de l'UPC	87
Annexe B : Enquête sur le budget des ménages 2012.....	89

Impact macroéconomique du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire

Source des données pour les aperçus et analyses de cette partie de l'étude : Belgostat (<http://www.nbb.be/belgostat/startSDW.do>), sauf mention contraire.

A. Aperçu des secteurs économiques en Belgique

Calcul du Produit Intérieur Brut (PIB) selon l'optique de production

Selon l'optique de production, le PIB (aux prix du marché) peut être calculé comme la somme des valeurs ajoutées réalisées dans tous les secteurs, plus les impôts sur les produits, moins les subventions sur les produits. La valeur ajoutée elle-même est calculée comme la différence entre la valeur de la production (aux prix de base) et la consommation intermédiaire des marchandises (aux prix d'achat).

La valeur ajoutée des branches/secteurs d'activité en Belgique pour la période 1995-2013 a pu être calculée sur la base des chiffres disponibles via Belgostat (BNB). La part relative de chaque branche d'activité a pu être ensuite déterminée. Les données relatives à la répartition de l'emploi et à la rémunération des travailleurs en chiffres absolus et relatifs ont également pu être recueillies et calculées pour ces secteurs.

Tous ces tableaux (Tableaux 1-6) permettent de conclure que l'importance de l'industrie pour l'économie belge a diminué de manière importante sur la période 1995-2013, de 23.08% de la valeur ajoutée en 1995 à 15.56% en 2013. L'importance de l'agriculture n'était déjà pas très importante en 1995 (1.46%), mais a encore diminué par la suite (0.79% en 2013). Ce sont surtout les secteurs « information et communication », « services aux entreprises », « secteur public et enseignement » et « santé et bien-être » qui ont gagné en importance. L'importance du secteur « services financiers » dans la valeur ajoutée est restée plus ou moins constante au cours de la période 1995–2013, avec, toutefois, un creux en 2008. La part du secteur dans l'emploi a cependant diminué sur la période étudiée. En 2013, cette branche d'activité représentait 6.47% de la valeur ajoutée, 3.58% de l'emploi et 5.42% de la rémunération en Belgique. La branche d'activité « construction », qui est financée dans une mesure importante par le crédit hypothécaire, est parvenue à conserver plus ou moins sa part relative dans l'économie et, depuis son creux en 2003 (5.03%), a même pu réaliser une légère hausse, surtout à partir de 2006. En 2011–2012, il s'est même produit une nouvelle augmentation, quoique temporaire, de l'activité de la construction qui correspond éventuellement (en partie) au régime des « prêts verts » qui était en vigueur au cours de la période 2009–2011.

Tableau 1 – Répartition de la valeur ajoutée par branche d'activité (en chiffres absolus ; en millions d'EUR)

année	agriculture	industrie	construction	services : commerce, transports et horeca	services : information et communication	services : services financiers	services : location et commerce de biens immeubles	services : service aux entreprises	services : secteur public et enseignement	services : santé et bien-être	services : culture, loisirs, autres	Valeur ajoutée totale	impôts et subventions sur les produits	PIBm
2013	2,691	53,109	19,619	67,555	14,137	22,087	30,476	45,003	51,942	27,630	7,163	341,412	41,282	382,692
2012	2,488	53,445	19,748	66,585	13,934	21,700	30,057	43,892	50,116	26,472	6,888	335,325	40,528	375,852
2011	2,061	54,094	19,514	66,032	13,645	21,712	29,693	43,111	48,131	25,261	6,749	330,003	39,256	369,258
2010	2,458	53,546	17,957	63,564	13,221	21,022	28,831	40,408	46,170	23,898	6,455	317,530	38,262	355,791
2009	2,050	50,183	17,750	61,380	13,061	18,634	28,340	39,169	44,750	23,168	6,234	304,719	35,951	340,669
2008	2,077	55,370	17,996	63,984	12,875	16,389	29,466	39,990	43,322	21,914	6,287	309,670	36,705	346,375
2007	2,488	55,875	16,636	62,093	12,380	16,757	28,367	37,314	40,957	20,404	6,038	299,309	36,505	335,815
2006	2,418	54,050	15,323	58,505	11,698	16,546	26,678	34,512	39,305	19,298	5,806	284,139	34,691	318,829
2005	2,106	52,188	13,707	56,431	11,231	16,139	24,995	32,067	37,484	18,493	5,590	270,431	33,006	303,435
2004	2,729	51,245	13,192	53,656	10,820	15,860	23,372	30,179	35,529	17,691	5,351	259,624	31,665	291,287
2003	2,617	49,231	12,451	50,788	10,112	14,488	23,033	28,302	34,527	16,815	4,985	247,349	28,808	276,157
2002	2,666	49,626	12,138	47,402	9,963	14,789	22,553	26,825	33,234	16,063	4,866	240,125	28,495	268,620
2001	2,905	49,066	12,074	45,563	9,711	13,381	22,241	26,448	31,312	15,250	4,612	232,563	27,240	259,803
2000	2,943	49,272	11,795	43,272	8,681	13,824	21,329	24,656	30,030	14,431	4,561	224,794	27,749	252,543
1999	2,587	46,576	11,215	41,791	8,325	12,862	19,952	22,511	28,914	13,685	4,355	212,773	26,103	238,877
1998	2,893	46,898	10,388	40,401	7,562	12,494	19,584	21,118	27,713	12,461	4,102	205,614	24,375	229,988
1997	2,981	46,266	10,214	38,636	6,631	12,208	18,943	19,331	26,944	11,942	3,948	198,044	23,449	221,493
1996	2,836	43,760	9,816	37,349	6,024	12,262	18,431	17,807	26,094	11,654	3,741	189,774	21,899	211,674
1995	2,741	43,231	10,106	37,937	5,800	12,220	17,993	16,569	25,607	11,299	3,834	187,337	20,590	207,927

Tableau 2 – Répartition de la valeur ajoutée par branche d'activité (en pourcentage)

année	agriculture	industrie	construction	services : commerce, transports et horeca	services : information et communication	services : services financiers	services : location et commerce de biens immeubles	services : service aux entreprises	services : secteur public et enseignement	services : santé et bien-être	services : culture, loisirs, autres
2013	0.79%	15.56%	5.75%	19.79%	4.14%	6.47%	8.93%	13.18%	15.21%	8.09%	2.10%
2012	0.74%	15.94%	5.89%	19.86%	4.16%	6.47%	8.96%	13.09%	14.95%	7.89%	2.05%
2011	0.62%	16.39%	5.91%	20.01%	4.13%	6.58%	9.00%	13.06%	14.59%	7.65%	2.05%
2010	0.77%	16.86%	5.66%	20.02%	4.16%	6.62%	9.08%	12.73%	14.54%	7.53%	2.03%
2009	0.67%	16.47%	5.83%	20.14%	4.29%	6.12%	9.30%	12.85%	14.69%	7.60%	2.05%
2008	0.67%	17.88%	5.81%	20.66%	4.16%	5.29%	9.52%	12.91%	13.99%	7.08%	2.03%
2007	0.83%	18.67%	5.56%	20.75%	4.14%	5.60%	9.48%	12.47%	13.68%	6.82%	2.02%
2006	0.85%	19.02%	5.39%	20.59%	4.12%	5.82%	9.39%	12.15%	13.83%	6.79%	2.04%
2005	0.78%	19.30%	5.07%	20.87%	4.15%	5.97%	9.24%	11.86%	13.86%	6.84%	2.07%
2004	1.05%	19.74%	5.08%	20.67%	4.17%	6.11%	9.00%	11.62%	13.68%	6.81%	2.06%
2003	1.06%	19.90%	5.03%	20.53%	4.09%	5.86%	9.31%	11.44%	13.96%	6.80%	2.02%
2002	1.11%	20.67%	5.05%	19.74%	4.15%	6.16%	9.39%	11.17%	13.84%	6.69%	2.03%
2001	1.25%	21.10%	5.19%	19.59%	4.18%	5.75%	9.56%	11.37%	13.46%	6.56%	1.98%
2000	1.31%	21.92%	5.25%	19.25%	3.86%	6.15%	9.49%	10.97%	13.36%	6.42%	2.03%
1999	1.22%	21.89%	5.27%	19.64%	3.91%	6.04%	9.38%	10.58%	13.59%	6.43%	2.05%
1998	1.41%	22.81%	5.05%	19.65%	3.68%	6.08%	9.52%	10.27%	13.48%	6.06%	2.00%
1997	1.51%	23.36%	5.16%	19.51%	3.35%	6.16%	9.57%	9.76%	13.61%	6.03%	1.99%
1996	1.49%	23.06%	5.17%	19.68%	3.17%	6.46%	9.71%	9.38%	13.75%	6.14%	1.97%
1995	1.46%	23.08%	5.39%	20.25%	3.10%	6.52%	9.60%	8.84%	13.67%	6.03%	2.05%
Moyenne	1.03%	19.66%	5.40%	20.06%	3.95%	6.12%	9.34%	11.56%	13.99%	6.86%	2.03%
Ecart-type	0.31%	2.63%	0.32%	0.49%	0.36%	0.36%	0.24%	1.33%	0.54%	0.64%	0.03%

Tableau 3 – Répartition de l'emploi par branche d'activité (chiffres absolus ; en millions d'heures-personne)

année	agriculture	industrie	construction	services : commerce, transports et horeca	services : information et communication	services : services financiers	services : location et commerce de biens immeubles	services : service aux entreprises	services : secteur public et enseignement	services : santé et bien-être	services : culture, loisirs, autres	Valeur ajoutée totale
2013	31.1	841.0	309.5	1,215.5	156.9	194.4	29.2	686.4	1,151.0	622.9	198.0	5,435.8
2012	30.7	857.9	319.4	1,226.5	157.0	190.0	28.6	692.7	1,154.2	611.6	197.4	5,466.0
2011	30.7	868.4	325.2	1,226.2	155.1	190.1	28.1	690.2	1,152.9	599.0	202.1	5,467.9
2010	29.2	864.2	305.7	1,212.2	155.7	188.7	27.3	657.7	1,148.8	579.2	199.8	5,368.6
2009	28.4	872.6	307.4	1,212.7	160.0	191.4	27.1	623.8	1,138.0	555.8	205.7	5,322.8
2008	27.3	949.7	312.2	1,229.7	159.5	193.5	25.7	653.1	1,121.9	541.3	211.5	5,425.6
2007	26.3	957.8	304.0	1,209.7	155.7	197.2	24.5	620.0	1,107.0	527.4	211.2	5,340.7
2006	25.7	957.8	292.2	1,181.4	151.2	195.0	24.2	583.7	1,094.0	516.2	215.5	5,236.8
2005	23.4	959.5	277.6	1,169.7	147.2	195.4	26.2	554.5	1,089.6	504.9	221.0	5,168.9
2004	23.4	971.4	277.7	1,161.9	143.7	194.5	25.5	528.4	1,068.8	488.0	219.1	5,102.3
2003	22.7	986.7	275.9	1,160.4	146.3	200.5	24.8	496.3	1,039.1	478.1	210.9	5,041.5
2002	21.1	1021.6	280.4	1,152.6	153.4	204.5	23.4	487.1	1,031.3	460.6	210.2	5,046.0
2001	20.0	1061.6	293.0	1,154.3	154.7	205.1	22.9	493.7	1,015.8	443.1	206.9	5,071.2
2000	20.0	1057.1	292.3	1,133.0	142.1	206.6	22.0	484.1	1,003.3	432.3	203.2	4,995.9
1999	18.8	1040.2	281.9	1,101.2	129.3	204.5	21.6	440.8	982.8	412.9	198.7	4,832.7
1998	17.2	1052.7	269.0	1,078.9	122.5	203.5	19.5	411.6	975.0	399.1	194.5	4,743.5
1997	16.6	1052.7	268.9	1,061.8	117.6	199.0	18.4	371.7	967.0	392.4	192.8	4,658.9
1996	16.1	1061.6	265.9	1,046.8	111.0	198.7	18.3	341.7	969.5	378.7	192.2	4,600.6
1995	16.5	1079.6	278.0	1,049.7	107.7	198.1	18.6	323.5	975.7	371.9	191.2	4,610.4

Tableau 4 – Répartition de la valeur ajoutée par branche d'activité (en pourcentage)

année	agriculture	industrie	construction	services : commerce, transports et horeca	services : information et communication	services : services financiers	services : location et commerce de biens immeubles	services : service aux entreprises	services : secteur public et enseignement	services : santé et bien-être	services : culture, loisirs, autres
2013	0.57%	15.47%	5.69%	22.36%	2.89%	3.58%	0.54%	12.63%	21.17%	11.46%	3.64%
2012	0.56%	15.70%	5.84%	22.44%	2.87%	3.48%	0.52%	12.67%	21.12%	11.19%	3.61%
2011	0.56%	15.88%	5.95%	22.43%	2.84%	3.48%	0.51%	12.62%	21.08%	10.95%	3.70%
2010	0.54%	16.10%	5.69%	22.58%	2.90%	3.51%	0.51%	12.25%	21.40%	10.79%	3.72%
2009	0.53%	16.39%	5.78%	22.78%	3.01%	3.60%	0.51%	11.72%	21.38%	10.44%	3.86%
2008	0.50%	17.50%	5.75%	22.66%	2.94%	3.57%	0.47%	12.04%	20.68%	9.98%	3.90%
2007	0.49%	17.93%	5.69%	22.65%	2.92%	3.69%	0.46%	11.61%	20.73%	9.88%	3.95%
2006	0.49%	18.29%	5.58%	22.56%	2.89%	3.72%	0.46%	11.15%	20.89%	9.86%	4.12%
2005	0.45%	18.56%	5.37%	22.63%	2.85%	3.78%	0.51%	10.73%	21.08%	9.77%	4.28%
2004	0.46%	19.04%	5.44%	22.77%	2.82%	3.81%	0.50%	10.36%	20.95%	9.56%	4.29%
2003	0.45%	19.57%	5.47%	23.02%	2.90%	3.98%	0.49%	9.84%	20.61%	9.48%	4.18%
2002	0.42%	20.25%	5.56%	22.84%	3.04%	4.05%	0.46%	9.65%	20.44%	9.13%	4.17%
2001	0.39%	20.93%	5.78%	22.76%	3.05%	4.04%	0.45%	9.74%	20.03%	8.74%	4.08%
2000	0.40%	21.16%	5.85%	22.68%	2.84%	4.14%	0.44%	9.69%	20.08%	8.65%	4.07%
1999	0.39%	21.52%	5.83%	22.79%	2.68%	4.23%	0.45%	9.12%	20.34%	8.54%	4.11%
1998	0.36%	22.19%	5.67%	22.74%	2.58%	4.29%	0.41%	8.68%	20.55%	8.41%	4.10%
1997	0.36%	22.60%	5.77%	22.79%	2.52%	4.27%	0.39%	7.98%	20.76%	8.42%	4.14%
1996	0.35%	23.08%	5.78%	22.75%	2.41%	4.32%	0.40%	7.43%	21.07%	8.23%	4.18%
1995	0.36%	23.42%	6.03%	22.77%	2.34%	4.30%	0.40%	7.02%	21.16%	8.07%	4.15%
Moyenne	0.46%	19.24%	5.71%	22.68%	2.80%	3.89%	0.47%	10.36%	20.82%	9.56%	4.01%
Ecart-type	0.08%	2.66%	0.17%	0.16%	0.20%	0.31%	0.04%	1.79%	0.40%	1.06%	0.21%

Tableau 5 – Répartition des rémunérations des travailleurs par branche d'activité (en chiffres absolus ; en millions d'EUR)

année	agriculture	industrie	construction	services : commerce, transports et horeca	services : information et communication	services : services financiers	services : location et commerce de biens immeubles	services : service aux entreprises	services : secteur public et enseignement	services : santé et bien-être	services : culture, loisirs, autres	Rémunération totale
2013	475	34,918	10,206	41,562	7,354	10,921	905	21,493	47,839	20,845	4,934	201,450
2012	459	34,781	10,332	41,176	7,219	10,481	860	21,437	46,243	19,944	4,796	197,727
2011	432	34,099	10,092	39,422	6,925	10,176	813	20,545	44,488	18,925	4,679	190,596
2010	395	33,289	9,300	37,877	6,753	9,734	771	19,154	42,640	17,867	4,512	182,291
2009	381	32,879	9,249	37,494	6,856	9,827	758	18,337	41,465	17,040	4,398	178,683
2008	351	34,734	9,067	36,804	6,695	9,925	731	18,674	39,973	16,067	4,255	177,277
2007	335	33,861	8,496	34,771	6,293	9,668	677	17,218	37,777	14,988	3,961	168,043
2006	315	32,444	7,958	32,980	5,936	9,197	617	15,787	36,311	14,282	3,825	159,652
2005	302	31,507	7,370	31,472	5,690	8,924	629	14,427	34,730	13,614	3,663	152,328
2004	302	31,380	7,212	30,631	5,603	8,717	592	13,603	32,949	12,838	3,507	147,333
2003	290	31,013	6,998	29,782	5,602	8,647	565	12,801	32,022	12,385	3,303	143,408
2002	274	31,300	6,900	28,932	5,753	8,772	530	12,586	30,770	11,780	3,222	140,818
2001	256	30,989	6,829	27,513	5,606	8,537	491	12,479	28,916	10,960	3,027	135,602
2000	241	29,720	6,586	25,914	4,992	8,309	453	11,506	27,693	10,145	2,864	128,422
1999	238	29,178	6,278	24,877	4,429	7,993	473	10,242	26,716	9,493	2,792	122,707
1998	220	28,477	5,765	23,617	3,903	7,650	391	9,348	25,558	8,979	2,659	116,567
1997	212	28,140	5,678	22,739	3,564	7,578	360	8,536	24,827	8,488	2,511	112,633
1996	202	27,275	5,536	22,170	3,049	7,397	352	7,763	23,988	8,090	2,411	108,233
1995	201	26,885	5,707	21,848	3,047	7,181	354	7,473	23,534	7,812	2,368	106,410

Tableau 6 – Répartition des rémunérations des travailleurs par branche d'activité (en pourcentage)

année	agriculture	industrie	construction	services : commerce, transports et horeca	services : information et communication	services : services financiers	services : location et commerce de biens immeubles	services : service aux entreprises	services : secteur public et enseignement	services : santé et bien-être	services : culture, loisirs, autres
2013	0.24%	17.33%	5.07%	20.63%	3.65%	5.42%	0.45%	10.67%	23.75%	10.35%	2.45%
2012	0.23%	17.59%	5.23%	20.82%	3.65%	5.30%	0.43%	10.84%	23.39%	10.09%	2.43%
2011	0.23%	17.89%	5.29%	20.68%	3.63%	5.34%	0.43%	10.78%	23.34%	9.93%	2.45%
2010	0.22%	18.26%	5.10%	20.78%	3.70%	5.34%	0.42%	10.51%	23.39%	9.80%	2.48%
2009	0.21%	18.40%	5.18%	20.98%	3.84%	5.50%	0.42%	10.26%	23.21%	9.54%	2.46%
2008	0.20%	19.59%	5.11%	20.76%	3.78%	5.60%	0.41%	10.53%	22.55%	9.06%	2.40%
2007	0.20%	20.15%	5.06%	20.69%	3.74%	5.75%	0.40%	10.25%	22.48%	8.92%	2.36%
2006	0.20%	20.32%	4.98%	20.66%	3.72%	5.76%	0.39%	9.89%	22.74%	8.95%	2.40%
2005	0.20%	20.68%	4.84%	20.66%	3.74%	5.86%	0.41%	9.47%	22.80%	8.94%	2.40%
2004	0.20%	21.30%	4.90%	20.79%	3.80%	5.92%	0.40%	9.23%	22.36%	8.71%	2.38%
2003	0.20%	21.63%	4.88%	20.77%	3.91%	6.03%	0.39%	8.93%	22.33%	8.64%	2.30%
2002	0.19%	22.23%	4.90%	20.55%	4.09%	6.23%	0.38%	8.94%	21.85%	8.37%	2.29%
2001	0.19%	22.85%	5.04%	20.29%	4.13%	6.30%	0.36%	9.20%	21.32%	8.08%	2.23%
2000	0.19%	23.14%	5.13%	20.18%	3.89%	6.47%	0.35%	8.96%	21.56%	7.90%	2.23%
1999	0.19%	23.78%	5.12%	20.27%	3.61%	6.51%	0.39%	8.35%	21.77%	7.74%	2.28%
1998	0.19%	24.43%	4.95%	20.26%	3.35%	6.56%	0.34%	8.02%	21.93%	7.70%	2.28%
1997	0.19%	24.98%	5.04%	20.19%	3.16%	6.73%	0.32%	7.58%	22.04%	7.54%	2.23%
1996	0.19%	25.20%	5.11%	20.48%	2.82%	6.83%	0.33%	7.17%	22.16%	7.47%	2.23%
1995	0.19%	25.27%	5.36%	20.53%	2.86%	6.75%	0.33%	7.02%	22.12%	7.34%	2.23%
Moyenne	0.20%	21.32%	5.07%	20.58%	3.64%	6.01%	0.39%	9.29%	22.48%	8.69%	2.34%
Ecart-type	0.02%	2.70%	0.14%	0.24%	0.36%	0.53%	0.04%	1.23%	0.69%	0.95%	0.09%

Calcul du Produit Intérieur Brut selon l'optique des dépenses

Selon l'optique des dépenses, le PIB (aux prix du marché) peut être calculé comme la somme de la consommation du secteur privé (C), des investissements du secteur privé (I), des dépenses publiques (G) et de l'exportation nette (E – Z).

Sur la base des chiffres disponibles via Belgostat (BNB), la répartition du PIB par branche d'activité a pu être déterminée pour la période 1995-2013. Ainsi, la part relative de chaque catégorie de dépense a pu ensuite être calculée. On peut conclure des tableaux 7 et 8 que l'importance relative de la consommation privée (C), des investissements privés (I) et des dépenses publiques (G) est restée relativement stable dans le temps, étant donné la valeur faible de l'écart type de ces catégories. De même, les exportations nettes sont restées assez stables, mais on observe de grandes variations au sein des composantes de l'exportation (E) et de l'importation (Z) ; celles-ci semblent évoluer parallèlement aux conditions macroéconomiques générales (cycles conjoncturels). Dans le même temps, une tendance positive, à la fois des exportations et des importations, a été observée durant la période 1995–2013 ; les exportations et les importations ont enregistré en d'autres termes une croissance plus rapide que les autres catégories de dépenses, s'inscrivant dans la mondialisation croissante de l'économie.

En 2013, la part de la consommation privée (C) représentait 53.04% du PIB, ce qui en fait la plus importante catégorie de dépenses de l'économie belge ! Les investissements du secteur privé représentaient 18.36% du PIB. Ces investissements englobent tous les biens d'équipement produits au cours de l'année : outre les investissements dans les habitations privées, il s'agit également des investissements dans les bâtiments et l'équipement industriels, ainsi que l'accroissement des stocks (voir Tableau 10 pour une ventilation détaillée). **Les investissements dans les habitations privées représentaient en 2013 une part de 5.45% (= 18.36% * 29.69%) du PIB belge.**

Tableau 7 – Répartition des catégories de dépenses (en chiffres absolus ; en millions d'EUR)

année	C	I	G	E-Z	E	Z	PIBm
2013	202,963	70,259	102,793	6,677	328,577	321,900	382,692
2012	198,898	72,186	100,620	4,147	323,734	319,587	375,851
2011	194,667	74,951	96,577	3,063	313,811	310,748	369,258
2010	188,455	67,697	92,134	7,504	283,965	276,461	355,790
2009	179,810	61,677	89,961	9,221	251,035	241,814	340,669
2008	180,174	77,743	85,496	2,963	292,446	289,483	346,376
2007	171,080	71,926	79,905	12,905	277,203	264,298	335,816
2006	163,590	66,575	76,512	12,152	257,498	245,346	318,829
2005	156,153	61,482	73,865	11,935	238,737	226,802	303,435
2004	150,454	56,260	70,261	14,313	221,194	206,881	291,288
2003	144,590	48,914	67,728	14,925	204,173	189,248	276,157
2002	141,426	47,019	64,752	15,423	206,015	190,592	268,620
2001	138,988	50,558	60,793	9,463	202,256	192,793	259,802
2000	134,436	52,080	58,633	7,393	197,340	189,947	252,542
1999	126,618	46,499	55,817	9,943	167,113	157,170	238,877
1998	123,693	44,934	52,619	8,742	160,307	151,565	229,988
1997	119,421	42,662	51,068	8,341	154,581	146,240	221,492
1996	115,322	39,785	49,919	6,649	138,907	132,258	211,675
1995	112,318	39,046	48,388	8,176	135,896	127,720	207,928

Tableau 8 – Répartition des catégories de dépenses (en pourcentage)

Année	C	I	G	E-Z	E	Z
2013	53.04%	18.36%	26.86%	1.74%	85.86%	84.11%
2012	52.92%	19.21%	26.77%	1.10%	86.13%	85.03%
2011	52.72%	20.30%	26.15%	0.83%	84.98%	84.15%
2010	52.97%	19.03%	25.90%	2.11%	79.81%	77.70%
2009	52.78%	18.10%	26.41%	2.71%	73.69%	70.98%
2008	52.02%	22.44%	24.68%	0.86%	84.43%	83.57%
2007	50.94%	21.42%	23.79%	3.84%	82.55%	78.70%
2006	51.31%	20.88%	24.00%	3.81%	80.76%	76.95%
2005	51.46%	20.26%	24.34%	3.93%	78.68%	74.74%
2004	51.65%	19.31%	24.12%	4.91%	75.94%	71.02%
2003	52.36%	17.71%	24.53%	5.40%	73.93%	68.53%
2002	52.65%	17.50%	24.11%	5.74%	76.69%	70.95%
2001	53.50%	19.46%	23.40%	3.64%	77.85%	74.21%
2000	53.23%	20.62%	23.22%	2.93%	78.14%	75.21%
1999	53.01%	19.47%	23.37%	4.16%	69.96%	65.80%
1998	53.78%	19.54%	22.88%	3.80%	69.70%	65.90%
1997	53.92%	19.26%	23.06%	3.77%	69.79%	66.02%
1996	54.48%	18.80%	23.58%	3.14%	65.62%	62.48%
1995	54.02%	18.78%	23.27%	3.93%	65.36%	61.43%
Moyenne	52.78%	19.50%	24.44%	3.28%	76.84%	73.55%
Écart-type	0.97%	1.26%	1.32%	1.43%	6.58%	7.48%

Le Tableau 9 donne un aperçu de la répartition des dépenses de consommation des ménages (C) entre plusieurs catégories de produits importantes sur la base de l'enquête sur le budget des ménages ; ces données ne sont cependant disponibles que jusqu'à 2012 inclus. Par ailleurs, l'enquête elle-même n'est réalisée que tous les deux ans à partir de 2010 et des données ne sont par conséquent pas disponibles pour 2011 et 2013 (les données pour 2014 ne sont attendues qu'en juillet 2015). Les catégories elles-mêmes sont déterminées par la Direction générale Statistiques – Statistics Belgium (DGS) du SPF Économie (voir aussi Annexe B pour un aperçu détaillé de ces catégories de dépenses pour la dernière année disponible (2012) ; le tableau rapporte le pourcentage de ménages qui ont effectué la dépense et le montant moyen dépensé, le cas échéant). Pour des informations plus détaillées à propos de la méthodologie de l'enquête, nous vous renvoyons à : http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/collecte_donnees/enquetes/budget_des_menages/

Du Tableau 9, on peut conclure également que **les dépenses de consommation sont très stables en Belgique**. En 2012, **17.18% du budget familial était consacré à l'alimentation**, aux boissons et au tabac, ce qui en fait **la catégorie de dépenses la plus importante après le logement (24.30% pour le loyer brut et le chauffage, l'éclairage et l'eau)**. Les **transports** (achats et dépenses d'utilisation des véhicules et services de transport) représentaient 11.98% du budget des ménages, contre 8.92% pour la **culture et le divertissement** et **6.00% pour les restaurants, cafés et hôtels**. Les **meubles et appareils ménagers** représentaient **5.60%** du budget des ménages contre 5.16% pour les articles d'habillement et chaussures.

Tableau 9 – Répartition des dépenses de consommation des ménages (en pourcentage)

Année	alimentation, boissons et tabac	articles d'habillement et chaussures	habitation principale ou secondaire	meubles, appareils ménagers	santé	transports	communication	culture et loisirs	enseignement	Restaurants, cafés, et hôtels	autres biens et services
2012	17.18%	5.16%	24.30%	5.60%	5.77%	11.98%	2.20%	8.92%	0.52%	6.00%	12.38%
2011	16.88%	5.00%	23.81%	5.69%	5.59%	12.33%	2.13%	9.03%	0.52%	6.14%	12.89%
2010	17.37%	5.04%	23.72%	5.76%	5.66%	12.01%	2.22%	9.01%	0.51%	6.01%	12.69%
2009	17.54%	5.04%	23.69%	5.88%	5.50%	11.53%	2.35%	9.41%	0.52%	5.95%	12.59%
2008	16.82%	4.95%	23.84%	5.79%	5.47%	12.04%	2.34%	9.49%	0.49%	5.94%	12.84%
2007	16.52%	5.00%	23.00%	5.82%	5.60%	12.06%	2.52%	9.52%	0.50%	5.88%	13.58%
2006	16.66%	4.88%	23.68%	5.76%	5.48%	12.24%	2.62%	9.31%	0.51%	5.80%	13.07%
2005	17.19%	4.99%	23.75%	5.85%	5.31%	12.00%	2.87%	9.31%	0.52%	5.86%	12.35%
2004	17.60%	4.97%	23.73%	5.92%	5.32%	12.02%	2.90%	9.27%	0.53%	5.91%	11.84%
2003	17.81%	4.98%	23.88%	6.02%	5.41%	11.81%	2.89%	8.97%	0.55%	5.95%	11.74%
2002	17.29%	5.02%	23.62%	6.12%	5.38%	12.10%	2.68%	8.92%	0.53%	5.86%	12.49%
2001	16.84%	4.99%	23.73%	6.34%	4.95%	11.99%	2.46%	9.46%	0.51%	5.61%	13.12%
2000	16.60%	5.13%	23.41%	6.52%	5.20%	12.37%	2.32%	9.44%	0.50%	5.62%	12.90%
1999	17.39%	5.61%	23.37%	6.57%	5.23%	12.10%	2.23%	9.70%	0.50%	5.56%	11.73%
1998	17.54%	6.07%	23.35%	6.64%	4.77%	11.56%	2.02%	9.37%	0.51%	5.55%	12.61%
1997	17.94%	6.37%	23.57%	6.64%	4.82%	11.35%	1.89%	9.29%	0.53%	5.59%	12.00%
1996	18.20%	6.44%	23.59%	6.62%	4.64%	11.50%	1.70%	9.04%	0.50%	5.49%	12.29%
1995	18.60%	6.43%	22.75%	6.67%	4.87%	11.17%	1.61%	9.12%	0.50%	5.53%	12.75%
Moyenne	17.33%	5.34%	23.60%	6.12%	5.28%	11.90%	2.33%	9.26%	0.51%	5.79%	12.55%
Écart-type	0.57%	0.57%	0.34%	0.39%	0.33%	0.34%	0.38%	0.23%	0.02%	0.20%	0.50%

Le Tableau 10 donne un aperçu de la répartition des dépenses d'investissement du secteur privé (I) pour trois catégories importantes, à savoir les investissements dans les bâtiments et équipements industriels, les investissements dans les habitations privées et l'accroissement des stocks. Le Tableau 10 permet de conclure que les investissements industriels représentent la catégorie d'investissements privés la plus importante, avec en moyenne 68.26% de tous les investissements du secteur privé (69.62% en 2013). **Les investissements dans les habitations privées représentent en moyenne 28.29% de tous les investissements du secteur privé (29.69% en 2013).** Ces pourcentages varient dans le temps (dans une plus grande mesure que pour la consommation), en grande partie sous l'influence des changements de constitution des stocks (en moyenne 3.45% des investissements totaux pour la période 1995-2013).

Tableau 10 – Répartition des dépenses d'investissement du secteur privé (en pourcentage)

Année	Bâtiments et équipements industriels	Habitations privées	Accroissement des stocks
2013	69.62%	29.69%	0.69%
2012	67.54%	29.13%	3.33%
2011	65.28%	28.10%	6.62%
2010	65.36%	31.66%	2.98%
2009	72.54%	33.01%	-5.55%
2008	64.17%	28.30%	7.53%
2007	64.87%	29.18%	5.95%
2006	63.49%	29.20%	7.31%
2005	65.61%	28.10%	6.29%
2004	68.17%	26.47%	5.36%
2003	70.59%	26.80%	2.61%
2002	73.51%	26.28%	0.21%
2001	73.27%	25.31%	1.42%
2000	68.66%	24.54%	6.81%
1999	69.93%	26.96%	3.11%
1998	70.76%	26.53%	2.71%
1997	68.88%	28.86%	2.26%
1996	69.32%	28.44%	2.24%
1995	65.34%	30.99%	3.68%
Moyenne	68.26%	28.29%	3.45%
Écart-type	3.10%	2.15%	3.15%

Calcul du Produit Intérieur Brut selon l'optique des revenus

Selon l'optique des revenus, le PIB (aux prix du marché) peut être calculé comme la somme du revenu disponible des ménages, des bénéfices retenus des entreprises et des impôts nets payés par les ménages et les entreprises sur la production et les exportations. Seul le revenu disponible des ménages a pu être déterminé facilement sur la base des données présentes dans Belgostat sur la période 1999–2013. Le revenu disponible des ménages est défini comme les rémunérations (après impôts) reçues par les travailleurs, le revenu net du patrimoine et d'autres transferts de revenus, y compris les transferts nets (= allocations sociales – primes sociales). Pour la période 1999–2013, le pourcentage de revenu disponible pour les ménages qui a été consommé par rapport à ce qui a été épargné a pu également être calculé.

Le Tableau 11 permet de conclure que le **revenu disponible en 2013 représentait 62.43% (= 238,921/382,692) du PIB aux prix du marché. Le pourcentage du revenu disponible qui a été consommé (dépensé) est resté raisonnablement stable sur la période 1999–2013, avec un creux en 2009 (81.81%). En 2013, il s'élevait à 84.95% du revenu disponible (moyenne de 83.81% sur la période 1999–2013).**

Tableau 11 – Répartition du revenu disponible des ménages (en chiffres absolus et en pourcentage)

Année	Revenu disponible	Dépenses de consommation		Comportement d'épargne	
		Absolu	Pourcentage	Absolu	Pourcentage
2013	238,921	202,963	84.95%	35,958	15.05%
2012	234,494	198,898	84.82%	35,596	15.18%
2011	226,635	194,667	85.89%	31,968	14.11%
2010	222,510	188,455	84.70%	34,055	15.30%
2009	219,784	179,810	81.81%	39,974	18.19%
2008	216,027	180,174	83.40%	35,853	16.60%
2007	204,554	171,080	83.64%	33,474	16.36%
2006	193,809	163,590	84.41%	30,219	15.59%
2005	183,438	156,153	85.13%	27,285	14.87%
2004	177,658	150,454	84.69%	27,204	15.31%
2003	173,637	144,590	83.27%	29,047	16.73%
2002	171,336	141,426	82.54%	29,910	17.46%
2001	169,228	138,988	82.13%	30,240	17.87%
2000	161,525	134,436	83.23%	27,089	16.77%
1999	153,485	126,618	82.50%	26,867	17.50%
Moyenne			83.81%		16.19%
Écart-type			1.23%		1.23%

Enfin, le Tableau 12 reflète l'évolution du PIB par habitant ainsi que la consommation par habitant. Tant les chiffres effectifs (= valeur nominale) que les chiffres corrigés d'inflation (= chiffres réels, avec 1995 comme année de base) sont repris. La conclusion la plus importante de ce tableau est que l'habitant moyen a réalisé une augmentation continue de son bien-être au cours de la période 1995–2008 ; en 2009, cette croissance s'est néanmoins interrompue et l'habitant moyen a même reculé en termes nominaux et réels (baisse du PIB par habitant) ! Après 2009, le PIB nominal par habitant a connu une légère reprise mais, en termes réels, nous remarquons chaque année une légère diminution jusqu'en 2013. Les consommations nominale et réelle par habitant montrent la même évolution, quoiqu'elle soit un peu moins prononcée. Les Figures 1 et 2 illustrent visuellement ces évolutions.

Tableau 12 - Évolution du PIB nominal (réel) par habitant et de la consommation nominale (réelle) par habitant

année	Cons. nom. par habitant	PIB réel par habitant	Cons. nom. par habitant	Cons. Réelle par habitant
2013	34,291.4	23,926.3	18,186.6	12,689.5
2012	33,860.5	23,901.2	17,918.7	12,648.3
2011	33,459.4	24,109.6	17,639.3	12,710.2
2010	32,489.4	24,157.4	17,208.9	12,795.7
2009	31,427.0	24,157.4	16,587.6	12,750.6
2008	32,211.9	24,840.2	16,755.7	12,921.1
2007	31,481.7	24,935.2	16,038.2	12,703.2
2006	30,120.8	24,598.3	15,454.9	12,621.3
2005	28,868.3	24,066.0	14,856.2	12,384.8
2004	27,885.0	23,892.5	14,403.0	12,340.8
2003	26,563.8	23,202.3	13,908.2	12,148.2
2002	25,941.1	23,046.0	13,657.7	12,133.5
2001	25,199.1	22,674.1	13,480.9	12,130.1
2000	24,607.1	22,573.5	13,099.1	12,016.5
1999	23,330.1	22,036.3	12,366.2	11,680.5
1998	22,516.9	21,704.4	12,110.1	11,673.1
1997	21,732.0	21,092.8	11,717.1	11,372.5
1996	20,813.6	20,380.0	11,339.4	11,103.2
1995	20,499.6	20,499.6	11,073.4	11,073.4

Figure 1 – Évolution du PIB nominal et réel par habitant pour la période 1995-2013

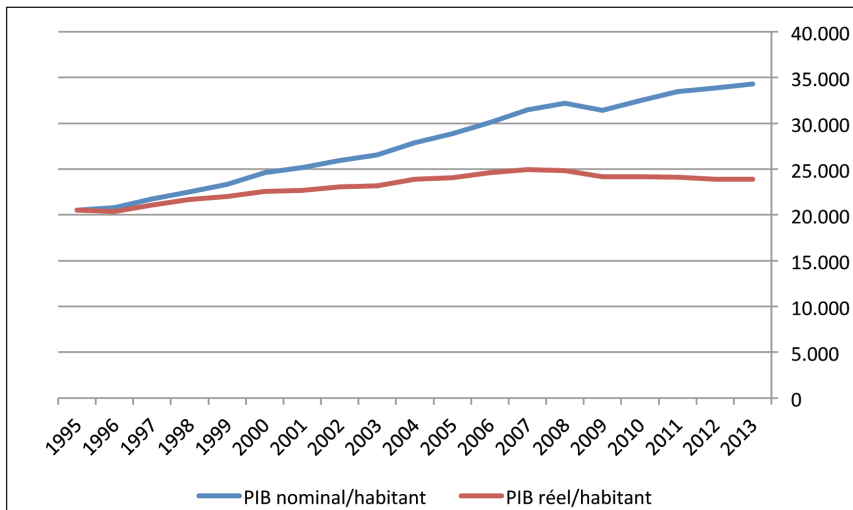
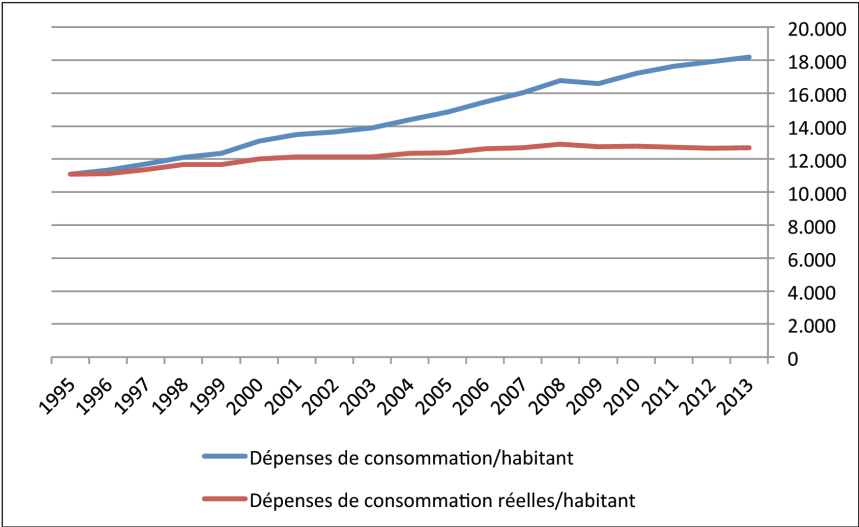


Figure 2 – Évolution de la consommation nominale et réelle par habitant pour la période 1995-2013



Le Tableau 13 montre qu’au cours de la période 1995-2013, le PIB à prix courants (= PIB nominal) a crû en moyenne de 3.46% sur une base annuelle, avec une pointe en 2007 (5.33%) et un creux en 2009 (-1.65%). Le revenu disponible des ménages a augmenté en moyenne de 3.23% au cours de la période 1999-2013. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 3.35% sur une base annuelle, avec des pointes comparables au PIB. Ce tableau illustre donc à nouveau **l’importance considérable de la consommation domestique pour l’économie belge**. Ces taux de croissance moyens sont également supérieurs à l’inflation moyenne qui s’élevait à 2.02% durant la période 1995–2013.

Nous constatons également que, dans des périodes de forte croissance économique (par exemple, 2004–2007), le PIB enregistre une croissance plus rapide que la consommation des ménages. Inversement, la consommation ne baisse pas autant que le PIB et le revenu disponible dans les périodes de (très) faible croissance économique. C’est ainsi qu’en 2013, la consommation a progressé de 2.04% sur une base annuelle, plus que la croissance du PIB (1.82%) et la croissance du revenu disponible (1.89%) !

Tableau 13 - Croissance du PIB, croissance du revenu disponible, croissance des dépenses de consommation et inflation

Année	Croissance du PIB	Croissance du revenu disponible (Yb)	Croissance des dépenses de consommation (C)	Inflation
2013	1.82%	1.89%	2.04%	1.17%
2012	1.79%	3.47%	2.17%	2.08%
2011	3.79%	1.85%	3.30%	3.19%
2010	4.44%	1.24%	4.81%	3.38%
2009	-1.65%	1.74%	-0.20%	0.32%
2008	3.14%	5.61%	5.32%	2.71%
2007	5.33%	5.54%	4.58%	3.11%
2006	5.07%	5.65%	4.76%	2.08%
2005	4.17%	3.25%	3.79%	2.78%
2004	5.48%	2.32%	4.06%	1.94%
2003	2.81%	1.34%	2.24%	1.71%
2002	3.39%	1.25%	1.75%	1.28%
2001	2.87%	4.77%	3.39%	1.95%
2000	5.72%	5.24%	6.17%	2.96%
1999	3.86%		2.36%	2.05%
1998	3.84%		3.58%	0.69%
1997	4.64%		3.55%	0.88%
1996	1.80%		2.67%	2.13%
Moyenne	3.46%	3.23%	3.35%	2.02%
Écart-type	1.78%	1.79%	1.52%	0.90%

Dans une étape suivante, on observe dans quelle mesure la **croissance économique** (= croissance du PIBm), la **croissance du revenu disponible des ménages** et la **croissance des dépenses de consommation** des ménages sont corrélées entre elles, c'est-à-dire qu'elles évoluent parallèlement. Un coefficient de corrélation de 0% signifie que deux variables n'évoluent pas ensemble, c'est-à-dire qu'elles sont indépendantes l'une de l'autre. Le coefficient de corrélation maximal s'élève à 100% dans le cas où deux variables évoluent de manière parfaitement concordante. Le Tableau 14 montre **la cohésion extrêmement forte entre la croissance des dépenses de consommation, d'une part, et la croissance du PIB et celle du revenu disponible, d'autre part**. Les coefficients de corrélation correspondants sont donc toujours supérieurs à 60% et significativement différents de zéro (la valeur p est toujours inférieure à 1%).¹ Cette valeur p particulièrement faible indique avec plus de 99% de fiabilité qu'il y a bien une (forte) cohésion entre ces variables. Ainsi, la cohésion entre la croissance du PIB et la croissance des dépenses de consommation des ménages s'élève à 82.19% pour la période 1995-2013. Ensuite, le Tableau 14 indique que ces taux de croissance (nominaux) annuels sont également en forte corrélation avec l'inflation annuelle.

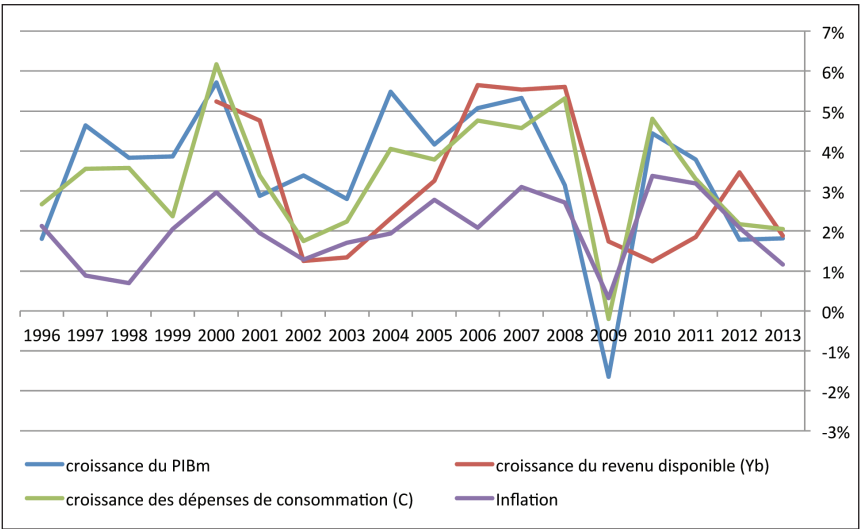
¹ La **valeur p** donne une indication de la fiabilité avec laquelle on peut rejeter l'hypothèse zéro, à savoir qu'il n'y a pas de relation entre deux variables. Étant donné la taille de l'échantillon, une marge de 0.10 (ou 10%) est utilisée comme limite, ce qui signifie que l'hypothèse zéro qu'il n'y a pas de relation entre les deux variables peut être rejetée avec plus de 90% de fiabilité.

Tableau 14 - Corrélation entre la croissance du PIB et la croissance du revenu disponible, la croissance des dépenses de consommation et l’inflation au cours de la période 1995/1999-2013 (avec mention de la valeur *p* entre parenthèses)

	Croissance du PIB	Croissance du revenu disponible (Yb)	Croissance des dépenses de consommation (C)	Inflation
Croissance du PIB	1.0000 (0.0001)	0.3881 (0.1703)	0.8219 (0.0001)	0.5315 (0.0232)
Croissance du revenu disponible (Yb)	0.3881 (0.1703)	1.0000 (0.0001)	0.6367 (0.0143)	0.3694 (0.1936)
Croissance des dépenses de consommation (C)	0.8219 (0.0001)	0.6367 (0.0143)	1.0000 (0.0001)	0.6739 (0.0022)
Inflation (i)	0.5315 (0.0232)	0.3694 (0.1936)	0.6739 (0.0022)	1.0000 (0.0001)

Dans la Figure 3, ces chiffres de croissance sont représentés – répartis – dans le temps. Le graphique permet de tirer une conclusion supplémentaire, à savoir que, dans les périodes de forte conjoncture (1997–2000 et 2004–2007), l’économie belge enregistre une croissance plus rapide que l’inflation ; le graphique démontre également le contexte exceptionnel de 2009 lorsque l’économie a connu un recul de 1.65% et même la consommation a baissé de 0.20% (pour une inflation positive de 0.32%). Dans la période récente de conjoncture basse, la croissance du PIB et la croissance des dépenses de consommation semblent simplement suivre l’inflation.

Figure 3 - Corrélation entre la croissance du PIB, la croissance du revenu disponible, la croissance des dépenses de consommation et de l’inflation

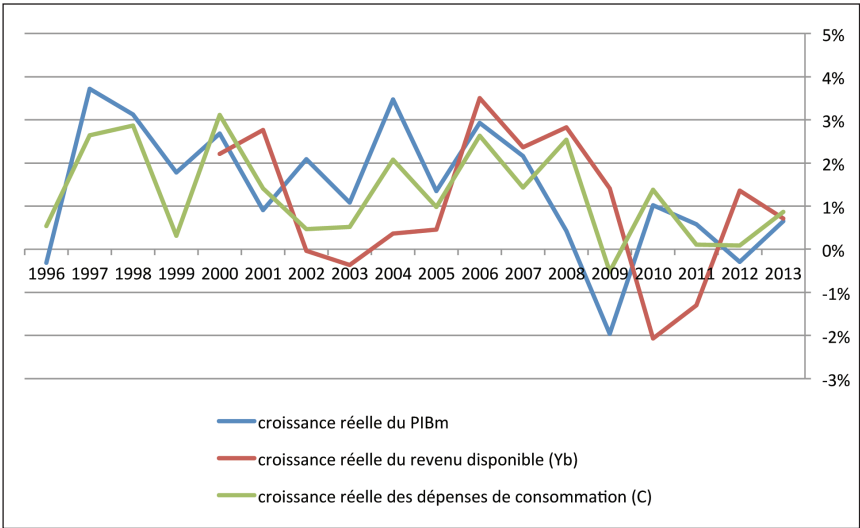


Étant donné le rôle de l’inflation, la corrélation entre la croissance réelle du PIB, la croissance réelle du revenu disponible et la croissance réelle des dépenses de consommation a également été vérifiée. Le Tableau 15 et la Figure 4 indiquent que les conclusions ci-dessus, sur la base des chiffres nominaux, sont solides.

Tableau 15 - Corrélation entre la croissance réelle du PIB, la croissance réelle du revenu disponible et la croissance réelle des dépenses de consommation au cours de la période 1995/1999-2013 (avec mention de la valeur p entre parenthèses)

	Croissance du PIB	Croissance du revenu disponible (Yb)	Croissance des dépenses de consommation (C)
Croissance du PIB	1.0000 (0.0001)	0.1136 (0.6991)	0.7309 (0.0009)
Croissance du revenu disponible (Yb)	0.1136 (0.6991)	1.0000 (0.0001)	0.4870 (0.0774)
Croissance des dépenses de consommation (C)	0.7309 (0.0009)	0.4870 (0.0774)	1.0000 (0.0001)

Figure 4 - Corrélation entre la croissance réelle du PIB, la croissance réelle du revenu disponible et la croissance réelle des dépenses de consommation.



B. Aperçu du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire en Belgique

Sources de données pour les aperçus et analyses de cette partie :

- La Direction générale Statistique - Statistics Belgium (DGS) du SPF Économie, pour les crédits à la consommation.
- Belgostat (BNB), pour les crédits hypothécaires.

Crédits à la consommation

En matière de crédit à la consommation, on distingue les produits importants suivants (cf. Art. I.9., 46° à 49° du Code de droit économique)² :

- **Le prêt à tempérament (PAT)** : tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, aux termes duquel une somme d'argent ou un autre moyen de paiement est mis à la disposition d'un consommateur qui s'engage à rembourser le prêt par versements périodiques.
- **La vente à tempérament (VAT)** : tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, qui doit normalement emporter acquisition de biens ou prestation de services, vendus par le prêteur ou l'intermédiaire de crédit visé au 35°, c), dernière phrase, et dont le prix s'acquitte par versements périodiques.
- **Le crédit-bail (CB)** : tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, par lequel une des parties s'engage à fournir à l'autre partie la jouissance d'un bien meuble corporel à un prix déterminé que cette dernière s'engage à payer périodiquement, et qui comporte, de manière expresse ou tacite, une offre d'achat.
- **L'ouverture de crédit (ODC)** : tout contrat de crédit, quelle que soit sa qualification ou sa forme, aux termes duquel un pouvoir d'achat, une somme d'argent ou tout autre moyen de paiement est mis à la disposition du consommateur, qui peut l'utiliser en faisant un ou plusieurs prélèvements de crédit notamment à l'aide d'un instrument de paiement ou d'une autre manière, et qui s'engage à rembourser selon les conditions convenues.

La durée maximale d'un crédit à la consommation est fonction du montant emprunté, par exemple pour un prêt à tempérament (cf. Art. 8 de l'AR du 4 août 1992 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement du crédit à la consommation) :

- de 5,600 EUR à 7,500 EUR : max. 42 mois (max. 3,5 ans)
- de 7,500 EUR à 10,000 EUR : max. 48 mois (max. 4 ans)

² À partir du 29 mai 2014, la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre VII «Services de paiement et de crédit» dans le Code de droit économique est entrée en vigueur en ce qui concerne les définitions. Par ailleurs, avec l'entrée en vigueur de la loi du 13 juin 2010, les facilités de découvert dont le montant du crédit est inférieur à 1,250 EUR et qui sont remboursables dans un délai de trois mois sont désormais classées aussi comme une ouverture de crédit. La loi de modification du 13 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010, élargit par conséquent le champ d'application de la loi sur le crédit à la consommation à toutes les facilités de découvert, quels que soient le montant du crédit ou la durée du remboursement. Toutefois, la loi n'est d'application qu'en partie aux facilités de découvert qui doivent être remboursées dans le mois et aux facilités de découvert qui sont remboursables à la demande du prêteur ou dans un délai maximal de trois mois.

- de 10,000 EUR à 15,000 EUR : max. 60 mois (max. 5 ans)
- de 15,000 EUR à 20,000 EUR : max. 84 mois (max. 7 ans)
- de 20,000 EUR à 37,000 EUR : max. 120 mois (max. 10 ans)
- plus de 37,000 EUR : max. 240 mois (max. 20 ans)

Production des crédits à la consommation

Le Tableau 16 indique que la production de nouveaux crédits à la consommation (nombres) est très variable au fil du temps, avec des pointes en 1999 et 2006–2008 et des creux en 1995–1996, 2003–2004 et 2009–2010 et 2012–2013. Il ne peut **en aucun cas être question d’une augmentation constante de la production de nouveaux crédits à la consommation avec le temps**. La comparaison du nombre d’ouvertures de crédit en 2013 avec celui de 1995, indique une croissance importante qui s’est surtout manifestée autour de l’an 2000 (avec un pic en 2002) ; depuis lors, le nombre annuel d’ouvertures de crédit varie dans une mesure similaire à la production de nouveaux prêts à tempérament (PAT) et de ventes à tempérament (VAT). La forte augmentation de la production d’ouvertures de crédit en 2011 peut s’expliquer par l’élargissement du champ d’application de la loi sur le crédit à la consommation aux facilités de découvert sur un compte à partir du 1^{er} décembre 2010 (auparavant, les facilités de découvert pour un montant de crédit inférieur à 1,250 EUR et remboursables dans les trois mois n’étaient pas considérées comme une ouverture de crédit) ; bon nombre de ces facilités de découvert ont également été transformées à l’époque en une ouverture de crédit avec une limite de crédit supérieure (source: UPC). La forte augmentation de la production des ouvertures de crédit en 2005 doit donc s’expliquer par le fait qu’un vendeur a transformé tous les contrats à tempérament en ouvertures de crédit. Le Tableau 16 indique bien un net repli dans le nombre de crédits-bails à partir de 2001 (causé par le retrait du marché d’un seul acteur, avec une très grande part de marché ; source : DGS). Par ailleurs, il ressort du Tableau 17 que la part relative des ventes à tempérament est en baisse sur la période 1995–2013 (tendance qui s’est à nouveau manifestée surtout au cours des années 2002–2013). Les prêts à tempérament fluctuent en général chaque année entre 35% et 40% (avec des creux en 2005 et 2011 à la suite de la forte augmentation de la production des ouvertures de crédit durant ces années). Si on ne tient pas compte des ouvertures de crédit (Tableau 18), il s’avère finalement que les prêts à tempérament ont regagné quelques parts de marché au détriment des ventes à tempérament à partir de 2002, puis une nouvelle fois à partir de 2011, dans une mesure plus importante. Le Tableau 16 a déjà démontré précédemment que la production de prêts à tempérament avait baissé sensiblement d’année en année à partir de 2008 en chiffres absolus.

Tableau 16 – Nombre de crédits à la consommation en production (en chiffres absolus)

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit	Total sans ouvertures de crédit	Total avec ouvertures de crédit
2013	497,388	241,728	0	480,288	739,116	1,219,404
2012	474,071	261,013	386	563,343	735,470	1,298,813
2011	532,703	301,492	569	1,261,736	834,764	2,096,500
2010	480,023	324,591	621	485,389	805,235	1,290,624
2009	475,369	341,433	435	464,948	817,237	1,282,185
2008	488,358	373,970	446	580,290	862,774	1,443,064
2007	496,381	408,082	456	555,486	904,919	1,460,405
2006	513,699	406,175	294	494,368	920,168	1,414,536
2005	458,281	374,924	645	1,050,987	833,850	1,884,837
2004	429,174	360,758	398	435,176	790,330	1,225,506
2003	437,818	357,664	383	450,062	795,865	1,245,927
2002	448,142	340,784	582	583,810	789,508	1,373,318
2001	485,723	419,918	739	416,545	906,380	1,322,925
2000	500,419	433,353	32,080	380,896	965,852	1,346,748
1999	512,247	428,577	66,314	421,312	1,007,138	1,428,450
1998	496,394	447,206	64,307	388,218	1,007,907	1,396,125
1997	493,148	409,068	52,800	346,208	955,016	1,301,224
1996	502,125	377,689	36,174	305,877	915,988	1,221,865
1995	480,122	404,557	34,015	343,322	918,694	1,262,016

Tableau 17 - Nombre de crédits à la consommation en production (en pourcentage), y compris les ouvertures de crédit

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit
2013	40.79%	19.82%	0.00%	39.39%
2012	36.50%	20.10%	0.03%	43.37%
2011	25.41%	14.38%	0.03%	60.18%
2010	37.19%	25.15%	0.05%	37.61%
2009	37.07%	26.63%	0.03%	36.26%
2008	33.84%	25.91%	0.03%	40.21%
2007	33.99%	27.94%	0.03%	38.04%
2006	36.32%	28.71%	0.02%	34.95%
2005	24.31%	19.89%	0.03%	55.76%
2004	35.02%	29.44%	0.03%	35.51%
2003	35.14%	28.71%	0.03%	36.12%
2002	32.63%	24.81%	0.04%	42.51%
2001	36.72%	31.74%	0.06%	31.49%
2000	37.16%	32.18%	2.38%	28.28%
1999	35.86%	30.00%	4.64%	29.49%
1998	35.56%	32.03%	4.61%	27.81%
1997	37.90%	31.44%	4.06%	26.61%
1996	41.09%	30.91%	2.96%	25.03%
1995	38.04%	32.06%	2.70%	27.20%
Moyenne	35.29%	26.94%	1.15%	36.62%
Écart-type	4.23%	5.14%	1.76%	9.36%

Tableau 18 - Nombre de crédits à la consommation en production (en pourcentage), hors ouvertures de crédit

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail
2013	67.29%	32.71%	0.00%
2012	64.46%	35.49%	0.05%
2011	63.81%	36.12%	0.07%
2010	59.61%	40.31%	0.08%
2009	58.17%	41.78%	0.05%
2008	56.60%	43.35%	0.05%
2007	54.85%	45.10%	0.05%
2006	55.83%	44.14%	0.03%
2005	54.96%	44.96%	0.08%
2004	54.30%	45.65%	0.05%
2003	55.01%	44.94%	0.05%
2002	56.76%	43.16%	0.07%
2001	53.59%	46.33%	0.08%
2000	51.81%	44.87%	3.32%
1999	50.86%	42.55%	6.58%
1998	49.25%	44.37%	6.38%
1997	51.64%	42.83%	5.53%
1996	54.82%	41.23%	3.95%
1995	52.26%	44.04%	3.70%
Moyenne	56.10%	42.31%	1.59%
Écart-type	4.80%	3.73%	2.44%

Le Tableau 19 montre les montants (totaux) octroyés aux différents types de crédits. Le tableau montre une **forte augmentation continue en ce qui concerne le montant des crédits octroyés sur la période étudiée, à l'exception des années 2001, 2008–2009 et 2012**. On est surtout frappé par le net recul en 2012 mais celui-ci doit probablement être mis en relation aussi avec le pic de production des ouvertures de crédit en 2011 (voir précédemment, Tableau 16). Un tel recul des montants produits, toutefois, se produit généralement en même temps pour toutes sortes de crédits à la consommation. En ce qui concerne les ouvertures de crédit, il faut cependant être prudent pour l'interprétation des chiffres sur la base de la production étant donné qu'il s'agit à chaque fois d'une ligne de crédit autorisée, ce qui ne signifie pas que le crédit a effectivement été contracté par les emprunteurs. La diminution de la production des ventes

à tempérament, toutefois, a déjà été amorcée à partir de 2008 ; en six ans, cette production a régressé de près de 2/3 ! En outre, il convient de remarquer que la baisse du nombre de contrats de crédit-bail à partir de 2001 (voir Tableau 16) ne s’est finalement pas produite au niveau des montants octroyés (voir Tableau 19). Cependant, la production de contrats de crédit-bail a été complètement interrompue à partir de 2013. D’autre part, il ressort également du Tableau 19 que les montants (totaux) des crédits octroyés sont les plus importants pour les prêts à tempérament (6,735 millions EUR en 2013), suivis des ouvertures de crédit (2,284 millions EUR ; lignes de crédit autorisées) et des ventes à tempérament (338 millions EUR). Le Tableau 20 confirme enfin une fois encore **la position dominante sur le marché des prêts à tempérament, représentant environ 70% des crédits octroyés (en montants totaux) au cours de la période 1995-2013 étudiée**. Si l’on exclut les ouvertures de crédit (Tableau 21), ce pourcentage augmente encore pour avoisiner les 95%.

Tableau 19 – Montants des crédits à la consommation en production (en chiffres absolus ; en millions d’EUR)

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit	Total sans les ouvertures de crédit	Total avec les ouvertures de crédit
2013	6,735	338	0	2,284	7,074	9,358
2012	6,546	472	14	1,998	7,033	9,031
2011	7,297	684	20	2,670	8,000	10,670
2010	6,608	858	22	2,012	7,488	9,500
2009	6,401	851	17	1,744	7,269	9,014
2008	6,562	1,002	17	2,076	7,580	9,656
2007	6,596	1,000	17	2,072	7,614	9,685
2006	6,511	893	11	1,783	7,415	9,197
2005	5,572	847	21	1,953	6,440	8,393
2004	4,936	831	14	1,262	5,781	7,043
2003	4,645	787	13	1,089	5,445	6,534
2002	4,434	741	20	1,134	5,195	6,329
2001	4,502	677	22	1,052	5,201	6,253
2000	4,497	759	29	1,031	5,285	6,316
1999	4,431	711	35	1,025	5,178	6,202
1998	3,983	629	32	1,014	4,643	5,658
1997	3,665	548	23	934	4,237	5,171
1996	3,543	528	16	976	4,088	5,064
1995	3,153	623	14	1,094	3,790	4,885

Tableau 20 - Montants des crédits à la consommation en production (en pourcentage), y compris les ouvertures de crédit

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit
2013	71.97%	3.62%	0.00%	24.41%
2012	72.49%	5.23%	0.16%	22.12%
2011	68.38%	6.41%	0.18%	25.02%
2010	69.56%	9.03%	0.23%	21.18%
2009	71.02%	9.44%	0.19%	19.35%
2008	67.95%	10.37%	0.18%	21.50%
2007	68.11%	10.32%	0.18%	21.39%
2006	70.79%	9.71%	0.11%	19.38%
2005	66.38%	10.10%	0.25%	23.27%
2004	70.08%	11.80%	0.19%	17.92%
2003	71.09%	12.05%	0.21%	16.66%
2002	70.05%	11.71%	0.31%	17.92%
2001	72.00%	10.83%	0.35%	16.83%
2000	71.20%	12.02%	0.45%	16.33%
1999	71.45%	11.46%	0.57%	16.52%
1998	70.39%	11.12%	0.56%	17.93%
1997	70.88%	10.60%	0.45%	18.06%
1996	69.97%	10.43%	0.32%	19.28%
1995	64.55%	12.76%	0.29%	22.40%
Moyenne	69.91%	9.95%	0.27%	19.87%
Écart-type	2.04%	2.41%	0.15%	2.75%

Tableau 21 - Montants des crédits à la consommation en production (en pourcentage), hors ouvertures de crédits

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail
2013	95.22%	4.78%	0.00%
2012	93.08%	6.72%	0.20%
2011	91.20%	8.55%	0.25%
2010	95.22%	4.78%	0.00%
2009	93.08%	6.72%	0.20%
2008	91.20%	8.55%	0.25%
2007	88.25%	11.46%	0.29%
2006	88.06%	11.71%	0.24%
2005	86.56%	13.21%	0.23%
2004	86.64%	13.13%	0.23%
2003	87.81%	12.05%	0.14%
2002	86.51%	13.16%	0.33%
2001	85.38%	14.38%	0.23%
2000	85.30%	14.45%	0.25%
1999	85.35%	14.27%	0.38%
1998	86.57%	13.02%	0.42%
1997	85.09%	14.37%	0.54%
1996	85.59%	13.73%	0.68%
1995	85.77%	13.55%	0.68%
Moyenne	88.52%	11.19%	0.29%
Écart-type	3.49%	3.37%	0.19%

Le Tableau 22 montre les montants octroyés par catégorie de crédit à la consommation au cours de la période 1995-2013. Le tableau démontre **que le montant moyen du crédit par type de crédit à la consommation – à l’exception des ouvertures de crédit – a considérablement augmenté au fil du temps, jusqu’au début de la crise économique-financière (2008)**. Ensuite, un ralentissement est amorcé et, pour les prêts à tempérament, le montant moyen des crédits a même diminué en 2013. En ce qui concerne les ventes à tempérament, la diminution du montant moyen des crédits s’était même déjà amorcée en 2008. Pour les ouvertures de crédit, nous remarquons initialement une diminution du montant moyen des crédits sur la période 1995–2002. Depuis lors, il s’est produit un revirement, à l’exception des années 2005 et 2011 ; celui-ci doit probablement être inhérent à l’augmentation temporaire mais très importante de la production des ouvertures de crédit durant ces années (voir précédemment, page 28). Les tendances

décrites précédemment s'illustrent aussi visuellement dans la Figure 5. Lorsque les montants des crédits sont exprimés en montants réels (Tableau 23), on constate que c'est **surtout le montant moyen des prêts à tempérament** (et des crédits-bails) **qui a fortement augmenté, jusqu'à l'année 2007**, et ensuite un revirement s'est produit. Le montant moyen des ventes à tempérament connaît une évolution beaucoup plus constante au fil du temps, sauf que le montant moyen des ventes à tempérament a commencé à accuser une baisse significative après 2008. En ce qui concerne la ligne de crédit autorisée dans le cas d'ouvertures de crédit, on remarque que celle-ci est restée beaucoup plus stable qu'à l'origine (Tableau 22), une fois corrigée en fonction de l'inflation (Tableau 23). Ces tendances sont aussi illustrées visuellement dans la Figure 6 ci-après.

Tableau 22 - Montant par crédit à la consommation produit, en valeur nominale (en chiffres absolus ; EUR)

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit
2013	13,541.6	1,399.9	0	4,756.2
2012	13,808.8	1,810.2	37,344.3	3,546.4
2011	13,697.3	2,269.1	34,566.0	2,116.1
2010	13,766.8	2,644.4	34,698.5	4,145.2
2009	13,466.0	2,492.1	39,298.7	3,751.7
2008	13,436.1	2,678.4	38,460.0	3,577.3
2007	13,288.5	2,450.4	38,118.2	3,729.5
2006	12,674.4	2,199.1	35,735.7	3,606.2
2005	12,157.6	2,259.9	32,909.5	1,858.0
2004	11,500.6	2,304.6	33,995.1	2,900.9
2003	10,609.3	2,200.7	35,016.0	2,419.3
2002	9,893.2	2,175.1	34,028.5	1,942.8
2001	9,268.9	1,612.0	29,257.6	2,525.7
2000	8,986.9	1,752.1	891.5	2,707.2
1999	8,650.9	1,658.8	531.6	2,431.8
1998	8,023.0	1,406.9	493.1	2,612.9
1997	7,432.5	1,340.0	444.7	2,697.9
1996	7,056.9	1,399.0	451.9	3,191.4
1995	6,566.6	1,540.6	422.4	3,186.9

Figure 5 - Évolution des montants de crédit en valeur nominale par type de crédit à la consommation, 1995-2013

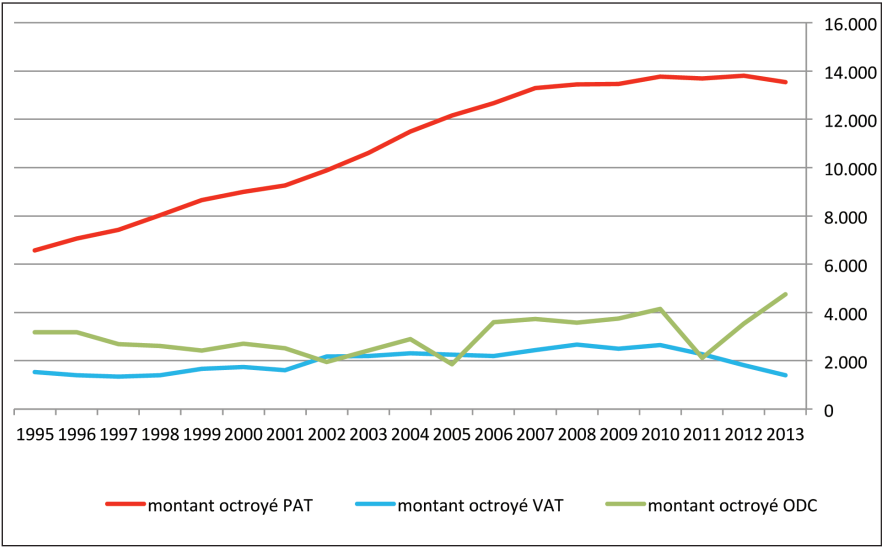
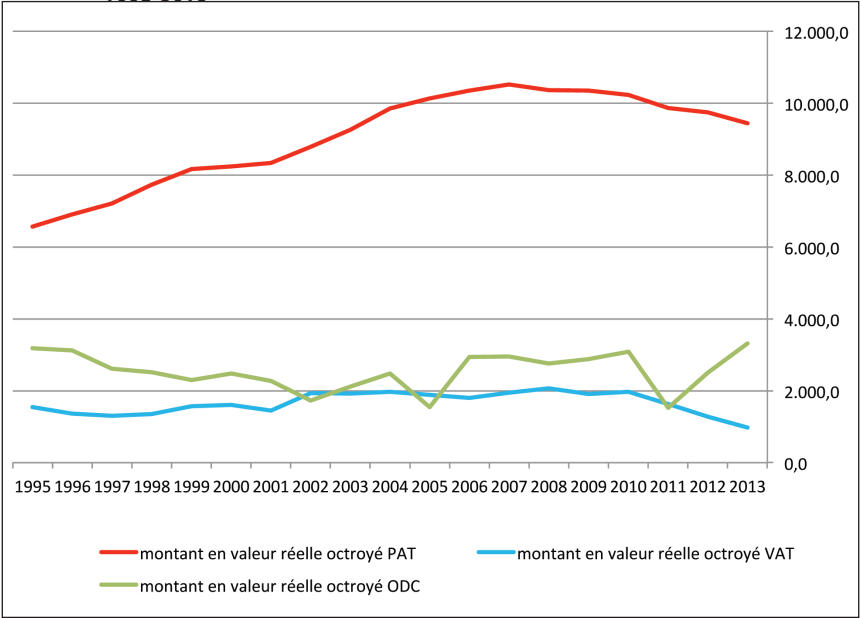


Tableau 23 – Montant par crédit à la consommation produit, en valeur réelle (en chiffres absolus ; EUR)

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit
2013	9,448.5	976.8	0	3,318.6
2012	9,747.2	1,277.7	26,360.3	2,503.3
2011	9,869.7	1,635.0	24,906.9	1,524.7
2010	10,236.3	1,966.2	25,800.1	3,082.2
2009	10,351.1	1,915.6	30,208.2	2,883.9
2008	10,361.2	2,065.4	29,658.3	2,758.6
2007	10,525.2	1,940.8	30,191.7	2,954.0
2006	10,350.6	1,795.9	29,183.7	2,945.0
2005	10,135.2	1,884.0	27,434.9	1,549.0
2004	9,854.0	1,974.6	29,127.7	2,485.5
2003	9,266.8	1,922.2	30,584.9	2,113.1
2002	8,789.1	1,932.3	30,230.7	1,726.0
2001	8,340.1	1,450.5	26,325.9	2,272.6
2000	8,244.2	1,607.3	817.8	2,483.5
1999	8,171.1	1,566.8	502.2	2,297.0
1998	7,733.4	1,356.2	475.3	2,518.6
1997	7,213.8	1,300.6	431.6	2,618.5
1996	6,909.9	1,369.8	442.5	3,124.9
1995	6,566.6	1,540.6	422.4	3,186.9

Figure 6 – Évolution des montants des crédits en valeur réelle, par type de crédit à la consommation,



Le Tableau 24 montre les chiffres de croissance annuelle pour les montants (nominaux) moyens par type de crédit à la consommation, au cours de la période 1995-2013, confirmant les conclusions précédentes : c’est **le montant des prêts à tempérament qui a enregistré la plus forte croissance** sur la période étudiée, avec 4.10% par an, soit plus que l’inflation annuelle moyenne (2.02%). En outre, il en ressort que c’est surtout au cours de la période 2000-2007 que le chiffre de croissance du montant moyen de crédit est élevé, et ce, pour tous les types de crédits à la consommation. Du reste, c’est également le montant moyen des prêts à tempérament qui croît le plus (6.48%) au cours de la période 1995–2000, tandis que le montant moyen des ouvertures de crédit (ligne de crédit autorisée) était en baisse (-3,21%) durant cette période. Enfin, le montant moyen des ventes à tempérament a beaucoup diminué, surtout pendant la période 2007–2013 (-8.91%).

Tableau 24 – Croissance des montants par crédit à la consommation produit (croissance sur une base annuelle)

	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Ouvertures de crédit
Croissance 1995-2013	4.10%	-0.53%	2.25%
Croissance 2007-2013	0.31%	-8.91%	4.14%
Croissance 2000-2007	5.75%	4.91%	4.68%
Croissance 1995-2000	6.48%	2.61%	-3.21%

Portefeuille des crédits à la consommation

Le Tableau 25 montre la masse des dettes en cours en crédits à la consommation sur la période 1995–2013. Fin 2013, **les crédits à la consommation s'élevaient à 21.1 milliards EUR** en Belgique, contre 9.3 milliards EUR fin 1995. Les prêts à tempérament en constituent la majeure partie ; ils représentent 73.45% de tous les crédits à la consommation en cours fin 2013, contre 71.97% en 1995. Nous observons également une évolution similaire pour les ouvertures de crédit : alors qu'en 1995, les ouvertures de crédit représentaient près de 18.85% de tous les crédits à la consommation en cours, leur importance atteignait 22.02% en 2013. Cette dernière augmentation est étroitement liée à l'élargissement du champ d'application de la loi sur le crédit à la consommation aux facilités de découvert à partir du 1^{er} décembre 2010 (auparavant, les soldes débiteurs pour un crédit inférieur à 1,250 EUR et remboursables dans les trois mois n'étaient pas considérés comme une ouverture de crédit).

Les résultats des Tableaux 26 et 27 correspondent aux attentes : la **dettes en cours par habitant** (calculée sur la base des données d'encours au lieu des données de production) a surtout augmenté **pour les prêts à tempérament**, tant en valeur nominale qu'en valeur réelle. Étant donné que cette catégorie de crédit à la consommation est la plus importante en Belgique, il n'est pas étonnant que la dette en cours par habitant ait augmenté dans la période 1995-2013. En 1995, le montant de la dette créée par le crédit à la consommation s'élevait à 918,8 EUR. En 2013, l'habitant moyen avait contracté pour 1,893 EUR de crédits à la consommation, dont 1,390 EUR via les prêts à tempérament, 419 EUR via les ouvertures de crédit et 84 EUR via les ventes à tempérament. La dette en cours par habitant la plus élevée a cependant été atteinte en 2011 (1,956 EUR), lorsque la dette en cours en matière de prêts à tempérament par habitant était elle aussi maximale (1,424 EUR). En ce qui concerne les ventes à tempérament, nous constatons que le montant des crédits avait augmenté d'année en année jusqu'en 2008 ; depuis lors, une diminution

remarquable, conforme à nos résultats antérieurs, a été observée. Pour ce qui est des ouvertures de crédit, nous constatons que le montant moyen effectivement contracté par habitant a continué d'augmenter d'année en année, à la fois en valeur nominale et en valeur réelle.

Les Figures 7 et 8 indiquent encore que la **dette en cours par habitant augmente surtout en période de haute conjoncture**, c'est-à-dire au cours des périodes 1997–1999 et 2005–2007.

Tableau 25 - Dette en cours, exprimée en valeur nominale (chiffres absolus, milliers EUR)

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit	Total sans les ouvertures de crédit	Total avec les ouvertures de crédit
2013	15,513	936	0	4,672	16,450	21,121
2012	15,623	1,228	36	4,320	16,886	21,206
2011	15,713	1,590	45	4,240	17,348	21,588
2010	14,870	1,757	47	3,916	16,674	20,590
2009	14,167	1,878	43	3,688	16,088	19,776
2008	13,955	1,962	41	3,629	15,958	19,587
2007	12,972	1,777	38	3,350	14,787	18,137
2006	11,624	1,652	37	3,001	13,312	16,313
2005	10,396	1,613	34	2,768	12,044	14,811
2004	9,941	1,464	37	2,692	11,443	14,135
2003	9,621	1,349	40	2,713	11,009	13,722
2002	9,536	1,317	43	2,609	10,896	13,505
2001	9,521	1,146	42	2,522	10,708	13,230
2000	9,043	1,120	33	2,544	10,196	12,740
1999	8,633	1,061	23	2,240	9,717	11,957
1998	8,075	965	21	2,118	9,061	11,180
1997	7,285	869	14	1,984	8,168	10,152
1996	6,730	860	13	1,928	7,603	9,531
1995	6,708	840	15	1,757	7,563	9,320

Tableau 26 - Dette en cours par habitant, exprimée en valeur nominale (en chiffres absolus ; EUR)

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit	Total sans les ouvertures de crédit	Total avec les ouvertures de crédit
2013	1,390.1	83.9	0.0	418.6	1,474.0	1,892.6
2012	1,407.5	110.6	3.2	389.2	1,521.3	1,910.5
2011	1,423.8	144.1	4.0	384.2	1,571.9	1,956.2
2010	1,357.9	160.5	4.3	357.6	1,522.6	1,880.2
2009	1,306.9	173.2	4.0	340.3	1,484.1	1,824.4
2008	1,297.8	182.4	3.8	337.5	1,484.0	1,821.5
2007	1,216.1	166.5	3.6	314.0	1,386.3	1,700.3
2006	1,098.1	156.0	3.5	283.5	1,257.6	1,541.2
2005	989.1	153.5	3.3	263.3	1,145.8	1,409.1
2004	951.7	140.1	3.6	257.7	1,095.4	1,353.1
2003	925.4	129.7	3.9	261.0	1,059.0	1,319.9
2002	920.9	127.2	4.2	251.9	1,052.3	1,304.2
2001	923.4	111.2	4.0	244.6	1,038.6	1,283.2
2000	881.1	109.1	3.2	247.8	993.5	1,241.3
1999	843.2	103.6	2.2	218.8	949.0	1,167.8
1998	790.6	94.5	2.0	207.4	887.2	1,094.5
1997	714.8	85.3	1.4	194.6	801.5	996.1
1996	661.7	84.5	1.3	189.6	747.5	937.1
1995	661.3	82.8	1.5	173.2	745.6	918.8

Tableau 27 - Dette en cours par habitant, exprimée en valeur réelle (en EUR ; base = 1995)

Année	Prêts à tempérament	Ventes à tempérament	Crédit-bail	Ouvertures de crédit	Total sans les ouvertures de crédit	Total avec les ouvertures de crédit
2013	969.9	58.6	0.0	292.1	1,028.5	1,320.6
2012	993.5	78.1	2.3	274.7	1,073.9	1,348.6
2011	1,026.0	103.8	2.9	276.9	1,132.7	1,409.6
2010	1,009.7	119.3	3.2	265.9	1,132.2	1,398.1
2009	1,004.6	133.1	3.1	261.6	1,140.8	1,402.4
2008	1,000.8	140.7	3.0	260.3	1,144.5	1,404.7
2007	963.3	131.9	2.9	248.7	1,098.0	1,346.8
2006	896.8	127.4	2.8	231.6	1,027.1	1,258.6
2005	824.6	128.0	2.7	219.5	955.2	1,174.8
2004	815.4	120.1	3.1	220.9	938.6	1,159.5
2003	808.3	113.3	3.4	227.9	925.0	1,153.0
2002	818.2	113.0	3.7	223.8	934.9	1,158.7
2001	830.9	100.0	3.6	220.1	934.6	1,154.7
2000	808.4	100.1	3.0	227.4	911.4	1,138.8
1999	796.5	97.9	2.1	206.7	896.4	1,103.1
1998	762.1	91.1	2.0	199.9	855.2	1,055.1
1997	693.8	82.7	1.4	188.9	777.9	966.8
1996	648.0	82.8	1.3	185.6	732.0	917.6
1995	661.3	82.8	1.5	173.2	745.6	918.8

Figure 7 - Évolution de la dette en cours en crédits à la consommation par habitant (valeurs nominales)

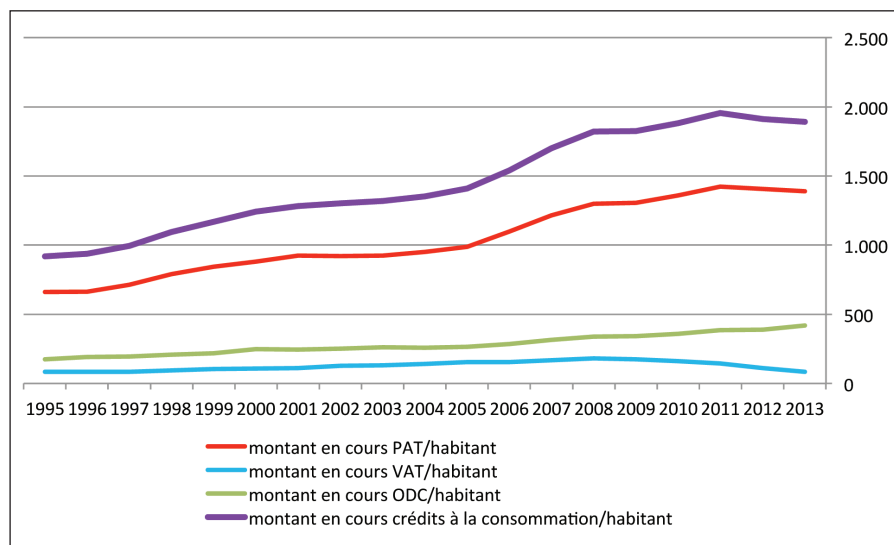
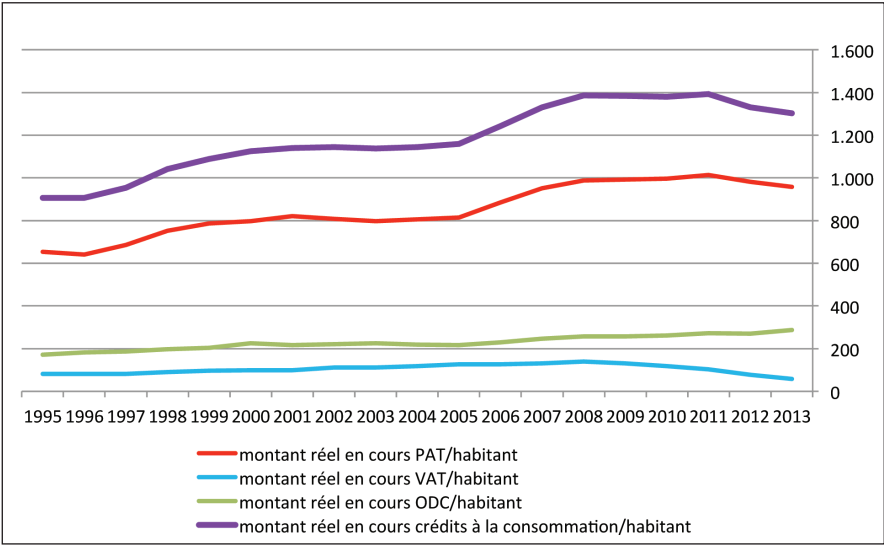


Figure 8 - Évolution de la dette en cours en crédits à la consommation par habitant (valeurs réelles)



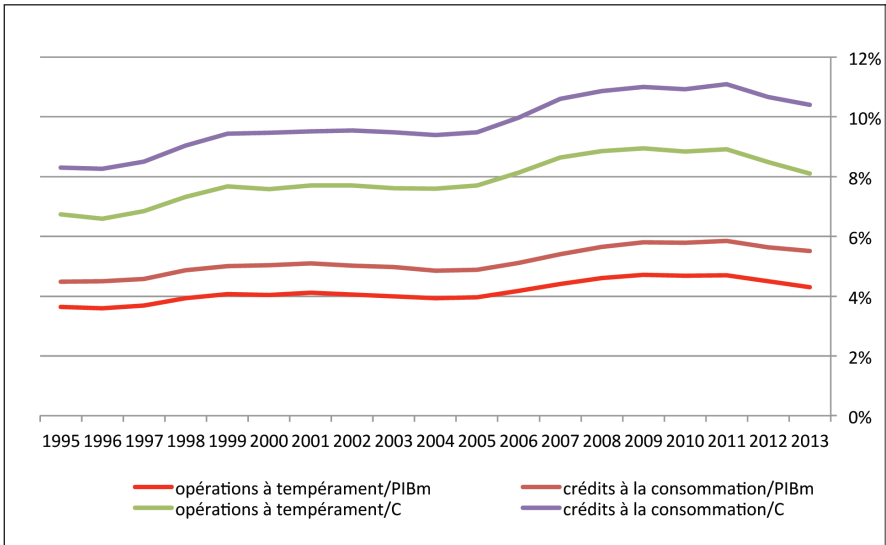
Le Tableau 28 montre que les **opérations à tempérament (PAT, VAT et CB) sont devenues avec le temps un véhicule plus important pour financer les dépenses de consommation des ménages**. Là où en 1995, quelque 8.30% de ces dépenses de consommation étaient financés par le crédit à la consommation, ce pourcentage s'élevait déjà à **10.41% en 2013**. Le niveau le plus élevé jamais atteint a cependant été enregistré en 2011, avec quelque 11.09%. De même, lorsque le crédit à la consommation est exprimé par rapport au PIB aux prix du marché, on observe une tendance similaire. Le crédit à la consommation représentait en 1995 quelque 4.48% du PIB, et déjà 5.52% en 2013 (maximum de 5.85 % en 2011).

Tableau 28 - Importance du crédit à la consommation pour le financement des dépenses de consommation et l'économie

Année	Opérations à tempérament/ Consommation	Crédits à la consommation/ Consommation	Opérations à tempérament/PIB	Crédits à la consommation/ PIB
2013	8.10%	10.41%	4.30%	5.52%
2012	8.49%	10.66%	4.49%	5.64%
2011	8.91%	11.09%	4.70%	5.85%
2010	8.85%	10.93%	4.69%	5.79%
2009	8.95%	11.00%	4.72%	5.81%
2008	8.86%	10.87%	4.61%	5.65%
2007	8.64%	10.60%	4.40%	5.40%
2006	8.14%	9.97%	4.18%	5.12%
2005	7.71%	9.49%	3.97%	4.88%
2004	7.61%	9.39%	3.93%	4.85%
2003	7.61%	9.49%	3.99%	4.97%
2002	7.70%	9.55%	4.06%	5.03%
2001	7.70%	9.52%	4.12%	5.09%
2000	7.58%	9.48%	4.04%	5.04%
1999	7.67%	9.44%	4.07%	5.01%
1998	7.33%	9.04%	3.94%	4.86%
1997	6.84%	8.50%	3.69%	4.58%
1996	6.59%	8.26%	3.59%	4.50%
1995	6.73%	8.30%	3.64%	4.48%

La Figure 9 illustre visuellement cette analyse et suggère en outre qu'en période de haute conjoncture (1997–1999 et 2005–2007) **une portion plus importante de la consommation est financée par le crédit à la consommation**, ce qui correspond aux résultats des tableaux précédents ; **les ménages parviennent toutefois, lorsque la conjoncture est à la baisse, à réduire le nombre de nouveaux crédits à la consommation (nombres)** comme l'ont révélé les tableaux antérieurs, mais étant donné que les crédits en cours ont généralement une durée de plus d'un an, la dette totale en cours peut difficilement suivre lors d'un recul de l'économie. Par conséquent, le portefeuille (volume) de crédits à la consommation ne réagit guère aux changements/modifications des circonstances macroéconomiques générales (cycles conjoncturels). Nous constatons cependant aussi qu'avec le net recul dans l'économie en raison de la crise éconómico-financière à partir de 2008–2009, ce bouleversement économique a été suffisamment profond et prolongé pour entraîner un revirement dans la fraction de la consommation qui est financée par le biais du crédit à la consommation. Enfin, il apparaît également que le ratio des crédits à la consommation par rapport à la consommation est plus sensible que le ratio des crédits à la consommation par rapport au PIB, conformément aux conclusions antérieures selon lesquelles les cycles conjoncturels dans le PIB sont un peu plus prononcés que les cycles conjoncturels dans la consommation (voir Figure 3).

Figure 9 - Évolution de l'importance du crédit à la consommation pour le financement des dépenses de consommation et l'économie



Les Tableaux 29 et 30 montrent le degré de cohésion (corrélation) entre la croissance des dépenses de consommation des ménages, la croissance du revenu disponible des ménages et la croissance des crédits en cours, tant en nombres (Tableau 29) qu'en montants (Tableau 30) sur une base semestrielle au cours de la période 1995-2013 (38 observations). Cette corrélation s'observe distinctement pour les prêts à tempérament, les ventes à tempérament et les ouvertures de crédit ; étant donné l'importance limitée du crédit-bail pour le financement de la consommation sur la période étudiée, cette catégorie de crédit à la consommation est à présent mise de côté dans une grande partie des analyses (lorsqu'on parle d'« opérations à tempérament », ces derniers ont néanmoins toujours été pris en compte dans les calculs). Le Tableau 29 démontre que **la croissance du nombre de crédits en cours** – calculée sur la base de la variation du nombre en circulation – **ne présente pas de rapport significatif statistiquement avec la croissance du revenu disponible et la croissance de la consommation des ménages**. Aucun coefficient de corrélation rapporté n'est significatif statistiquement au niveau de 10%. Par ailleurs, le rapport réciproque en matière de croissance du nombre de contrats en cours pour les différents types de crédit à la consommation n'est jamais différent de zéro dans une mesure significative statistiquement.

Le Tableau 30 montre les mêmes corrélations, mais sur la base de la croissance des montants des crédits en cours. **La corrélation avec le revenu disponible est beaucoup plus prononcée ici, toutefois uniquement pour les prêts à tempérament (PAT) et pour les ventes à tempérament (VAT) ; pour les ouvertures de crédits, le rapport est même négatif significativement**. Cela implique donc qu'un volume des crédits plus élevé (montants) est renforcé par un revenu disponible plus élevé des ménages. Il n'en va cependant pas de même pour les ouvertures de crédits : la corrélation entre la croissance des montants contractés

par le biais des ouvertures de crédit et la croissance du revenu disponible est significativement négative ($r = -0.6236$; valeur $p = 0.0003$). Les **rapports s'inversent** cependant en ce qui concerne la croissance des **dépenses de consommation des ménages**, ce qui s'explique par le fait que la croissance de l'octroi de crédits ralentit, voire devient négative en cas de récession de l'économie tandis que la consommation reste plus ou moins à niveau ou augmente même encore. La corrélation entre la croissance des montants empruntés par le biais d'ouverture de crédit et la croissance de la consommation est toutefois positive dans une mesure significative ($r = 0.6679$; valeur $p = 0.0001$). La corrélation significativement positive entre les PAT et les VAT reflète également que dans les semestres où on a plus emprunté via les PAT, les montants empruntés via les VAT sont également plus importants et inversement. Étant donné que le nombre de nouveaux contrats de PAT et VAT souscrits est plutôt corrélé négativement (Tableau 29), cela signifie forcément que les consommateurs souscrivent à des PAT et VAT pour des montants de crédits plus élevés durant certaines périodes et pour des montants de crédits plus bas durant d'autres périodes. Il est aussi intéressant de noter que la corrélation entre la croissance des montants des PAT et VAT d'une part et la croissance des montants des ODC d'autre part est significativement négative, ce qui signifie que **durant les semestres où des montants plus élevés ont été empruntés via les PAT et les VAT, moins de crédits sont souscrits via les ODC et inversement**. Les Figures 10 et 11 illustrent ces conclusions visuellement.

Tableau 29 - Corrélation entre la croissance des dépenses de consommation et la croissance de l'octroi de crédits (en nombre ; calculée sur la base des variations de l'encours sur une base semestrielle (avec mention de la valeur p entre parenthèses))

	Croissance des dépenses de consommation (C)	Croissance des prêts à tempérament (PAT)	Croissance des ventes à tempérament (VAT)	Croissance des ouvertures de crédit (ODC)
Croissance du revenu disponible (Yb)		0.1457 (0.4509)	-0.0212 (0.9131)	0.2364 (0.2169)
Croissance des dépenses de consommation (C)	1.0000 (0.0000)	-0.0012 (0.9942)	0.1050 (0.5363)	-0.1835 (0.2769)
Croissance des prêts à tempérament (PAT)	-0.0012 (0.9942)	1.0000 (0.0000)	-0.1214 (0.5303)	0.1152 (0.5518)
Croissance des ventes à tempérament (VAT)	0.1050 (0.5363)	-0.1214 (0.5303)	1.0000 (0.0000)	0.0043 (0.9826)
Croissance des ouvertures de crédit (ODC)	-0.1835 (0.2769)	0.1152 (0.5518)	0.0043 (0.9826)	1.0000 (0.0000)

Tableau 30 - Corrélation entre la croissance des dépenses de consommation et la croissance de l’octroi de crédits (en montants ; calculée sur la base des variations de l’encours sur une base semestrielle (avec mention de la valeur p entre parenthèses)

	Croissance des dépenses de consommation (C)	Croissance des prêts à tempérament (PAT)	Croissance des ventes à tempérament (VAT)	Croissance des ouvertures de crédit (ODC)
Croissance du revenu disponible (Yb)		0.6971 (0.0001)	0.4856 (0.0076)	-0.6236 (0.0003)
Croissance des dépenses de consommation (C)	1.0000 (0.0000)	-0.5889 (0.0001)	-0.4980 (0.0017)	0.6679 (0.0001)
Croissance des prêts à tempérament (PAT)	-0.5889 (0.0001)	1.0000 (0.0000)	0.6163 (0.0001)	-0.3218 (0.0488)
Croissance des ventes à tempérament (VAT)	-0.4980 (0.0017)	0.6163 (0.0001)	1.0000 (0.0000)	-0.3680 (0.0230)
Croissance des ouvertures de crédit (ODC)	0.6679 (0.0001)	-0.3218 (0.0488)	-0.3680 (0.0230)	1.0000 (0.0000)

Figure 10 - Corrélation entre la croissance des dépenses de consommation et les nombres de PAT, VAT et ODC (calculée sur la base des variations de l’encours sur une base semestrielle)

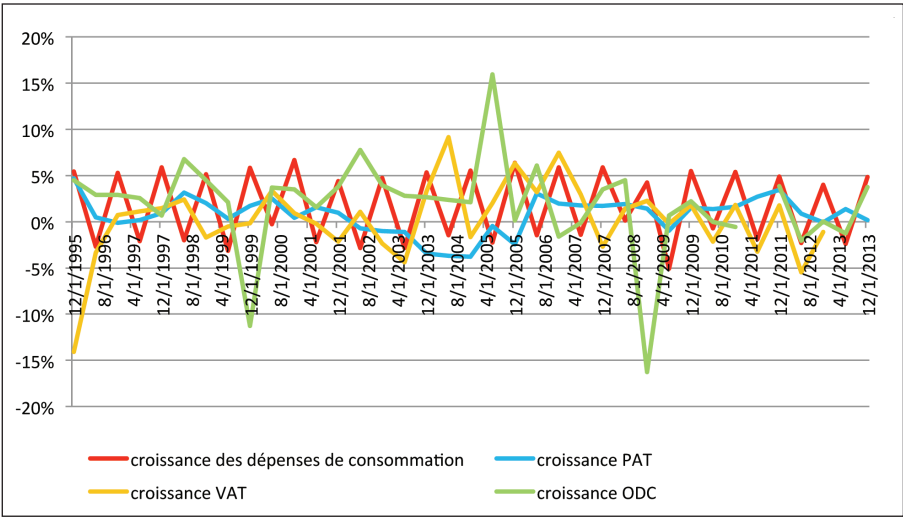
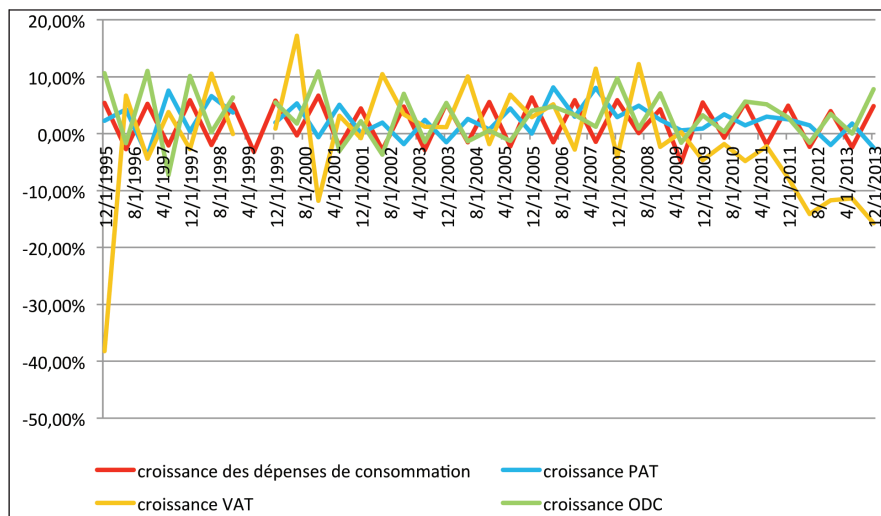
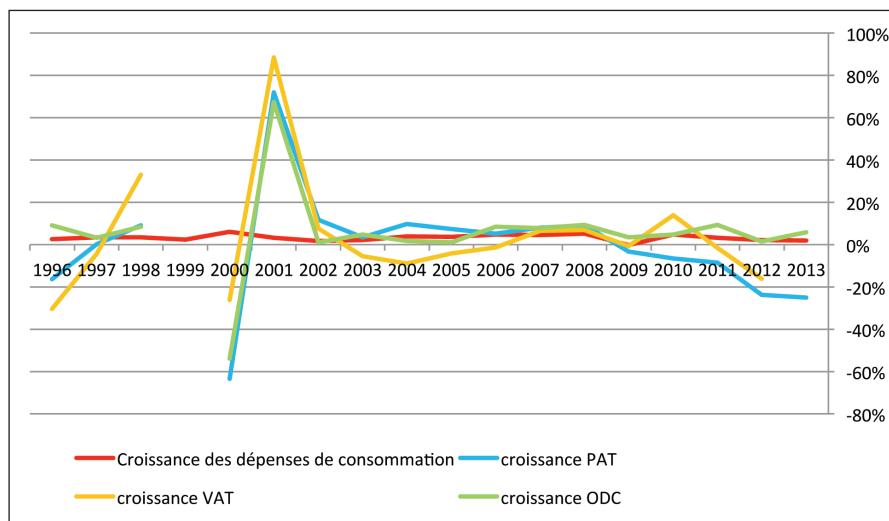


Figure 11 - Corrélation entre la croissance des dépenses de consommation et les montants des PAT, VAT et ODC (calculée sur la base des variations de l'encours sur une base semestrielle)



On pourrait s'inquiéter du fait que ces fortes corrélations au niveau des montants octroyés soient principalement induites par l'effet saisonnier sur les chiffres de croissance. C'est pourquoi les mêmes calculs ont été également effectués sur la base des données annuelles et ils révèlent que les rapports susmentionnés sont conservés mais qu'effectivement, leur effet est fortement atténué. La Figure 12 illustre tout ceci visuellement.

Figure 12 - Corrélation entre la croissance des dépenses de consommation, les montants des PAT, VAT et ODC (calculée sur la base des variations de l'encours sur une base annuelle)



Crédits hypothécaires

En matière de crédits hypothécaires, on distingue généralement les affectations principales suivantes :

- **Financement d'un achat**
- **Financement d'une construction**
- **Financement d'une transformation/rénovation**
- **Financement d'un achat et d'une transformation**
- **Autre financement** (par ex. achat d'un terrain, droits de succession)
- **Refinancement**

Production de crédits hypothécaires

Le Tableau 31 indique que **la production de nouveaux crédits hypothécaires (nombre) a indéniablement fortement augmenté au cours de la période 1995–2010, avec, également, un nombre record en 2011**. Ce schéma se produit pour tous les types de crédits hypothécaires, que le crédit ait été contracté pour le financement d'un achat, d'une construction ou d'une rénovation. Lorsqu'on ne tient pas compte du refinancement des crédits hypothécaires existants, on peut établir qu'en 2010, quelque 317,100 nouveaux contrats ont été conclus, contre 100,200 en 1995. En 2013, le nombre de nouveaux contrats conclus s'est soldé à 204,300. Les chiffres de production élevés en 2009–2011 sont imputables en grande partie à la forte augmentation de la production des crédits hypothécaires en financement de transformations. Durant cette période, un avantage fiscal a été accordé aux prêts hypothécaires contractés pour le financement de dépenses effectuées en vue de réaliser des économies d'énergie, aussi appelés « crédits verts ». Cet avantage fiscal était limité à 15,000 EUR par personne, par habitation et par an. Il faut par ailleurs remarquer l'augmentation énorme des crédits hypothécaires pour l'achat d'une habitation existante, surtout à partir de 2005, soit le moment où le régime fiscal du bonus logement a été introduit. La production de crédits hypothécaires pour la construction d'une nouvelle habitation forme beaucoup moins une tendance, même si une augmentation a pu être constatée à partir de 2005. Pourtant, le recul du nombre de crédits hypothécaires pour le financement d'une construction en 2012–2013 est très frappant par rapport aux chiffres records en 2010–2011. Enfin, pendant les années 1997–1999 et 2003–2005, des pics importants ont été constatés dans le refinancement des crédits hypothécaires existants.

Les schémas ébauchés ci-dessus sont confirmés dans le Tableau 32 qui illustre la part relative des différents types de crédits hypothécaires ; la constatation la plus remarquable est la perte d'importance des crédits hypothécaires en financement de l'achat d'une habitation existante pendant la période 2009–2011. La même tendance est observée pour les crédits contractés en vue du financement d'une construction. Le type de crédit hypothécaire qui a acquis une importante part de marché durant cette période – et représentait même 43% de la production totale (en nombre) en 2011 – est le financement d'une transformation/rénovation.

Tableau 31 – Nombre de crédits hypothécaires en production (en chiffres absolus ; en milliers)

Année	Achat	Construction	Transformation	Achat et transformation	Autre destination immobilière	Refinancement d'un crédit existant	Total sans les refinancements	Total avec les refinancements
2013	106.1	24.1	53.9	10.3	9.9	23.5	204.3	227.8
2012	111.1	24.2	58.0	12.2	12.5	27.8	218.0	245.8
2011	117.1	36.0	136.6	13.6	13.8	21.7	317.1	338.8
2010	113.2	36.7	88.9	13.6	13.9	19.7	266.3	286.0
2009	95.7	29.4	73.6	13.4	12.8	14.3	224.9	239.2
2008	100.8	30.0	51.5	14.0	11.7	11.0	208.0	219.0
2007	102.9	31.6	44.5	15.6	14.3	17.0	208.9	225.9
2006	102.6	36.0	49.4	16.7	15.0	29.5	219.7	249.2
2005	105.3	34.2	53.4	15.6	15.8	55.2	224.3	279.5
2004	84.6	26.2	31.5	15.1	9.8	33.4	167.2	200.6
2003	87.2	28.5	33.4	15.8	9.4	49.1	174.3	223.4
2002	77.8	23.6	22.6	13.8	7.5	10.8	145.3	156.1
2001	71.5	22.4	20.4	12.4	7.0	10.1	133.7	143.8
2000	70.6	22.2	18.7	13.8	7.8	10.4	133.1	143.5
1999	78.3	34.0	32.1	16.8	23.0	91.3	184.2	275.5
1998	69.1	25.8	23.2	15.6	15.6	54.1	149.3	203.4
1997	70.6	31.6	21.2	16.3	13.5	69.8	153.2	223.0
1996	64.4	33.3	17.7	14.1	10.1	30.0	139.6	169.6
1995	53.6	18.3	11.3	11.3	5.7	5.6	100.2	105.8

Tableau 32 – Nombre de crédits hypothécaires en production (en pourcentage)

Année	Achat	Construction	Transformation	Achat et transformation	Autre destination immobilière
2013	51.93%	11.80%	26.38%	5.04%	4.85%
2012	50.96%	11.10%	26.61%	5.60%	5.73%
2011	36.93%	11.35%	43.08%	4.29%	4.35%
2010	42.51%	13.78%	33.38%	5.11%	5.22%
2009	42.55%	13.07%	32.73%	5.96%	5.69%
2008	48.46%	14.42%	24.76%	6.73%	5.63%
2007	49.26%	15.13%	21.30%	7.47%	6.85%
2006	46.70%	16.39%	22.49%	7.60%	6.83%
2005	46.95%	15.25%	23.81%	6.95%	7.04%
2004	50.60%	15.67%	18.84%	9.03%	5.86%
2003	50.03%	16.35%	19.16%	9.06%	5.39%
2002	53.54%	16.24%	15.55%	9.50%	5.16%
2001	53.48%	16.75%	15.26%	9.27%	5.24%
2000	53.04%	16.68%	14.05%	10.37%	5.86%
1999	42.51%	18.46%	17.43%	9.12%	12.49%
1998	46.28%	17.28%	15.54%	10.45%	10.45%
1997	46.08%	20.63%	13.84%	10.64%	8.81%
1996	46.13%	23.85%	12.68%	10.10%	7.23%
1995	53.49%	18.26%	11.28%	11.28%	5.69%
Moyenne	47.97%	15.92%	21.48%	8.08%	6.55%
Écart-type	4.59%	3.14%	8.28%	2.17%	2.04%

Le Tableau 33 indique que les montants (totaux) produits ont également fortement augmenté au cours de la période étudiée et ce, pour tous les types de crédits hypothécaires ; les montants produits ont cependant atteint leur pic en 2011 (+/- 25.5 milliards EUR) ; depuis lors, les montants produits pour la plupart des types de crédits ont régressé de quelque 10%. Lorsque les parts de marché sont calculées sur la base des montants produits (Tableau 34), il apparaît que les crédits hypothécaires pour le financement de l'achat d'une habitation existante (et, dans une moindre mesure, pour la construction d'une nouvelle habitation) se maintiennent beaucoup mieux que ne le suggéraient les Tableaux 31 et 32, ce qui signifie que les montants de crédit par crédit hypothécaire pour le financement d'une transformation devraient être beaucoup plus bas. Le Tableau 35 en atteste effectivement aussi. Par ailleurs, il faut remarquer que le montant moyen pour ce type de crédit, lorsque le régime des « crédits verts » était en vigueur (2009–2011), était sensiblement inférieur aux années précédentes ou aux années suivantes, du fait que l'avantage fiscal de la bonification d'intérêts a été limité à 15,000 EUR par personne, par habitation et par

an. Par ailleurs, les sommes empruntées pour tous les types de crédits ont considérablement augmenté au cours de la période étudiée, à l'exception, une fois encore, des crédits hypothécaires en financement de transformations. En 2013, le montant moyen des crédits était de 132,000 EUR pour un crédit hypothécaire en financement d'un achat et de 136,100 EUR pour un crédit hypothécaire en financement d'une nouvelle construction. Le Tableau 36 illustre ensuite les montants des crédits en termes réels et atteste même que le montant moyen réel des crédits hypothécaires en financement de transformations est resté plus ou moins constant au cours de la période étudiée, à l'exception de la période d'application du régime des « crédits verts ». Pour finir, les Figures 13 et 14 illustrent tout ceci visuellement. Il en ressort aussi clairement que, **depuis 2005, les montants réels par crédit hypothécaire pour l'achat et la nouvelle construction se sont plus ou moins stabilisés, atteignant toutefois un niveau supérieur à celui antérieur à l'introduction du régime du bonus logement.**

Tableau 33 – Montants des crédits hypothécaires en production (en chiffres absolus ; en millions d'EUR)

Année	Achat	Construction	Transformation	Achat et transformation	Autre destination immobilière	Refinancement d'un crédit existant	Total sans les refinancements	Total avec les refinancements
2013	14,004	3,279	2,167	1,661	778	2,542	21,889	24,431
2012	14,818	3,130	2,178	1,952	810	3,106	22,888	25,994
2011	15,286	3,634	3,559	2,070	925	2,600	25,474	28,074
2010	14,544	4,173	2,699	2,009	945	2,398	24,370	26,768
2009	11,918	3,544	2,434	1,801	862	1,517	20,559	22,076
2008	12,488	3,495	1,819	1,794	856	1,096	20,452	21,548
2007	12,809	3,688	1,641	1,963	1,107	1,618	21,208	22,826
2006	12,461	4,156	1,917	1,967	1,261	2,564	21,762	24,326
2005	11,904	3,744	1,903	1,732	1,269	4,647	20,552	25,199
2004	8,465	2,673	1,158	1,579	691	2,698	14,566	17,264
2003	8,017	2,717	1,181	1,526	613	3,912	14,054	17,966
2002	6,480	2,088	770	1,277	442	763	11,057	11,820
2001	5,519	1,798	639	1,068	374	627	9,398	10,025
2000	5,109	1,724	579	1,073	411	617	8,896	9,513
1999	5,625	2,621	1,036	1,310	1,527	5,503	12,119	17,622
1998	4,616	1,874	736	1,128	900	3,086	9,254	12,340
1997	4,512	2,179	645	1,098	729	4,251	9,163	13,414
1996	3,956	2,246	555	927	511	1,770	8,195	9,965
1995	2,980	1,180	347	664	231	288	5,402	5,690

Tableau 34 - Montants des crédits hypothécaires en production (en pourcentage)

Année	Achat	Construction	Transformation	Achat et transformation	Autre destination immobilière
2013	63.98%	14.98%	9.90%	7.59%	3.55%
2012	64.74%	13.68%	9.52%	8.53%	3.54%
2011	60.01%	14.27%	13.97%	8.13%	3.63%
2010	59.68%	17.12%	11.08%	8.24%	3.88%
2009	57.97%	17.24%	11.84%	8.76%	4.19%
2008	61.06%	17.09%	8.89%	8.77%	4.19%
2007	60.40%	17.39%	7.74%	9.26%	5.22%
2006	57.26%	19.10%	8.81%	9.04%	5.79%
2005	57.92%	18.22%	9.26%	8.43%	6.17%
2004	58.11%	18.35%	7.95%	10.84%	4.74%
2003	57.04%	19.33%	8.40%	10.86%	4.36%
2002	58.61%	18.88%	6.96%	11.55%	4.00%
2001	58.73%	19.13%	6.80%	11.36%	3.98%
2000	57.43%	19.38%	6.51%	12.06%	4.62%
1999	46.41%	21.63%	8.55%	10.81%	12.60%
1998	49.88%	20.25%	7.95%	12.19%	9.73%
1997	49.24%	23.78%	7.04%	11.98%	7.96%
1996	48.27%	27.41%	6.77%	11.31%	6.24%
1995	55.16%	21.84%	6.42%	12.29%	4.28%
Moyenne	56.94%	18.90%	8.65%	10.11%	5.40%
Écart-type	5.08%	3.26%	1.99%	1.63%	2.37%

Tableau 35 – Montant par crédit hypothécaire produit en valeur nominale (en milliers d'EUR)

Année	Achat	Construction	Transformation	Achat et transformation	Autre destination immobilière	Refinancement d'un crédit existant	Total sans les refinancements	Total avec les refinancements
2013	132.0	136.1	40.2	161.3	78.6	108.2	107.1	107.2
2012	133.4	129.3	37.6	160.0	64.8	111.7	105.0	105.8
2011	130.5	100.9	26.1	152.2	67.0	119.8	80.3	82.9
2010	128.5	113.7	30.4	147.7	68.0	121.7	91.5	93.6
2009	124.5	120.5	33.1	134.4	67.3	106.1	91.4	92.3
2008	123.9	116.5	35.3	128.1	73.2	99.6	98.3	98.4
2007	124.5	116.7	36.9	125.8	77.4	95.2	101.5	101.0
2006	121.5	115.4	38.8	117.8	84.1	86.9	99.1	97.6
2005	113.0	109.5	35.6	111.0	80.3	84.2	91.6	90.2
2004	100.1	102.0	36.8	104.6	70.5	80.8	87.1	86.1
2003	91.9	95.3	35.4	96.6	65.2	79.7	80.6	80.4
2002	83.3	88.5	34.1	92.5	58.9	70.6	76.1	75.7
2001	77.2	80.3	31.3	86.1	53.4	62.1	70.3	69.7
2000	72.4	77.7	31.0	77.8	52.7	59.3	66.8	66.3
1999	71.8	77.1	32.3	78.0	66.4	60.3	65.8	64.0
1998	66.8	72.6	31.7	72.3	57.7	57.0	62.0	60.7
1997	63.9	69.0	30.4	67.4	54.0	60.9	59.8	60.2
1996	61.4	67.4	31.4	65.7	50.6	59.0	58.7	58.8
1995	55.6	64.5	30.7	58.8	40.5	51.4	53.9	53.8

Tableau 36 - Montant par crédit hypothécaire produit en valeur réelle (en milliers EUR)

Année	Achat	Construction	Transformation	Achat et transformation	Autre destination immobilière	Refinancement d'un crédit existant	Total sans les refinancements	Total avec les refinancements
2013	92.1	94.9	28.1	112.5	54.8	75.5	74.8	74.8
2012	94.1	91.3	26.5	112.9	45.7	78.9	74.1	74.6
2011	94.1	72.7	18.8	109.7	48.3	86.3	57.9	59.7
2010	95.5	84.5	22.6	109.8	50.6	90.5	68.0	69.6
2009	95.7	92.7	25.4	103.3	51.8	81.5	70.3	70.9
2008	95.5	89.8	27.2	98.8	56.4	76.8	75.8	75.9
2007	98.6	92.4	29.2	99.7	61.3	75.4	80.4	80.0
2006	99.2	94.3	31.7	96.2	68.7	71.0	80.9	79.7
2005	94.2	91.3	29.7	92.6	67.0	70.2	76.4	75.2
2004	85.7	87.4	31.5	89.6	60.4	69.2	74.6	73.7
2003	80.3	83.3	30.9	84.4	57.0	69.6	70.4	70.2
2002	74.0	78.6	30.3	82.2	52.4	62.8	67.6	67.3
2001	69.5	72.2	28.2	77.5	48.1	55.9	63.2	62.7
2000	66.4	71.2	28.4	71.3	48.3	54.4	61.3	60.8
1999	67.9	72.8	30.5	73.7	62.7	56.9	62.1	60.4
1998	64.4	70.0	30.6	69.7	55.6	55.0	59.7	58.5
1997	62.0	66.9	29.5	65.4	52.4	59.1	58.1	58.4
1996	60.1	66.0	30.7	64.4	49.5	57.8	57.5	57.5
1995	55.6	64.5	30.7	58.8	40.5	51.4	53.9	53.8

Figure 13 – Évolution du montant moyen de crédit par type de crédit hypothécaire (x 1000 EUR)

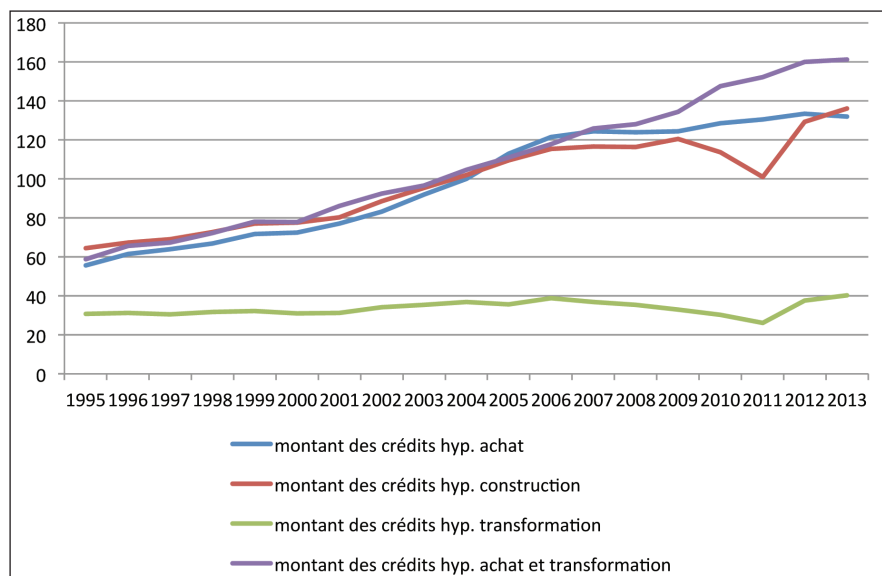
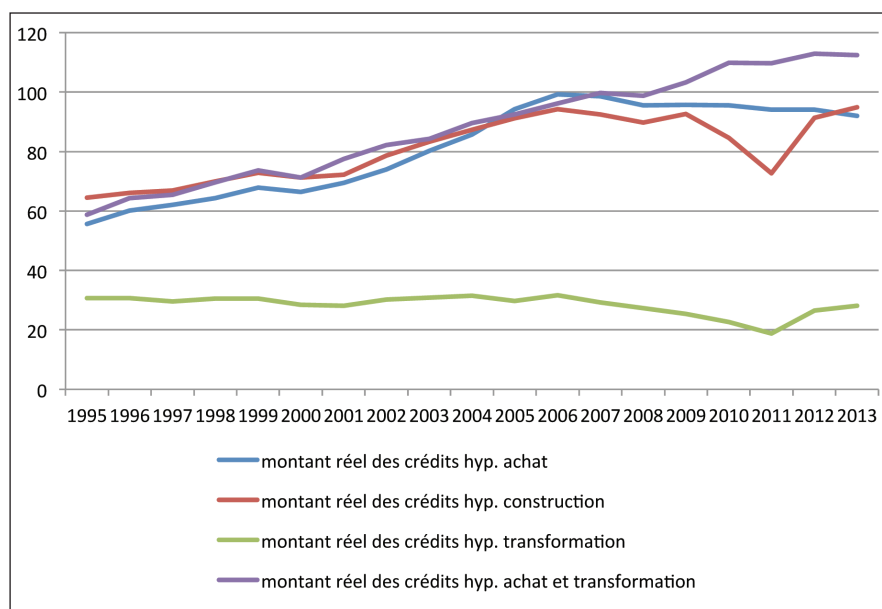


Figure 14 - Évolution du montant moyen de crédit en valeur réelle par type de crédit hypothécaire (x 1000 EUR)



Le Tableau 37 montre les chiffres de croissance annuels des montants moyens (nominaux) de crédit par type de crédit hypothécaire au cours de la période 1995-2013. Il ressort de ces données que, **principalement au cours de la période 2000-2006, le chiffre de croissance des montants de crédit réalisé est élevé**, et ce, pour tous les types de crédits hypothécaires, à l'exception des crédits hypothécaires pour le financement d'une transformation. Depuis 2006, la plupart des taux de croissance se situent aux alentours de l'inflation (quelque 2.02% par an).

Tableau 37 – Croissance des montants par crédit hypothécaire produit (croissance sur une base annuelle)

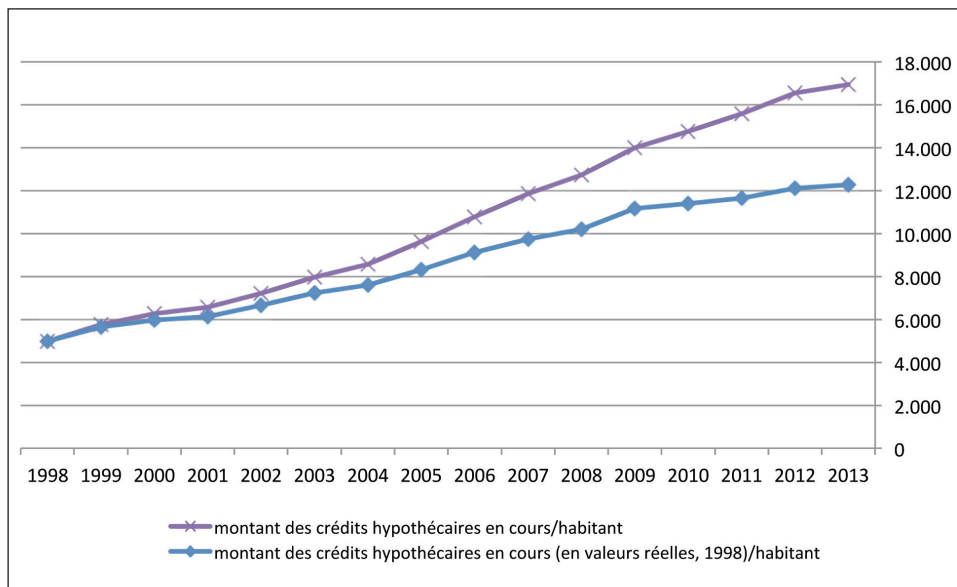
	Achat	Construc- tion	Transforma- tion	Achat et transforma- tion	Autre destination immobilière	Refinance- ment
Croissance 1995-2013	5.00%	4.50%	2.10%	5.82%	4.34%	4.43%
Croissance 2006-2013	1.21%	2.97%	1.89%	4.63%	-0.55%	3.41%
Croissance 2000-2006	9.03%	6.85%	3.92%	7.19%	8.18%	6.68%
Croissance 1995–2000	5.47%	3.81%	0.22%	5.85%	6.57%	3.14%

Portefeuille de crédits hypothécaires

Le Tableau 38 montre la dette hypothécaire en cours par habitant (calculée sur la base de l'encours plutôt que de la production), tant en valeur nominale que réelle. Il ressort de ce tableau que **le niveau d'endettement hypothécaire de la population a fortement augmenté** au cours de la période étudiée. **En 2013, l'habitant moyen avait contracté 16,944 EUR de dettes hypothécaires, contre 4,981 EUR en 1998.** Cette forte augmentation se manifeste également lorsque les chiffres sont exprimés en valeur réelle (avec 1998 comme base). La Figure 15 illustre ceci visuellement.

Tableau 38 – Dette hypothécaire en cours par habitant (en valeur nominale et réelle)

Année	Dette hypothécaire nominale	Dette hypothécaire nominale/habitant	Dette hypothécaire réelle/habitant
2013	189,098	16,944.3	12,265.2
2012	183,615	16,541.9	12,113.6
2011	172,049	15,589.8	11,654.0
2010	161,723	14,767.9	11,391.7
2009	151,738	13,998.0	11,162.9
2008	137,016	12,742.1	10,193.9
2007	126,383	11,848.0	9,735.6
2006	114,105	10,779.9	9,133.0
2005	101,092	9,617.8	8,318.0
2004	89,414	8,559.6	7,608.6
2003	82,900	7,974.2	7,225.9
2002	74,775	7,221.1	6,655.4
2001	67,707	6,567.1	6,130.3
2000	64,287	6,264.0	5,961.4
1999	59,127	5,774.7	5,658.7
1998	50,873	4,980.7	4,980.7

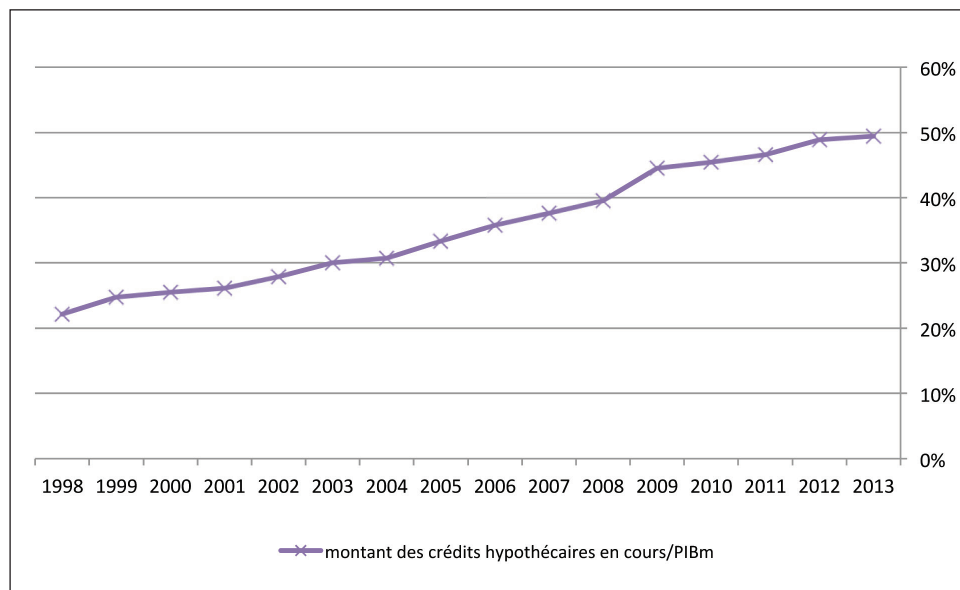
Figure 15 - Évolution de la dette hypothécaire en cours par habitant (en valeur nominale et réelle)

Le Tableau 39 montre que la dette hypothécaire en cours de la population belge a connu une forte croissance également par rapport au PIB. La Figure 16 illustre ceci visuellement. Ainsi, **en 2013, la dette hypothécaire en cours représentait quelque 49,41% du PIB**, tandis qu'elle ne représentait encore que 22.15% en 1998. La nette augmentation en 2009 est surtout frappante (voir aussi la Figure 16) et peut s'expliquer par le fait que la production de crédits hypothécaires en 2009 n'a pas régressé (soutenue notamment par le régime des crédits verts) alors que l'économie a affiché à cette époque un recul de 1,65% (voir Tableau 13 précédent). **Cette augmentation de la dette hypothécaire en cours par rapport au PIB** est considérable, mais semble **moins dramatique lorsqu'on tient compte du fait qu'elle est causée dans une grande mesure par le fait qu'à présent plus de ménages achètent (peuvent acheter) leur propre habitation** (voir la forte progression précédente dans le nombre de nouveaux contrats hypothécaires au cours de la période étudiée). D'autre part, cette image positive doit également être nuancée par la forte croissance des montants de ces crédits hypothécaires sur la période 2000-2006, surtout pour l'achat et les nouvelles constructions.

Tableau 39 - Dette hypothécaire en cours par rapport au PIB

Année	Dette hypothécaire nominale/ PIBm
2013	49.41%
2012	48.85%
2011	46.59%
2010	45.45%
2009	44.54%
2008	39.56%
2007	37.63%
2006	35.79%
2005	33.32%
2004	30.70%
2003	30.02%
2002	27.87%
2001	26.10%
2000	25.49%
1999	24.78%
1998	22.15%

Figure 16 – Évolution de la dette hypothécaire en cours par rapport au PIB



Le Tableau 40 donne un aperçu des investissements bruts dans des habitations privées (part des investissements privés I ; voir Tableau 10), le nombre de permis de bâtir délivrés pour des habitations et la superficie correspondante au cours de la période 1995-2013 ; ces données sont publiées par la BNB (Belgostat) avec une fréquence mensuelle. Alors que les investissements bruts dans des habitations privées sont restés assez stables au cours de la période 1995–2002, il s’est produit une forte augmentation à partir de 2003 à 2008 inclus et ces investissements se sont ensuite plus ou moins stabilisés à 20 milliards EUR par an. Lorsqu’on met en relation les montants des crédits hypothécaires pour la construction et la rénovation avec les investissements bruts dans les habitations privées, on obtient un pourcentage de 26,10% pour 2013. **26,10% des dépenses pour la construction et la rénovation ont été financées par des crédits hypothécaires.** Ce pourcentage est très proche de la moyenne historique au cours de la période 1995–2013, à savoir 25.65%. Il n’a sensiblement augmenté que durant la période 2009–2011. Nous expliquons une fois encore cette hausse par les investissements de rénovation liés aux crédits verts accordés pendant cette période.

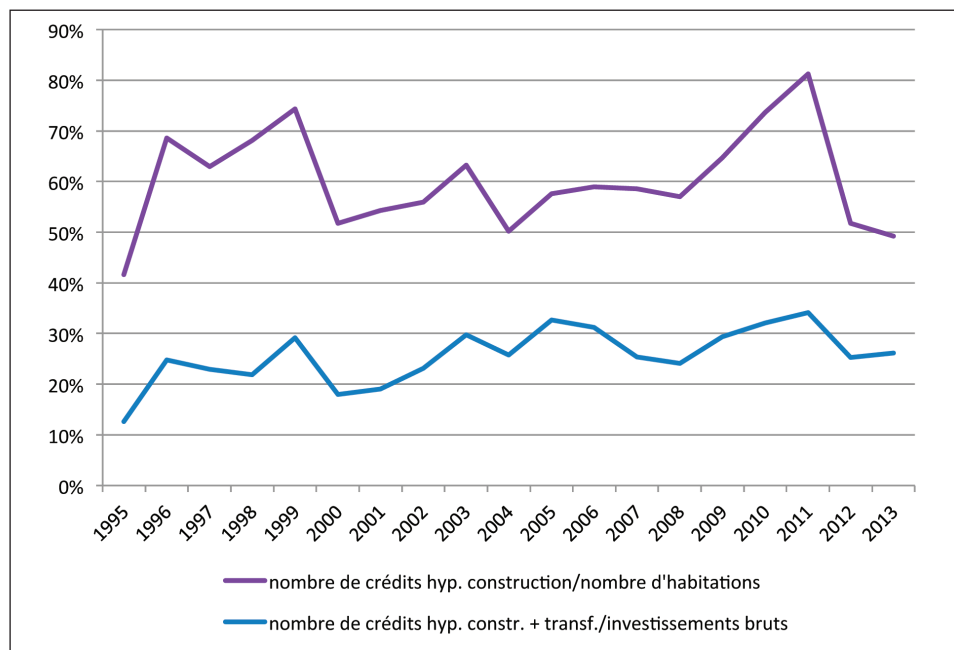
Le nombre de permis de bâtir délivrés pour des habitations dénote un caractère plus volatil, avec un maximum en 2006. En 2013, 48,947 nouveaux permis de bâtir pour des habitations ont été délivrés, pour une superficie totale de 9 525 646 m². Lorsqu’on compare ces chiffres avec le nombre de nouveaux crédits hypothécaires pour la construction, on peut conclure que **minimum 49.24% des nouvelles constructions d’habitation privées en 2013 ont été entièrement ou partiellement financées par un crédit hypothécaire.** La moyenne historique sur la période 1995-2013 s’élève néanmoins à 60,19%. Les conclusions précédentes sont illustrées visuellement à la Figure 17.

Notez bien: Dans la réalité, le pourcentage susmentionné de 49.24% de nouvelles constructions d’habitations privées financées par un crédit hypothécaire représente une **limite inférieure**. Une part des nouvelles constructions d’habitation est toujours réalisée par des promoteurs immobiliers, qui vendent ensuite l’habitation à des propriétaires privés, qui pour ce faire, prennent un crédit hypothécaire. Étant donné qu’il s’agit dans ce cas d’un crédit hypothécaire pour l’achat d’une habitation (et non pour la construction d’une nouvelle habitation), on n’en a pas tenu compte dans les calculs.

Tableau 40 – Investissements bruts dans des habitations privées et permis de bâtir délivrés (selon la date de délivrance effective)

Année	Investissements bruts en habitations (millions d’EUR)	Montants des crédits à la construction, rénovation/ investissements bruts en habitations	Nombre de permis de bâtir pour habitations	Nombre de crédits à la construction/ Nombre de permis de bâtir pour habitations	Superficie pour laquelle des permis de bâtir ont été délivrés
2013	20,863	26.10%	48,947	49.24%	9,525,646
2012	21,029	25.24%	46,769	51.74%	9,299,781
2011	21,064	34.15%	44,330	81.21%	8,779,185
2010	21,436	32.06%	49,818	73.67%	9,712,459
2009	20,358	29.36%	45,456	64.68%	9,088,099
2008	22,000	24.15%	52,651	56.98%	10,320,638
2007	20,986	25.39%	53,923	58.60%	10,349,020
2006	19,439	31.24%	61,083	58.94%	11,788,913
2005	17,277	32.69%	59,384	57.59%	11,419,101
2004	14,892	25.73%	52,230	50.16%	10,035,582
2003	13,107	29.74%	45,095	63.20%	8,984,826
2002	12,358	23.13%	42,156	55.98%	8,318,122
2001	12,798	19.04%	41,277	54.27%	8,494,508
2000	12,779	18.02%	42,921	51.72%	8,814,661
1999	12,536	29.17%	45,726	74.36%	9,438,124
1998	11,921	21.89%	37,893	68.09%	7,751,687
1997	12,311	22.94%	50,194	62.96%	9,857,694
1996	11,314	24.76%	48,524	68.63%	9,533,421
1995	12,099	12.62%	43,979	41.61%	8,878,858
Moyenne		25.65%		60.19%	
Écart-type		5.48%		9.94%	

Figure 17 - Évolution de l'importance du crédit hypothécaire pour le financement d'investissements bruts en habitations privées



Les Tableaux 41-43 illustrent une corrélation positive claire entre le nombre de projets de nouvelles constructions et le nombre de nouveaux crédits hypothécaires pour la construction, tant en nombre qu'en montants. Ces conclusions sont valables, que le nombre de projets de nouvelles constructions soit mesuré en termes d'investissements bruts dans des habitations privées, de nombre de permis de bâtir délivrés ou de la superficie pour laquelle ces derniers l'ont été. De plus, ces corrélations pour le nombre de permis de bâtir et la superficie concernée par ces derniers sont les plus fortes lorsqu'on les calcule avec des données d'une fréquence annuelle (Tableau 43). Ces conclusions ne changent pas non plus lorsque les crédits hypothécaires qui ont été contractés pour le financement d'une transformation sont intégrés dans les analyses.

Tableau 41 - Corrélation entre la croissance du nombre de projets de construction et la croissance des crédits hypothécaires pour les nouvelles constructions, données trimestrielles, 1995-2013

Corrélation sur la base de données annuelles	Investissements bruts en habitations		Nombre de permis de bâtir		Superficie pour laquelle des permis de bâtir ont été délivrés	
	Nombre	Montants	Nombre	Montants	Nombre	Montants
Crédit hypothécaire à la construction	0.3704 (0.0221)	0.2917 (0.0756)	0.1365 (0.4139)	0.1505 (0.3671)	0.1543 (0.3549)	0.1638 (0.3258)

Tableau 42 - Corrélation entre la croissance du nombre de projets de construction et la croissance des crédits hypothécaires pour des nouvelles constructions, données semestrielles, 1995-2013

Corrélation sur la base de données annuelles	Investissements bruts en habitations		Nombre de permis de bâtir		Superficie pour laquelle des permis de bâtir ont été délivrés	
	Nombre	Montants	Nombre	Montants	Nombre	Montants
Crédit hypothécaire à la construction	0.1222 (0.5054)	0.0902 (0.6234)	0.3791 (0.0324)	0.3012 (0.0939)	0.4092 (0.0201)	0.3159 (0.0782)

Tableau 43 - Corrélation entre la croissance du nombre de projets de construction et croissance des crédits hypothécaires pour des nouvelles constructions, données annuelles, 1995-2013

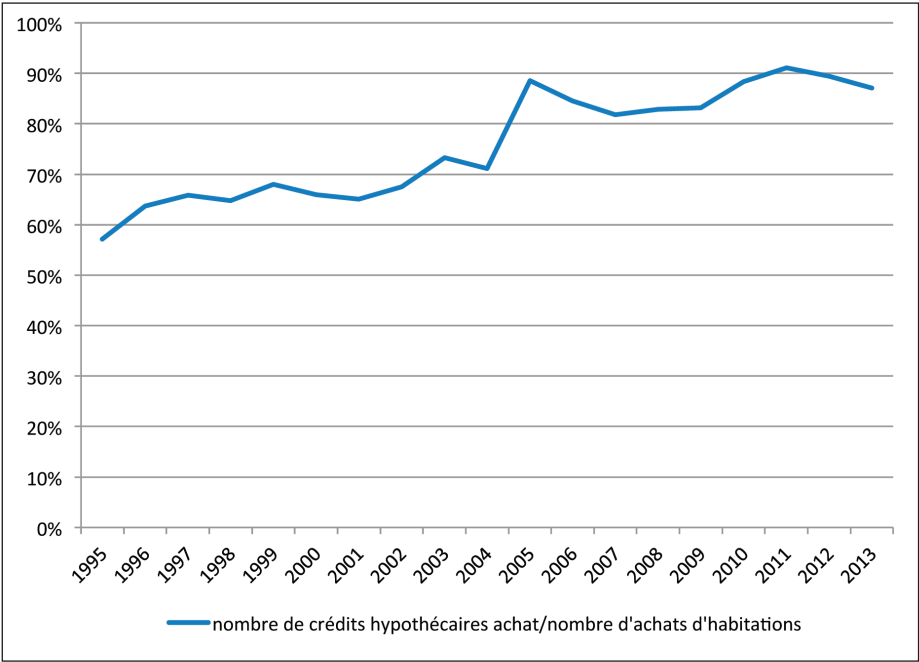
Corrélation sur la base de données annuelles	Investissements bruts en habitations		Nombre de permis de bâtir		Superficie pour laquelle des permis de bâtir ont été délivrés	
	Nombre	Montants	Nombre	Montants	Nombre	Montants
Crédit hypothécaire à la construction	0.0188 (0.9410)	0.0209 (0.9343)	0.5105 (0.0304)	0.6029 (0.0081)	0.5075 (0.0316)	0.6028 (0.0081)

Le Tableau 44 donne un aperçu des ventes de maisons d’habitation ordinaires, de villas, bungalows et manoirs et d’appartements sur la période 1995–2013. La dernière colonne met le total de ces ventes (nombre de transactions) en relation avec le nombre de crédits hypothécaires qui ont été contractés pour le financement de l’achat d’une habitation existante. En 2013, 87.12% de tous les achats ont été financés partiellement par un crédit hypothécaire. La moyenne du rapport entre les ventes des habitations existantes et le nombre de crédits hypothécaires en financement d’un achat s’élève toutefois à 75.77% seulement sur la période étudiée. On observe clairement une augmentation substantielle de ce ratio dans l’année 2005 lorsque le bonus-logement a été introduit. Dans la période 1995–2004, la moyenne de ce ratio s’élevait seulement à 66.25% (avec un écart type de 4.37%). Dans la période 2005–2013, ce taux a été porté à 86.35% (avec un écart type de 3.30%). La Figure 18 illustre ceci visuellement.

Tableau 44 – Vente d’habitations (nombres)

Année	Maisons d'habitation ordinaires	Villas, bungalows, et manoirs	Appartements	Total	Total des ventes/ nombre de crédits hypothécaires pour un achat
2013	61,874	17,542	42,367	121,783	87.12%
2012	63,539	17,310	43,370	124,219	89.44%
2011	68,030	18,125	42,406	128,561	91.09%
2010	65,775	17,765	44,531	128,071	88.39%
2009	61,681	16,118	37,257	115,056	83.18%
2008	64,992	16,420	40,178	121,590	82.90%
2007	68,165	17,185	40,353	125,703	81.86%
2006	68,107	16,717	36,479	121,303	84.58%
2005	69,234	16,640	33,021	118,895	88.57%
2004	67,665	12,370	38,886	118,921	71.14%
2003	71,246	10,683	37,011	118,940	73.31%
2002	70,474	9,956	34,734	115,164	67.56%
2001	68,332	8,767	32,804	109,903	65.06%
2000	69,082	7,977	30,047	107,106	65.92%
1999	75,469	7,257	32,402	115,128	68.01%
1998	71,342	6,618	28,665	106,625	64.81%
1997	72,885	6,085	28,281	107,251	65.83%
1996	69,374	5,245	26,442	101,061	63.72%
1995	67,385	3,792	22,643	93,820	57.13%
Moyenne					75.77%
Écart-type					10.99%

Figure 18 - Évolution de l'importance du crédit hypothécaire pour le financement d'investissements bruts en habitations privées



C. Évaluation des effets incrémentiels

Crédits à la consommation

Sur la base des modèles macroéconomiques existants, on sait que la consommation des ménages au cours d'une période donnée (C_t) est définie en grande partie par leur revenu disponible au cours de cette période ($Y_{b,t}$) :

$$C_t = \alpha + \beta * Y_{b,t} + \varepsilon_t \quad (1)$$

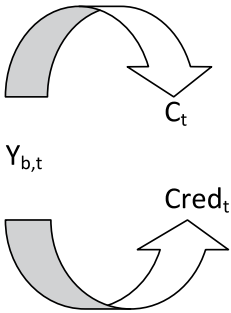
L'équation (1) reflète une spécification « minimaliste » de la fonction de consommation, qui est élargie dans un nombre d'études empiriques au niveau de chômage, aux taux d'intérêt et aux rendements sur investissements en actions (voir par ex. Carroll et al., 1994).³ Dans une spécification plus « large » de la fonction de consommation, ces variables de contrôle supplémentaires (Z_t) seront également considérées pour la Belgique :

$$C_t = \alpha + \beta * Y_{b,t} + \varphi Z_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

Idéalement, dans le contexte de cette étude, on cherche à vérifier l'impact incrémentiel (« supplémentaire ») de l'octroi de crédit ($Cred_t$) au cours d'une période donnée sur la consommation durant cette période (C_t). En effet, il est **important d'étudier l'impact incrémentiel de l'octroi de crédit étant donné qu'un refus d'octroi de crédit ne signifie pas nécessairement que la consommation pour laquelle il est sollicité ne pourra pas être financée (réalisée)**. Ainsi, dans certaines situations, les ménages trouveront un « substitut » pour financer leur consommation si leur demande de crédit a été refusée, d'où l'importance d'étudier l'effet incrémentiel de l'octroi de crédit.⁴ D'autre part, cet octroi de crédit lui-même est grandement déterminé par le revenu disponible des ménages ($Y_{b,t}$) et il est donc important de contrôler ce fait pour pouvoir « isoler » l'impact effectif de l'octroi de crédit. En effet, lorsque le revenu disponible augmente, et de ce fait le montant du crédit peut également augmenter, on pourrait alors établir, peut-être à tort, un lien positif entre la consommation et l'octroi de crédit, tandis que l'augmentation du revenu disponible influence tous les effets de manière sous-jacente. Ce **problème d'endogénéité** est illustré visuellement ci-dessous :

³ Carroll, C.D., Fuhrere, J.C. en Wilcox, D.W. (1994), Does Consumer Sentiment Forecast Household Spending. If So, Why?, American Economic Review, pp. 1397–1408.

⁴ Une enquête de la SOFRES en 2007 indique que 25% des consommateurs auraient financé leur achat par leurs moyens propres (épargne) s'ils n'avaient pas obtenu leur crédit à la consommation. 32% des répondants déclarent qu'ils auraient financé leur achat via un autre crédit. Enfin, 40% des répondants déclarent qu'ils auraient renoncé à leur achat dans le cas où ils n'auraient pas obtenu le crédit à la consommation.




Un calcul de corrélation simple suggère que l'argumentation précédente est également valable pour la Belgique : la croissance des crédits à la consommation (mesurée en fonction de la croissance des montants en cours des prêts à tempérament, des ventes à tempérament et des ouvertures de crédit) – sur la base de données semestrielles – est corrélée à 56,57% avec la croissance du revenu disponible des ménages. La valeur p correspondante est de 0,0014, ce qui signifie que l'hypothèse zéro qu'il n'y a aucun lien entre les deux variables peut être écartée avec une grande fiabilité (plus de 99%). La signification économique de ce lien positif est que les **crédits à la consommation** ont un *caractère procyclique*, c'est-à-dire que contrairement à ce qui est parfois attendu, **les ménages (et les fournisseurs de crédits) ne « compensent » pas des baisses du revenu disponible en prenant (accordant) plus de crédits**. Peut-être qu'ici les décisions des ménages (en des temps économiquement incertains, les décisions d'achat sont reportées, peu importe si elles peuvent être financées ou non par des moyens propres ou un emprunt ; empiriquement, cela semble être surtout le cas pour les biens de consommation durables) jouent autant un rôle que les décisions des fournisseurs de crédit (en des temps économiquement incertains, ils freinent l'octroi des crédits : l'incertitude quant à la capacité de remboursement augmente et en conséquence, les crédits sont moins facilement octroyés). Pour étudier l'impact incrémentiel des crédits à la consommation, il convient par conséquent d'élargir la comparaison de la consommation C_t au crédit à la consommation $Cred_t$, plutôt que de remplacer le revenu disponible $Y_{b,t}$ dans cette comparaison par le crédit à la consommation $Cred_t$:

$$C_t = \alpha + \beta * Y_{b,t} + \varphi Z_t + \gamma * Kred_t + \varepsilon_t \quad (3)$$

Avant de passer effectivement aux modèles, il convient de procéder aux tests de stationnarité des séries de données. C'est important parce que l'évaluation des modèles de régression sur des données non stationnaires peut mener à la conclusion (erronée) qu'il y a un lien apparent entre les deux variables, alors qu'en fait elles n'ont aucune connexion entre elles ou qu'elles sont toutes deux influencées par une autre variable. Les tests de racine unitaire (par le test Dickey-Fuller Augmenté : $\Delta y_t = \mu + \beta t + \gamma y_{t-1} + \gamma_1 \Delta y_{t-1} + \dots + \gamma_p \Delta y_{t-p} + \varepsilon_t$ où l'on teste si $\gamma = 0$) confirment que les différentes séries de données (C_t , $Y_{b,t}$, $Cred_t$) ne sont pas stationnaires. Lorsque des différences de premier ordre des séries sont calculées et qu'ensuite on réapplique les tests de racine unitaire, on peut conclure que les différences de premier ordre des séries sont bien stationnaires.

Par conséquent, les modèles seront évalués selon des différences de premier ordre ΔC_t au lieu d'être évalués en valeurs absolues C_t . Il a été décidé en même temps d'appliquer une transformation logarithmique aux séries de données avant de calculer la différence de premier ordre de chaque série. Cette méthode présente l'avantage de permettre de tirer des conclusions économiquement interprétables à partir des évaluations de paramètres obtenues. Ainsi, les estimations de paramètres obtenues et les coefficients correspondant aux taux de croissance (composé continu) des différentes variables ($Y_{b,t}$, $Cred_t$) peuvent être interprétés comme suit :



$$\begin{cases} \ln C_t = \alpha_t + \beta * \ln Y_{b,t} + \varepsilon_t \\ \ln C_{t-1} = \alpha_{t-1} + \beta * \ln Y_{b,t-1} + \varepsilon_{t-1} \end{cases}$$

$$\Delta \ln C_t = \Delta \alpha_t + \beta * \Delta \ln Y_{b,t} + \Delta \varepsilon_t$$

Étant donné que :

$$\underbrace{\ln C_t - \ln C_{t-1}}_{\substack{= \ln(C_t / C_{t-1}) \\ = \text{taux de croissance} \\ \text{composé continu} \\ \text{de la consommation}}} = \Delta \alpha_t + \beta * \underbrace{(\ln Y_{b,t} - \ln Y_{b,t-1})}_{\substack{= \ln(Y_{b,t} / Y_{b,t-1}) \\ = \text{taux de croissance} \\ \text{composé continu} \\ \text{du revenu disponible}}} + \underbrace{\Delta \varepsilon_t}_{u_t, \text{ avec } u_t \sim MA(1)}$$

Si les comparaisons de régressions ont une ordonnée à l'origine α_t / α_{t-1} constante, alors $\Delta \alpha$ sera en plus égal à zéro. On admet également qu'il est possible que le terme d'erreur u_t dans la comparaison de régression soit en corrélation sérielle, en utilisant un procédé $MA(1)$: $u_t = v_t - \Phi v_{t-1}$ (voir aussi Carroll et al., 1994). Enfin, il a été décidé d'évaluer deux types de modèles, avec et sans crédits à la consommation octroyés :

$$\ln C_t - \ln C_{t-1} = \Delta \alpha + \beta * (\ln Y_{b,t} - \ln Y_{b,t-1}) + \varphi Z_t + u_t \quad (4)$$

$$\ln C_t - \ln C_{t-1} = \Delta \alpha + \beta * (\ln Y_{b,t} - \ln Y_{b,t-1}) + \varphi Z_t + \gamma * (\ln Kred_t - \ln Kred_{t-1}) + u_t \quad (5)$$

C'est donc l'effet d'une augmentation dans la masse de dette en cours (encours) des crédits à la consommation qui est étudié, plutôt que la croissance de production. La raison en est que les consommateurs dans leurs décisions de consommer plus ne tiendront pas seulement compte de leur revenu disponible, mais aussi des obligations découlant des crédits à la consommation déjà en cours, c'est-à-dire des volumes de crédits à la consommation en cours. Travailler avec les variations de la masse de la dette présente un avantage supplémentaire puisque cela permet de vérifier quels sont les effets réels pour les ouvertures de crédit ; puisque sur la base de la production d'ouvertures de crédit, on ne peut obtenir de vision que sur les octrois de crédits (ligne de crédit) potentiels. Étant donné l'importance croissante des ouvertures de crédit comme un élément des crédits à la consommation au fil du temps (voir Tableaux 17

et 20), nous ne pouvons négliger ce point.

En premier lieu, on essaie de déterminer une spécification correcte pour l'équation (4) dans le contexte belge ; ensuite, les modèles sont évalués à l'aide des données trimestrielles d'une part et semestrielles d'autre part. Étant donné les influences saisonnières détectées auparavant, qui sont encore une fois illustrées visuellement aux Figures 19 et 20 ci-dessous, il faudra encore apporter des adaptations au modèle à l'aide de variables saisonnières muettes.

Figure 19 - Corrélation entre la croissance de la consommation des ménages et la croissance du revenu disponible, données semestrielles

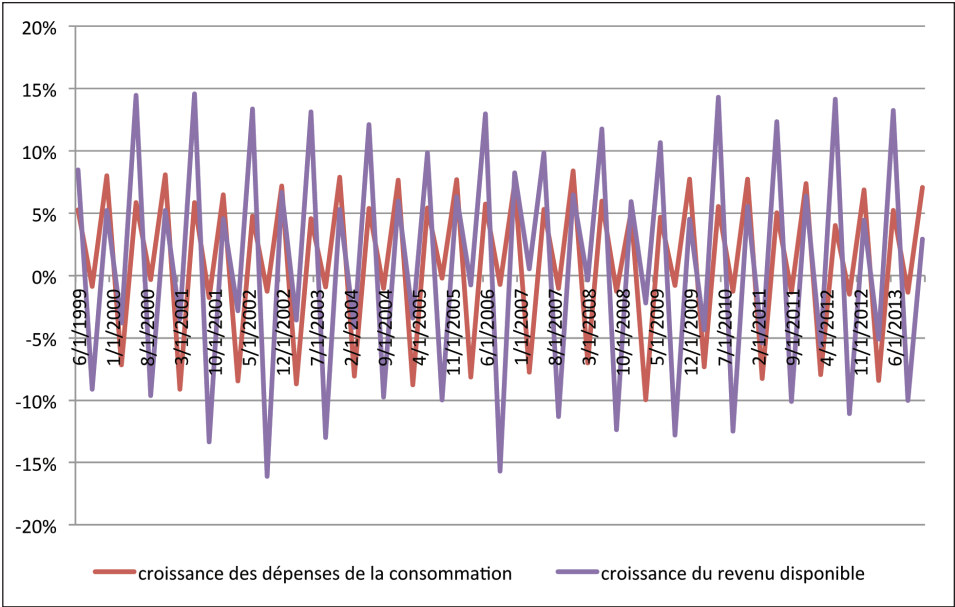
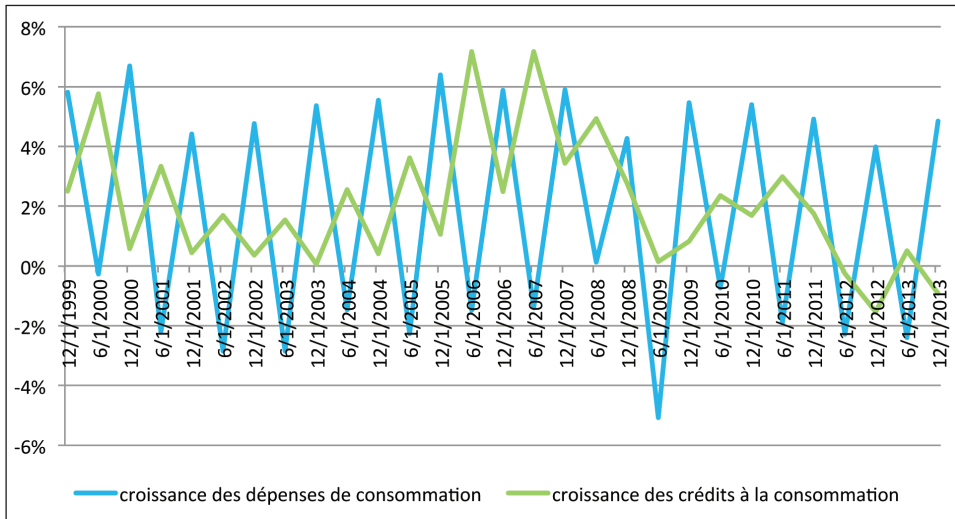


Figure 20 - Corrélation entre la croissance de la consommation des ménages et la croissance du crédit à la consommation, données semestrielles



Les conclusions de l'output des modèles de régression sur la base de données semestrielles sur la période 1999-2013, dont la plus importante est rapportée ci-après, est que le **revenu disponible des ménages** joue un rôle (très) important pour expliquer les dépenses de consommation. L'estimation des paramètres obtenue pour les modèles en utilisant les données semestrielles s'élève à 0.26, ce qui signifie qu'une **croissance de 1% du revenu disponible sur un semestre conduit à une croissance de 0.26% des dépenses de consommation du semestre suivant**. Deux semestres consécutifs avec une croissance de 1% du revenu disponible conduisent à une augmentation de la consommation de 0.52% sur une base annuelle (les effets peuvent simplement être additionnés étant donné le fait de la transformation logarithmique appliquée aux séries de données). **Les rendements sur actions** ont un impact significativement positif sur les dépenses de consommation dans les modèles évalués sur la base des données trimestrielles (non rapportées). Il est possible que les rendements sur actions soient étroitement liés aux variations de la confiance des consommateurs (un test supplémentaire – non rapporté ici – indique que c'est effectivement le cas). Dans les modèles évalués sur la base des données semestrielles, cet effet n'est toutefois pas toujours significatif au niveau de 10%. Le **taux de chômage** et le **taux des crédits à la consommation** (durées différentes ; toutefois disponible seulement à partir de 2003 via Belgostat) n'ont jamais été significatifs dans l'explication des dépenses de consommation des ménages. Par ailleurs, des **influences saisonnières** significatives sont également présentes et concordent avec les conclusions antérieures de l'étude ; dans les modèles rapportés ci-après, les variables saisonnières muettes ont une valeur égale à un pour le premier semestre, ce qui signifie qu'en moyenne, la croissance de la consommation durant le premier semestre est à chaque fois inférieure d'environ 5% au deuxième semestre, tous les autres paramètres restant constants. Ce résultat peut probablement être attribué aux achats de fin d'année. Ces influences saisonnières font en sorte que le pouvoir de généralisation des modèles, surtout, est très élevé (R^2 ajusté d'environ 95%). Le coefficient R^2 ajusté des modèles évalués sur la base des données semestrielles corrigées des variations saisonnières affiche un pourcentage acceptable de 18,55%, ce qui signifie que 18,55% de

la variabilité de la croissance de consommation peuvent être expliqués par les variables considérées dans le modèle. Enfin, la statistique Durbin-Watson indique que la corrélation sérielle du terme d’erreur ne constitue pas un problème pour l’évaluation des modèles. Par conséquent, l’estimation des paramètres est non seulement cohérente, mais les erreurs standard correspondantes sont également correctes.

A. Modèles évalués à l’aide des données semestrielles 1999-2013, **données brutes** :

Root MSE		0.00961	R-Square	0.9423	
Dependent Mean		0.01703	Adj R-Sq	0.9376	
Coeff Var		56.42429			
Parameter Estimates					
Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.03705	0.00674	5.49	<.0001
Delta Yb	1	0.26443	0.10088	2.62	0.0147
SeasonDummy	1	-0.04842	0.00996	-4.86	<.0001
Durbin-Watson D			1.827		
1st Order Autocorrelation			0.072		

Root MSE		0.00996	R-Square	0.9454	
Dependent Mean		0.01703	Adj R-Sq	0.9329	
Coeff Var		58.51235			
Parameter Estimates					
Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.04109	0.04543	0.90	0.3754
Delta Yb	1	0.25502	0.10631	2.40	0.0254
Rend actions	1	0.01385	0.01471	0.94	0.3568
Chômage	1	-0.20978	0.38058	-0.55	0.5870
Taux_5	1	0.15870	0.28693	0.55	0.5858
SeasonDummy	1	-0.05068	0.01102	-4.60	0.0001
Durbin-Watson D				1.887	
1st Order Autocorrelation				0.052	

B. Modèles évalués à l’aide des données semestrielles 1999-2013, **données corrigées des variations saisonnières** :

Root MSE	0.00942	R-Square	0.2157		
Dependent Mean	0.00016590	Adj R-Sq	0.1855		
Coeff Var	5680.13281				
Parameter Estimates					
Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.00022678	0.00178	0.13	0.8997
Delta Yb_season	1	0.26451	0.09892	2.67	0.0128
Durbin-Watson D				1.825	
1st Order Autocorrelation				0.072	

Root MSE	0.00978	R-Square	0.2533
Dependent Mean	0.00016590	Adj R-Sq	0.1234
Coeff Var	5892.73767		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.00369	0.03830	-0.10	0.9242
Delta Yb_season	1	0.25871	0.10384	2.49	0.0204
Rend actions	1	0.01213	0.01369	0.89	0.3849
Chômage	1	-0.14131	0.32607	-0.43	0.6688
Taux_5	1	0.17760	0.27698	0.64	0.5277

Durbin-Watson D	1.889
1st Order Autocorrelation	0.049

Dès lors que la spécification « correcte » de la base de comparaison (4) pour expliquer les dépenses de consommation des ménages est définie, le modèle est élargi à la différence de premier ordre dans la variable $Cred_t$, qui mesure les **crédits à la consommation en cours** (= encours) pour une période donnée. Par conséquent, on cherche à découvrir pour l'ensemble des crédits à la consommation comment la variation de ces nombres (et ensuite des montants) $\Delta Cred_t$ affecte incrémentiellement les dépenses de consommation des ménages. Étant donné que seules les données de crédit avec une fréquence semestrielle sont disponibles, l'étude doit se limiter forcément à l'évaluation des modèles sur une base semestrielle. L'output de la régression, rapportée ci-après, indique que la croissance du **nombre de contrats de crédits en cours** n'a pas d'influence significative sur les dépenses de consommation des ménages. Lorsque les modèles sont évalués sur la base de la croissance des **montants des crédits en cours**, il apparaît que $\Delta Cred_t$ devient alors significatif. Le plus grand pouvoir de généralisation du modèle ressort également de l'augmentation du paramètre R^2 ajusté, de 93.29% à 95.26% dans les modèles basés sur les données brutes et de 12.34% à 28.00% dans les modèles basés sur les données corrigées des variations saisonnières. L'estimation des paramètres des modèles indique par ailleurs qu'une **augmentation des octrois de crédit est plus importante qu'une augmentation des revenus disponibles des ménages pour expliquer la croissance de la consommation** ! Ainsi, une augmentation du revenu disponible de 1% sur un semestre fait augmenter incrémentiellement la consommation de 0.1899%, tandis qu'une augmentation de 1% du volume de crédit (montants) sur un semestre fait augmenter incrémentiellement la consommation de 0.2916%. De nouveau, il apparaît que ces chiffres peuvent facilement être convertis en une base annuelle, étant donné la transformation logarithmique sur les séries de données : deux trimestres successifs dans lesquels le revenu disponible augmente de 1% entraînent une augmentation incrémentielle de la consommation de 0.3798%, tandis que deux trimestres successifs dans lesquels le volume des crédits augmente de 1% entraînent une augmentation incrémentielle de la consommation de 0.5831%. Si nous travaillons ensuite avec des données corrigées des variations saisonnières, les conclusions précédentes sont en grande partie confirmées mais l'ordre de grandeur de l'effet du revenu disponible augmente (estimation des paramètres 0.2225), tandis que celui de l'octroi de crédits diminue (estimation des paramètres de 0.2088).

Si, dans une étape suivante, les éléments constitutifs de cet octroi de crédits sont considérés, il apparaît que les **prêts à tempérament** et les **ouvertures de crédits** sont en grande partie responsables des effets observés précédemment (estimation des paramètres respectifs de 0.1512 et 0.1189). L'estimation des paramètres pour les **ventes à tempérament** s'élève seulement à 0.0338. Même en cas d'utilisation de données corrigées des variations saisonnières, ces effets s'avèrent assez marqués (estimation respective des paramètres de 0.1354 et 0.1337 pour les prêts à tempérament et les ouvertures de crédits).

L'estimation des paramètres obtenue pour la croissance des crédits à la consommation (0.2916) permet de conclure que **la croissance du PIB aurait été en moyenne inférieure de 0,72% sur une base annuelle** si l'octroi des crédits n'avait pas suivi (durant la période 1995–2013, la croissance moyenne de l'encours des crédits à la consommation s'élevait à environ 4.65% par an). Étant donné l'estimation des paramètres obtenue, nous pouvons également conclure que **la croissance du PIB, qui s'élevait encore à 1.82% en 2013, aurait été supérieure de 0.0619% (ou se serait élevée à 1.88%) si l'octroi des crédits était resté à niveau** (la croissance de la masse des dettes en crédit à la consommation a toutefois reculé de 0.40% en 2013). 0,0321% de cet effet est imputable aux prêts à tempérament ; les ouvertures de crédit représentent un effet d'environ 0.0252%. L'effet des ventes à tempérament est toutefois négligeable.

Enfin, nous calculons les effets de la suppression de la possibilité de contracter un crédit flexible via les « **ouvertures de crédit** ». Sur la base de nos analyses antérieures dans les Tableaux 17 et 20, nous parvenons à la conclusion que la suppression des ouvertures de crédit conduirait à un recul de l'octroi des crédits de 39.39% maximum des nombres produits de crédits à la consommation et de 24.41% maximum des montants produits en crédits à la consommation (chiffres de 2013). Si nous tenons compte du fait que les ouvertures de crédit produites concernent uniquement des facilités de découvert autorisées, on peut en conclure que la suppression de la possibilité de contracter un crédit flexible par le biais d'ouvertures de crédit conduirait à un recul dans le portefeuille (encours) des crédits à la consommation de 22.12% maximum (Tableau 26).

Ensuite, nous utilisons le modèle de régression développé à la page 81 pour étudier l'impact de la suppression des ouvertures de crédit sur les dépenses de consommation des ménages et le PIB. Nous concluons, sur la base de l'estimation des paramètres obtenue pour les ouvertures de crédit (0.1189) et les effets rapportés précédemment que la consommation aurait diminué de 2.63% maximum et le PIB de 1.39% maximum si la possibilité de contracter un crédit flexible par le biais des ouvertures de crédit avait été supprimée complètement en une seule fois en 2013, dans l'hypothèse où les consommateurs ne parviendraient pas à financer cette consommation d'une autre manière, par exemple par un autre type de crédit à la consommation. Étant donné que la croissance du PIB en 2013 s'est élevée à 1.82% environ, cela signifie que la croissance du PIB en 2013 aurait éventuellement chuté à 0.43% si la possibilité de contracter un crédit flexible via des « ouvertures de crédit » avait été supprimée complètement et en une seule fois au cours de cette année.

A. Modèles évalués à l'aide des données semestrielles 1999-2013, **données brutes** :

Root MSE	0.01020	R-Square	0.9454
Dependent Mean	0.01703	Adj R-Sq	0.9298
Coeff Var	59.86402		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.04300	0.04862	0.88	0.3865
Delta Yb	1	0.25720	0.10999	2.34	0.0293
A_creditalaconsommation	1	-0.00369	0.02772	-0.13	0.8953
Rend actions	1	0.01427	0.01538	0.93	0.3641
Chômage	1	-0.22566	0.40721	-0.55	0.5853
Taux_5	1	0.14886	0.30271	0.49	0.6280
SeasonDummy	1	-0.05040	0.01146	-4.40	0.0003

Durbin-Watson D	1.884
1st Order Autocorrelation	0.053

Root MSE	0.00838	R-Square	0.9631
Dependent Mean	0.01703	Adj R-Sq	0.9526
Coeff Var	49.18708		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.06038	0.03866	1.56	0.1333
Delta Yb	1	0.18991	0.09168	2.07	0.0508
B_creditalaconsommation	1	0.29155	0.09159	3.18	0.0045
Rend actions	1	0.02181	0.01262	1.73	0.0985
Chômage	1	-0.27538	0.32059	-0.86	0.4001
Taux_5	1	-0.00851	0.24686	-0.03	0.9728
SeasonDummy	1	-0.06292	0.01003	-6.27	<.0001

Durbin-Watson D	2.016
1st Order Autocorrelation	-0.013

Root MSE	0.00863	R-Square	0.9646
Dependent Mean	0.01703	Adj R-Sq	0.9497
Coeff Var	50.67115		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.06738	0.04643	1.45	0.1630
Delta Yb	1	0.16462	0.09765	1.69	0.1082
B_PAT	1	0.14211	0.09491	1.50	0.1508
B_VAT	1	0.03893	0.03182	1.22	0.2360
B_ODC	1	0.12183	0.07103	1.72	0.1026
Rend actions	1	0.02550	0.01348	1.89	0.0738
Chômage	1	-0.32506	0.34698	-0.94	0.3606
Taux_5	1	-0.05782	0.30596	-0.19	0.8521
SeasonDummy	1	-0.06087	0.01063	-5.73	<.0001

Durbin-Watson D	2.094
1st Order Autocorrelation	-0.056

Root MSE	0.00841	R-Square	0.9628
Dependent Mean	0.01703	Adj R-Sq	0.9522
Coeff Var	49.39057		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.03621	0.00621	5.83	<.0001
Delta Yb	1	0.18204	0.09332	1.95	0.0646
B_PAT	1	0.15121	0.09088	1.66	0.1110
B_VAT	1	0.03384	0.02531	1.34	0.1955
B_ODC	1	0.11889	0.06918	1.72	0.1004
Rend actions	1	0.01870	0.01112	1.68	0.1074
SeasonDummy	1	-0.05755	0.00964	-5.97	<.0001

Durbin-Watson D	2.078
1st Order Autocorrelation	-0.041

B. Modèles évalués à l’aide des données semestrielles 1999-2013, données corrigées des variations saisonnières :

Root MSE	0.00999	R-Square	0.2544
Dependent Mean	0.00016590	Adj R-Sq	0.0850
Coeff Var	6020.56221		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.00046614	0.04288	-0.01	0.9914
Delta Yb_season	1	0.26138	0.10708	2.44	0.0232
B_creditalaconsommation	1	-0.00494	0.02691	-0.18	0.8560
Rend actions	1	0.01281	0.01447	0.89	0.3857
Chômage	1	-0.16710	0.36153	-0.46	0.6485
Taux_5	1	0.16318	0.29369	0.56	0.5841

Durbin-Watson D	1.883
1st Order Autocorrelation	0.052

Root MSE	0.00886	R-Square	0.4133
Dependent Mean	0.00016590	Adj R-Sq	0.2800
Coeff Var	5340.61980		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.01374	0.03495	-0.39	0.6981
Delta Yb_season	1	0.22245	0.09526	2.34	0.0291
B_creditalaconsommation	1	0.20876	0.08522	2.45	0.0227
Rend actions	1	0.01300	0.01241	1.05	0.3063
Chômage	1	0.00379	0.30139	0.01	0.9901
Taux_5	1	0.11090	0.25250	0.44	0.6648

Durbin-Watson D	2.188
1st Order Autocorrelation	-0.098

Root MSE	0.00848	R-Square	0.5110
Dependent Mean	0.00016590	Adj R-Sq	0.3398
Coeff Var	5113.77850		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.01398	0.04052	0.34	0.7337
Delta Yb_season	1	0.16230	0.09592	1.69	0.1062
B_PAT	1	0.11831	0.08395	1.41	0.1741
B_VAT	1	0.03599	0.03087	1.17	0.2574
B_ODC	1	0.14658	0.05552	2.64	0.0157
Rend actions	1	0.02498	0.01322	1.89	0.0734
Chômage	1	-0.25858	0.32159	-0.80	0.4308
Taux_5	1	-0.01279	0.29076	-0.04	0.9654

Durbin-Watson D	2.168
1st Order Autocorrelation	-0.090

Root MSE	0.00824	R-Square	0.4928
Dependent Mean	0.00016590	Adj R-Sq	0.3775
Coeff Var	4965.82465		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.00653	0.00281	-2.32	0.0298
Delta Yb_season	1	0.17846	0.09075	1.97	0.0620
B_PAT	1	0.13538	0.07484	1.81	0.0842
B_VAT	1	0.03384	0.02479	1.37	0.1860
B_ODC	1	0.13366	0.05071	2.64	0.0151
Rend actions	1	0.01895	0.01086	1.74	0.0950

Dans une étape ultérieure, une série d'analyses partielles a été effectuée pour observer les différents types de dépenses de consommation des ménages du Tableau 9, ainsi que les différents types de crédits à la consommation (prêts à tempérament, ventes à tempérament et ouvertures de crédit). Bien que cette analyse partielle soit très puissante et qu'elle puisse livrer (et livrera) des conclusions importantes, il ne

faut pas négliger que les séries de données pour effectuer ces analyses complémentaires sont assez courtes, ce qui représente un inconvénient majeur. De plus, la ventilation du budget des ménages dans ces catégories de produits n'est connue que sur une base annuelle (18 observations).

Pour obtenir une première compréhension des relations sous-jacentes entre l'octroi de crédit et la consommation, des corrélations sont calculées. Le tableau 45 montre que la croissance de la consommation de produits alimentaires, boissons et tabac n'est pas corrélée à la croissance de l'octroi de crédit. Une même conclusion vaut pour la croissance des dépenses pour les articles d'habillement et chaussures, l'habitation ou la deuxième résidence, la communication et l'enseignement. À l'exception de l'habitation ou de la deuxième résidence, ces catégories de produits ne sont pas non plus corrélées significativement avec la croissance du revenu disponible des ménages, ce qui indique probablement qu'il s'agit en l'occurrence de biens répondant aux besoins de base des ménages que ces derniers veulent de toute façon satisfaire. Par conséquent, la demande pour ces biens est très inélastique par rapport aux variations du revenu disponible (et également à l'octroi de crédit). Nous constatons ensuite que le degré de cohérence est maximal pour le secteur des meubles et appareils ménagers ($\rho = 0.7739$), suivi des restaurants, cafés et hôtels ($\rho = 0.6367$), la culture et les loisirs ($\rho = 0.6026$), et, enfin, l'industrie automobile ($\rho = 0.5739$).

En outre, l'analyse produit une série de résultats intéressants pour les autres catégories de produit des ménages :

- La croissance des **dépenses de consommation pour les « meubles et appareils ménagers », la « culture et les loisirs » et les « autres biens et services »** semble être influencée dans une **grande mesure par la croissance du volume en cours** (montant) des *prêts à tempérament*. Les prêts à tempérament semblent donc principalement être affectés au financement de l'achat de biens de consommation durables.
- La croissance des **dépenses de consommation pour les « restaurants, cafés et hôtels »** semble à son tour être surtout en cohérence avec la croissance du volume de crédit octroyé via les *ventes à tempérament*.
- La croissance des **dépenses de consommation pour les « meubles et appareils ménagers », « transports », « restaurants, cafés et hôtels » et « autres biens et services »** évolue aussi dans une grande mesure avec la croissance des montants empruntés via les *ouvertures de crédit*.

Tableau 45 – Analyse de corrélation

corrélation	alimentation, boissons et tabac	articles d'habillement et chaussures	habitation principale ou secondaire	meubles, appareils ménagers	santé	transports	communication	culture et loisirs	enseignement	restaurants, cafés, et hôtels	autres biens et services
Revenu disponible	0.0399 (0.8972)	0.0032 (0.9917)	0.5245 (0.0657)	0.6850 (0.0098)	0.0141 (0.9635)	0.2308 (0.4480)	-0.2146 (0.4815)	0.5898 (0.0339)	-0.1325 (0.6661)	0.2288 (0.4522)	0.5650 (0.0442)
Crédit cons.	-0.1675 (0.5844)	0.1155 (0.7072)	0.3320 (0.2678)	0.7739 (0.0019)	0.2511 (0.4079)	0.5739 (0.0403)	-0.4741 (0.1017)	0.6026 (0.0293)	-0.2024 (0.5072)	0.6367 (0.0193)	0.6644 (0.0133)
PAT	-0.1921 (0.5295)	0.2234 (0.4631)	0.3031 (0.3141)	0.7417 (0.0037)	0.1464 (0.6332)	0.5047 (0.0786)	-0.0613 (0.7257)	0.6575 (0.0146)	-0.2919 (0.3332)	0.4503 (0.1226)	0.6480 (0.0166)
VAT	0.1338 (0.6629)	-0.1601 (0.6013)	0.0580 (0.8508)	0.1997 (0.5130)	0.1187 (0.6994)	0.2481 (0.4138)	0.1620 (0.5971)	0.2185 (0.4732)	-0.0535 (0.8621)	0.5569 (0.0480)	0.2080 (0.4953)
ODC	-0.2424 (0.4249)	-0.0770 (0.8026)	0.3399 (0.2558)	0.7234 (0.0052)	0.4587 (0.1149)	0.5711 (0.0415)	-0.2750 (0.3632)	0.2328 (0.4441)	0.1478 (0.6299)	0.6923 (0.0087)	0.5455 (0.0539)

Dans une étape ultérieure, la croissance du revenu disponible $Y_{b,t}$ est combinée à la croissance de l'octroi de crédit $Cred_t$ par une analyse de régression (Tableau 46) pour vérifier l'effet incrémentiel des différents types de crédits à la consommation sur les différents types de dépenses de consommation. À chaque fois, l'output du meilleur modèle est rapporté via les zones de couleur foncée dans le tableau ; les zones non colorées indiquent si les autres catégories du crédit à la consommation ont eu aussi un impact incrémentiel statistiquement significatif sur la consommation si l'influence du revenu disponible est prise en compte.

On peut tout d'abord conclure de cette analyse que le **revenu disponible des ménages** a un effet significativement positif sur les dépenses de consommation des ménages, sauf pour les catégories de produits « alimentation, boissons et tabac », « articles d'habillement et chaussures », « santé », « transports », « communication », « enseignement » et « restaurants, cafés et hôtels », en concordance avec les résultats du Tableau 45. En outre, l'effet significatif du revenu disponible pour la catégorie de dépenses « **meubles et appareils ménagers** » disparaît une fois que de l'octroi de crédit est intégré dans le modèle. Cela signifie donc qu'une **croissance de la consommation de ces biens est principalement influencée par l'octroi de crédit (prêts à tempérament et ouvertures de crédit), plutôt que par une augmentation du revenu disponible des ménages (Y_b)** ! Les prêts à tempérament ont effectivement un impact significativement positif sur la catégorie de dépenses « meubles et appareils ménagers ». L'estimation des paramètres de 0.2985 implique qu'une **croissance de 1% du volume des PAT va de pair avec une augmentation des dépenses de consommation pour les meubles et appareils ménagers de 0.2985%**. D'autre part, il s'agit du type de biens de consommation pour lequel l'augmentation de la consommation s'explique le mieux/est le mieux modélisée par le modèle de régression (R^2 ajusté du modèle de 61,51%). En résumé, nous pouvons donc affirmer que les dépenses pour les meubles et appareils ménagers sont très sensibles à la disponibilité d'un crédit suffisant.

Le tableau permet en outre de conclure que les **ventes à tempérament** ont un impact significativement positif sur la catégorie de dépenses « transport ». L'estimation des paramètres de 0.7106 (valeur *p* de 0.1022) implique qu'une **croissance de 1% du volume des VAT va de pair avec une augmentation de 0.7106% des dépenses de consommation pour les transports**. Le R² ajusté de ce modèle s'élève toutefois à 14.17% seulement. En outre, les ventes à tempérament ont un impact significativement positif sur la catégorie de dépenses « restaurants, cafés et hôtels ». L'estimation des paramètres de 0.1146 implique qu'une **croissance de 1% du volume des VAT va de pair avec une augmentation de 0.1146% des dépenses de consommation pour les restaurants, cafés et hôtels**. L'effet des **ouvertures de crédit** pour la consommation dans les restaurants, cafés et hôtels est toutefois **plus important** : une **croissance de 1% du volume des ODC s'accompagne d'une augmentation des dépenses de consommation pour les restaurants, cafés et hôtels de 0.3998%**.

Il s'avère enfin que les ouvertures de crédit présentent également une corrélation significative avec l'achat de meubles et appareils ménagers ; dans les analyses multivariées, l'estimation des paramètres s'élève à 0.2584 pour les ouvertures de crédit (valeur *p* de 0.0284).

Tableau 46 – Analyse multivariée

	alimentation, boissons et tabac	articles d'habillement et chaussures	habitation principale ou secondaire	meubles, appareils ménagers	santé	transports	communication	culture et loisirs	enseignement	restaurants, cafés, et hôtels	autres biens et services
Revenu disponible	n.s.	n.s.	0.7023 (0.0657)	0.3955 (0.2738)	n.s.	n.s.	n.s.	1.0674 (0.0399)	n.s.	n.s.	1.9116 (0.0442)
PAT	n.s.	n.s.	n.s.	0.2985 (0.0959)	n.s.	0.7106 (0.1022)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
VAT	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	0.1146 (0.0725)	n.s.
ODC	n.s.	n.s.	n.s.	0.2584 (0.0284)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	0.3998 (0.0150)	n.s.
Pouvoir de généralisation			20.92%	61.51%		14.17%		28.85%		38.81%	25.73%

Note: « n.s. » signifie que la variable correspondante (revenu disponible ou type de crédit à la consommation) a un impact non significatif sur la croissance de la consommation de la catégorie de produits correspondante dans le modèle de régression multivariée.

Crédits hypothécaires

Dans cette section, la méthodologie développée plus haut a été appliquée aux crédits hypothécaires.

En établissant le modèle de régression multivariée, une spécification « correcte » pour le modèle de base dans le contexte belge a été d'abord recherchée ; pour ce faire, les modèles ont été évalués à l'aide de données semestrielles, corrigées ou non des variations saisonnières. Les modèles permettent également de quantifier les effets du revenu disponible des ménages, des taux d'intérêt et des rendements des actions. Les taux d'intérêt des crédits hypothécaires ne sont néanmoins disponibles que depuis 2003 via Belgostat (BNB), comme le montre le Tableau 47 ci-après. Enfin, on a également contrôlé l'influence potentielle de l'effet saisonnier à l'aide d'une variable semestrielle muette. Cette variable muette adopte la valeur un pour le premier semestre.

Tableau 47 – Taux d'intérêt des crédits hypothécaires sur une base trimestrielle, 2003-2013

	Taux variable et durée initiale à taux d'intérêt fixe d'un an maximum	Durée initiale à taux d'intérêt fixe de un à cinq ans	Durée initiale à taux d'intérêt fixe de cinq à dix ans	Durée initiale à taux d'intérêt fixe de plus de dix ans
31/12/2013	3.16%	3.06%	3.57%	3.68%
30/06/2013	3.09%	3.07%	3.40%	3.60%
31/12/2012	3.17%	3.16%	3.52%	3.62%
30/06/2012	3.71%	3.69%	3.69%	3.83%
31/12/2011	3.79%	3.89%	3.88%	3.85%
30/06/2011	3.41%	3.89%	3.96%	4.01%
31/12/2010	2.91%	3.49%	3.98%	3.87%
30/06/2010	2.88%	3.73%	4.41%	4.25%
31/12/2009	2.98%	4.00%	4.45%	4.55%
30/06/2009	3.52%	4.14%	4.64%	4.57%
31/12/2008	5.62%	5.27%	5.32%	5.16%
30/06/2008	5.28%	4.92%	5.07%	4.88%
31/12/2007	5.07%	5.07%	4.96%	4.74%
30/06/2007	4.68%	4.63%	4.51%	4.40%
31/12/2006	4.17%	4.25%	4.23%	4.26%
30/06/2006	3.43%	3.85%	3.90%	3.94%
31/12/2005	3.02%	3.76%	3.87%	3.95%
30/06/2005	3.22%	4.01%	4.13%	4.31%
31/12/2004	3.52%	4.27%	4.38%	4.77%
30/06/2004	3.60%	4.37%	4.54%	4.71%
31/12/2003	3.54%	4.33%	4.65%	4.74%
30/06/2003	3.90%	4.73%	5.11%	5.25%

Les résultats de la régression démontrent que la **croissance des investissements bruts dans les habitations privées** (sur une base semestrielle) présente un rapport significativement positif avec la croissance du revenu disponible des ménages durant le semestre précédent et avec la croissance du montant en cours des crédits hypothécaires (pour la construction et la rénovation). Sur la base de l'estimation obtenue des paramètres pour le revenu disponible, nous concluons qu'une augmentation de 1% dans le revenu disponible des ménages en un semestre s'accompagne d'une augmentation de 1.1425% dans les investissements bruts dans des habitations privées. Une augmentation de 1% du montant en cours des crédits hypothécaires pour la construction et la rénovation s'accompagne en revanche d'une hausse de 0.0886% des investissements bruts dans les habitations privées. Nous pouvons donc en conclure qu'une augmentation du revenu disponible des ménages est beaucoup plus importante pour expliquer la croissance des investissements bruts dans les habitations privées qu'une croissance dans le volume des crédits en cours. Ces effets sont encore une fois illustrés visuellement aux Figures 21 et 22 ci-après. Par ailleurs, les résultats de la régression, corrigés des variations saisonnières, démontrent que ces effets ne sont pas imputables à des influences saisonnières potentielles.

L'output de régression démontre par ailleurs que l'effet saisonnier est aussi significatif statiquement ; en moyenne, les investissements bruts dans les habitations privées sont plus élevés d'environ 17.36% dans le premier semestre que dans le deuxième.

De même, les taux d'intérêt – un paramètre typiquement important pour expliquer les investissements privés – ont un impact négatif mais pas significatif ! Il est possible que ceci soit causé par le nombre limité d'observations pour cette variable, forçant à évaluer les modèles pour la période 2003-2013, si on veut prendre en considération le taux d'intérêt ; d'autre part, il faut reconnaître que les données Belgostat ne montrent qu'une variabilité limitée dans les taux d'intérêt du marché pour les crédits hypothécaires au cours de la période 2003-2013 (voir Tableau 47 ci-dessus), ce qui fait qu'il est de toute façon difficile d'expliquer la croissance des investissements bruts dans des habitations privées (et les crédits hypothécaires) au moyen des variations des taux d'intérêt. Enfin, il apparaît également que les rendements sur le marché des actions présentent une relation positive mais non significative avec les investissements bruts dans les habitations privées.

Sur la base de l'estimation obtenue des paramètres de 0.0886, nous concluons que **la croissance du PIB aurait été inférieure d'environ 0,04% en moyenne** sur une base annuelle si l'octroi de crédits n'avait pas suivi ; au cours de la période 1995–2013, **la croissance moyenne du montant en cours des crédits hypothécaires** a atteint quelque **9.15% par an**. Nous concluons également que **la croissance du PIB en 2013 aurait été, selon les estimations, inférieure d'environ 0.0124% (donc se serait élevée à 1.8075%) si l'octroi de crédits n'avait pas suivi** (c'est-à-dire croissance des montants des crédits hypothécaires pour la construction et la rénovation en 2013 = 0% au lieu de 2,57%) ; cet effet est plutôt limité mais ne peut être examiné isolément du fait que les investissements bruts dans des habitations privées représentaient seulement 5.45% environ du PIB en 2013 ! Par ailleurs, nous avons constaté aussi précédemment que seuls 26,10% des dépenses pour la construction et la rénovation ont été financés via le crédit hypothécaire.

Figure 21 - Corrélation entre la croissance des investissements bruts dans des habitations privées et la croissance du revenu disponible, données semestrielles (1999-2013)

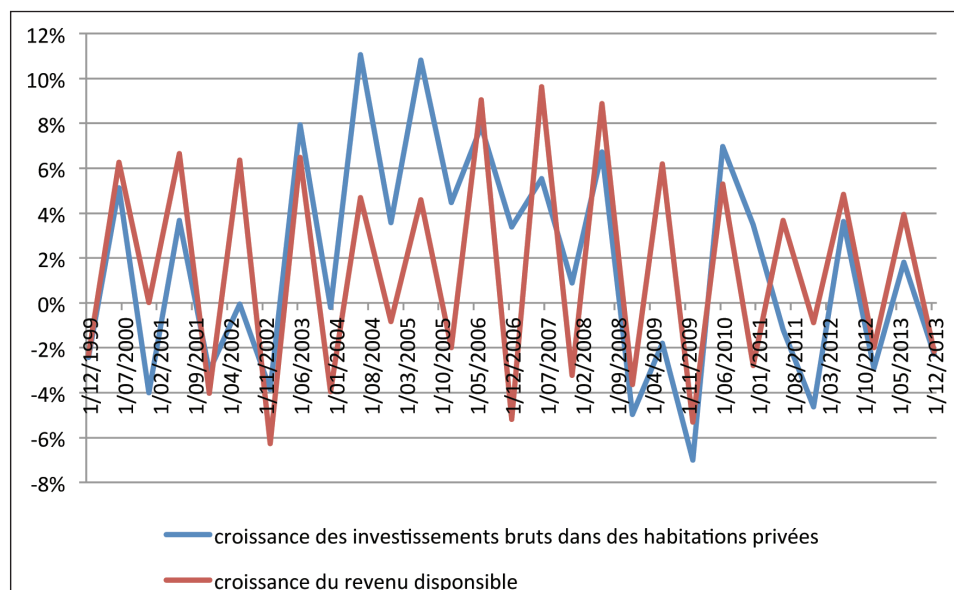
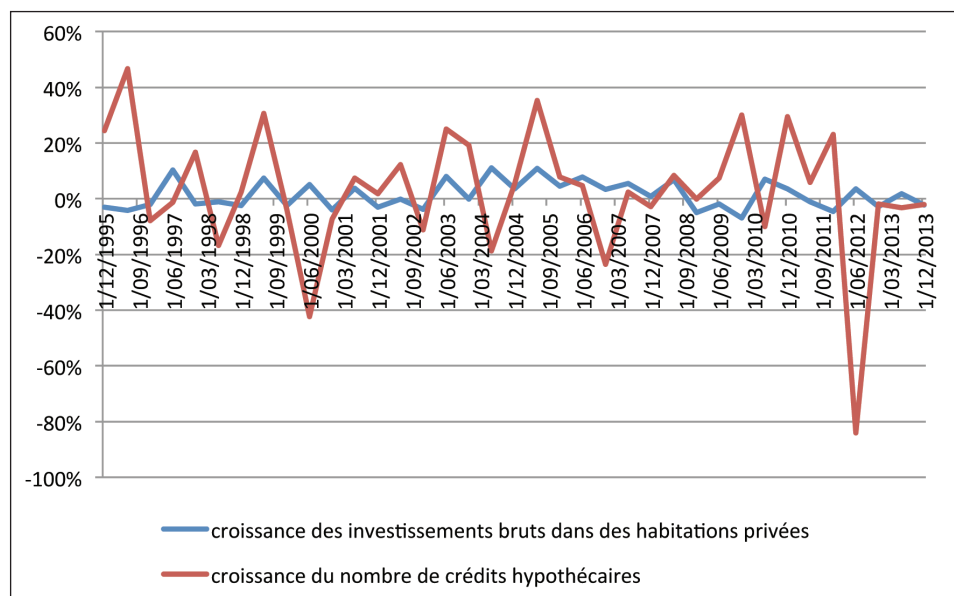


Figure 22 - Corrélation entre la croissance des investissements bruts dans des habitations privées et la croissance du nombre de crédits hypothécaires (Construction + Rénovation), données semestrielles (1995-2013)



A. Modèles évalués à l'aide des données semestrielles 1999-2013, données brutes :

Root MSE	0.03801	R-Square	0.4801
Dependent Mean	0.02019	Adj R-Sq	0.4385
Coeff Var	188.28531		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.05241	0.02671	-1.96	0.0609
Delta Yb	1	0.64909	0.39960	1.62	0.1168
SeasonDummy	1	0.12471	0.03949	3.16	0.0041

Root MSE	0.03608	R-Square	0.5689
Dependent Mean	0.02019	Adj R-Sq	0.4939
Coeff Var	178.75755		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.01763	0.04394	-0.40	0.6919
Delta Yb	1	0.68518	0.37979	1.80	0.0843
Taux_10	1	-0.76113	0.76262	-1.00	0.3286
Rend actions	1	0.07188	0.04615	1.56	0.1330
SeasonDummy	1	0.12597	0.03754	3.36	0.0027

Root MSE	0.03786	R-Square	0.5047
Dependent Mean	0.02019	Adj R-Sq	0.4428
Coeff Var	187.55661		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.06742	0.02994	-2.25	0.0337
Delta Yb	1	0.86412	0.44402	1.95	0.0634
A_hypconstr	1	0.03681	0.03368	1.09	0.2852
SeasonDummy	1	0.14665	0.04417	3.32	0.0029

Root MSE	0.03600	R-Square	0.5521
Dependent Mean	0.02019	Adj R-Sq	0.4961
Coeff Var	178.36178		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	-0.08686	0.03078	-2.82	0.0094
Delta Yb	1	1.14250	0.45429	2.51	0.0190
B_hypconstr	1	0.08860	0.04510	1.96	0.0612
SeasonDummy	1	0.17364	0.04495	3.86	0.0007

B. Modèles évalués à l'aide des données semestrielles 1999-2013, **données corrigées des variations saisonnières** :

Root MSE	0.03729	R-Square	0.0954
Dependent Mean	0.00116	Adj R-Sq	0.0606
Coeff Var	3226.99939		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.00116	0.00705	0.16	0.8710
Delta Yb	1	0.64909	0.39205	1.66	0.1098

Root MSE	0.03532	R-Square	0.2506
Dependent Mean	0.00116	Adj R-Sq	0.1569
Coeff Var	3057.03206		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.03710	0.03678	1.01	0.3233
Delta Yb	1	0.68519	0.37180	1.84	0.0777
Taux_10	1	-0.76055	0.74585	-1.02	0.3180
Rend actions	1	0.07197	0.04491	1.60	0.1221

Root MSE	0.03711	R-Square	0.1383
Dependent Mean	0.00116	Adj R-Sq	0.0693
Coeff Var	3211.94830		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.00113	0.00701	0.16	0.8736
Delta Yb	1	0.86422	0.43528	1.99	0.0582
A_hypconstr	1	0.03683	0.03302	1.12	0.2753

Root MSE	0.03529	R-Square	0.2207
Dependent Mean	0.00116	Adj R-Sq	0.1583
Coeff Var	3054.49828		

Parameter Estimates

Variable	DF	Parameter Estimate	Standard Error	t Value	Pr > t
Intercept	1	0.00108	0.00667	0.16	0.8726
Delta Yb	1	1.14273	0.44534	2.57	0.0167
B_hypconstr	1	0.08864	0.04421	2.00	0.0559

Annexe A : Liste des membres de l'UPC

• ABK BANK c.v.b.a.	www.abk.be
• AG INSURANCE s.a.-n.v.	www.aginsurance.be
• ALLIANZ BENELUX s.a.-n.v.	www.allianz.be
• ALPHA CREDIT s.a.-n.v.	www.alphacredit.be
• ARGENTA BANQUE D'EPARGNE s.a./ARGENTA SPAARBANK n.v.	www.argenta.be
• ATRADIUS CREDIT INSURANCE n.v.	www.atradius.com
• AXA BANK EUROPE s.a.-n.v.	www.axa.be
• BANK J. VAN BREDA & Co n.v.	www.bankvanbreda.be
• BANQUE CPH s.c.r.l.	www.cph.be
• BANQUE DEGROOF s.a./BANK DEGROOF n.v.	www.degroof.be
• BANQUE/BANK DELEN & de SCHAEZTEN s.a.-n.v.	www.delen.be
• BCC CORPORATE s.a.-n.v.	www.bcc-corporate.be
• BELFIUS BANQUE s.a./BELFIUS BANK n.v.	www.belfius.be
• BEOBANK s.a.-n.v.	www.beobank.be
• BINCKBANK n.v.	www.binck.com
• BKCP BANQUE s.a./BKCP BANK n.v.	www.bkcp.be
• BMW FINANCIAL SERVICES BELGIUM n.v.	www.bmw.be
• BNP PARIBAS FORTIS	www.bnpparibasfortis.be
• BPOST BANQUE/BANK n.v.-s.a.	www.bpostbank.be
• BUY WAY PERSONAL FINANCE s.a.-n.v.	www.buyway.be
• CBC BANQUE s.a.	www.cbc.be
• CENTRALE KREDIETVERLENING s.a.-n.v.	www.ckv.be
• COFIDIS s.a.	www.cofidis.be
• CREDIBE	www.cbhk.be
• CREDIMO n.v.	www.credimo.be
• CRELAN s.a.-n.v.	www.crelan.be
• DELTA LLOYD BANK s.a.-n.v.	www.dlbank.be
• DHB BANK n.v.	www.dhbbank.be
• EB-LEASE n.v.	www.eb-lease.be
• ELANTIS s.a.	www.elantis.be
• L'ENTR'AIDE FINANCIERE DU TOURNAISIS s.a.	www.entraide-financiere.be
• EOS AREMAS BELGIUM s.a.-n.v.	www.eos-aremas.be
• EULER HERMES EUROPE s.a.-n.v.	www.eulerhermes.com
• EUROPABANK s.a.-n.v.	www.europabank.be
• FCE BANK plc	www.ford.be
• FEDERALE ASSURANCE c.v./FEDERALE VERZEKERING s.c.	www.federale.be
• FIMASER s.a.-n.v.	www.cartepass.be - www.passkaart.be
• FONDS DU LOGEMENT WALLON s.c.	www.flw.be

- GENERAL MOTORS ACCEPTANCE CORPORATION, CONTINENTAL www.gmacfs.be
- ING BELGIQUE s.a./ING BELGIË n.v. www.ing.be
- INTERNATIONAL CARD SERVICES b.v. www.icscards.be
- KBC BANK n.v. www.kbc.be
- KREFIMA s.a.-n.v. www.krefima.be
- MERCEDES-BENZ FINANCIAL SERVICES BELUX s.a.-n.v. www.dcfs.be
- OPTIMA BANK s.a.-n.v. www.optimabank.be
- PATRONALE LIFE s.a.-n.v. www.patronale-life.be
- PSA FINANCE BELUX s.a.-n.v. www.peugeot.be
- P&V ASSURANCES s.c./P&V VERZEKERINGEN c.v. www.pv.be
- RECORD BANK s.a.-n.v. www.recordbank.be
- RECORD CREDIT SERVICES s.c.r.l.-c.v.b.a. www.recordbank.be
- SAINT-BRICE s.a. www.3suisses.be
- SANTANDER CONSUMER FINANCE BENELUX B.V. www.santander.be
- SOCIETE WALLONNE DU CREDIT SOCIAL S.A. de droit public www.swcs.be
- VDK SPAARBANK n.v. www.vdk.be
- VOLKSWAGEN D'IETEREN FINANCE s.a.-n.v. www.vwfsag.de

Entreprise associée :

- **HOIST KREDIET ab**

Annexe B : Enquête sur le budget des ménages 2012

	% de ménages qui font la dépense	Montant moyen dépensé pour une dépense donnée
CONSOMMATION TOTALE DES MÉNAGES EN 2009	100.0%	35 429
1. ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC	100.0%	5,376
1.1. produits alimentaires et boissons non alcoolisées	100.0%	4,692
1.2. boissons alcoolisées	70.8%	446
1.3. tabac	28.1%	238
1.4. drogues	0.0%	0
2. ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES	81.6%	1,756
2.1. articles d'habillement	77.3%	1,387
2.2. chaussures	42.9%	369
3. HABITATION, EAU, ELECTRICITE ET COMBUSTIBLE	100.0%	10,153
3.1. loyer réel	36.0%	2,032
3.2. loyer fictif	70.7%	5,039
3.3. entretien et réparation de l'habitation	31.3%	469
3.4. eau courante, collecte des déchets	100.0%	584
3.5. électricité, gaz et autres combustibles	100.0%	2,029
4. MEUBLES, APPAREILS MENAGERS	97.5%	2,250
4.1. meubles et revêtement de sol	36.5%	763
4.2. articles de ménage en textile	28.3%	175
4.3. appareils ménagers	29.2%	436
4.4. vaisselle et ustensiles ménagers	47.9%	126
4.5. outillage pour la maison et le jardin	44.1%	176
4.6. entretien de l'habitation	95.2%	574
5. SANTÉ	83.6%	1,497
5.1. médicaments et produits pharmaceutiques	75.1%	653
5.2. services aux patients	58.3%	730
5.3. services hospitaliers	10.9%	114
6. TRANSPORTS	88.5%	4,288
6.1. achat de véhicules	9.0%	2,008
6.2. entretien et réparation de véhicules	81.2%	1,992
6.3. services de transport	30.4%	288
7. COMMUNICATION	97.3%	1,014
7.1. services postaux	16.9%	20
7.2. équipements de téléphonie	14.3%	69
7.3. services de téléphonie	96.8%	925
8. CULTURE ET LOISIRS	97.1%	2,997
8.1. équipement: audio, vidéo et photographie	38.3%	370
8.2. autres biens durables destinés aux loisirs	3.7%	165
8.3. autres biens pour les loisirs, le jardin, etc.	77.0%	620
8.4. dépenses sportives et récréatives	77.6%	601
8.5. journaux, livres et papeterie	77.7%	409
8.6. voyages all inclusive	21.5%	831
9. FORMATION	12.0%	168
10. RESTAURANT ET HORECA	83.3%	2,084
11. SOINS ET SERVICES PERSONNELS	99.9%	3,847
11.1. soins personnels	91.4%	642
11.2. effets personnels	37.2%	215
11.3. protection sociale	6.4%	147
11.4. assurances	99.0%	2,040
11.5. services financiers	20.7%	31
11.6. autres services	64.0%	772

Source : Direction générale Statistique - Statistics Belgium du SPF Économie

Étude sur l'importance du crédit à la consommation et du crédit hypothécaire dans l'économie belge - KU Leuven - 2015



Cette étude a été réalisée avec la collaboration de l'Union professionnelle du crédit (UPC),
membre de Febelfin.